

AUGUSTE GAUVAIN

LES ORIGINES
DE LA
GUERRE EUROPÉENNE



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

LES ORIGINES
DE LA
GUERRE EUROPÉENNE

Inv. A. 10274

AUGUSTE GAUVAIN

LES ORIGINES
DE LA
GUERRE EUROPÉENNE



LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1915

DONATIUNEA
EM. PORUMBARI

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

CONVENȚIA BIBLIOTECĂ CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
1953 BUCUREȘTI
COTA..... 29954.....

1956

nc 390/06

1961

D

B.C.U. Bucuresti



C32601

Copyright nineteen hundred and fifteen
by Max Leclerc and H. Bourrelier,
proprietors of Librairie Armand Colin.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage se divise en deux parties.

La première partie contient l'exposé des causes immédiates de la guerre européenne. Elle remonte à la crise bosniaque de 1908-1909 pour s'arrêter aux déclarations de guerre des premiers jours du mois d'août 1914. Elle est composée d'après les documents authentiques parus jusqu'à ce jour.

La seconde partie est le commentaire, au jour le jour, des événements successifs depuis l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand jusqu'à l'ouverture des hostilités. Elle comprend tous les articles publiés sur la crise par l'auteur, dans le Journal des Débats, pendant

cette courte et tragique période. Il a paru qu'il était bon de mettre en regard d'un récit méthodique écrit après coup, avec pièces sous les yeux, les impressions quotidiennes ressenties à mesure que le drame se déroulait, et communiquées sur l'heure au public. Cette suite d'impressions et de constatations, reproduites sans aucune retouche, constitue, elle aussi, un témoignage historique.

Paris, janvier 1915.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DE LA GUERRE



I

AVANT LE DRAME DE SERAJÉVO

La conflagration qui ravage l'Europe depuis le mois d'août 1914 a des causes profondes et une cause immédiate. Les causes profondes sont connues de tous. C'est l'opposition entre le groupe des États résolus à maintenir l'équilibre et le monde germanique aspirant à l'hégémonie. C'est la création de l'unité allemande par le fer et le feu, l'assouvissement passionné de rancunes ataviques contre la France en 1870, et l'annexion de l'Alsace-Lorraine. C'est la rivalité entre la marine britannique et la marine allemande. C'est la rentrée sur la scène européenne des nations d'Orient autrefois subjuguées par l'Islam. C'est l'accroissement ruineux des charges militaires et le désir violent de l'État qui se croyait le plus fort de profiter de sa supériorité momentanée pour faire définiti-

vement la loi à l'adversaire. Mais ces causes agissaient depuis des années et l'on s'imaginait volontiers que les gouvernements ambitieux ne céderaient pas, devant les responsabilités d'une guerre comme le monde n'en aurait encore jamais vu, à la tentation de réaliser des desseins de domination d'une exécution hasardeuse.

Le désir général de voir la paix conservée malgré l'énormité des sommes consacrées à la défense nationale obscurcissait le sens politique de la plus grande partie du public. Quant aux diplomates et aux hommes d'État, l'accoutumance professionnelle les rendait pour la plupart sceptiques sur les probabilités de guerre. Ils connaissaient certaines mauvaises intentions et en devinaient d'autres, sans croire qu'elles se transformeraient en actes. Pourtant la guerre était décidée en principe à Vienne et à Berlin bien avant l'accident qui la provoqua. Elle eut pour cause immédiate la rupture austro-serbe survenue à la suite de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et de la duchesse de Hohenberg, sa femme. Mais le

crime commis à Serajévo le 28 juin 1914 sur l'héritier de la monarchie habsbourgeoise a seulement fourni le prétexte d'une agression préméditée depuis longtemps à Vienne et concertée avec Berlin. Si la part exacte de responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ne peut pas encore être établie, l'accord préalable des deux grandes puissances de l'Europe centrale est certain. On sait également que la préparation militaire de leur monstrueuse entreprise date de plusieurs années. Pour en trouver les motifs déterminants, il faut remonter aux remaniements orientaux résultant des deux guerres balkaniques de 1912-1913. On verra ainsi pourquoi la guerre européenne a éclaté l'été dernier plutôt que lors des crises précédentes.

* * *

Jusqu'à la crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, en 1908, les raisons permanentes de rupture entre les deux grands groupements politiques européens étaient contre-balancées par la crainte presque uni-

verselle des calamités d'une guerre générale. Dès que la question d'Orient fut ouverte dans toute son ampleur, l'esprit de guerre l'emporta. En transformant en annexion officielle le droit d'occupation que le congrès de Berlin lui avait accordé sur deux provinces ottomanes, l'empereur François-Joseph faillit déjà déchaîner une grande lutte armée. Cet acte, en effet, s'inspirait des mêmes principes que l'ultimatum du 23 juillet 1914 à la Serbie. Il constituait une violation flagrante d'un traité international élaboré par un congrès solennel. C'était une première atteinte au droit public européen, une première tentative des puissances germaniques de rayer de leur propre autorité un des articles fondamentaux de la charte fixant les droits et les obligations des États formant ce que les diplomates appellent le concert européen. Si cette tentative réussissait, d'autres pouvaient suivre promptement. Ensuite l'incorporation définitive dans les domaines des Habsbourg de deux provinces limitrophes de la Serbie, habitées par une population de race serbe, considérées de tout temps par le peuple serbe

comme partie intégrante du patrimoine serbe, portait un coup mortel aux ambitions, aux aspirations, à l'idéal patriotique de la Serbie indépendante.

Peu importait que le gouvernement du roi Pierre eût ou non le droit de protester ou de s'indigner. Le coup n'en frappait pas moins en plein cœur une nation vivace, consciente d'un grand passé et rêvant d'un grand avenir. Toute la question serbe était soulevée, et cette question était l'une des plus graves qui fussent dans cette Autriche-Hongrie dont les morceaux mal juxtaposés peuvent se disjoindre au moindre choc. L'initiative autrichienne se combinait aussi avec la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie. Enfin elle donnait un élan irrésistible aux revendications grecques sur la Crète. Du même coup la Turquie, qui venait de renverser le régime hamidien au mois de juillet précédent, perdait, sans parler de la Crète, sa souveraineté sur un État vassal et sur deux belles provinces ; souveraineté nominale, il est vrai, mais précieuse pour le prestige du sultan-calife dans l'Islam.

La révolution turque se trouvait ruinée dans son principe et dans ses résultats. Accomplie contre le sultan protégé par Guillaume II, elle avait pour but de soustraire l'empire ottoman à des convoitises que cette tutelle contenait d'autant moins que le tuteur était secrètement disposé à laisser dépouiller son pupille pourvu qu'il recueillit la plus large part. Or, voilà que la liquidation tant redoutée s'ouvrait brusquement. La responsabilité en rejaillissait sur les auteurs et les instigateurs de la révolution qui affichaient des préférences marquées pour la France et pour l'Angleterre. On affectait en Europe de dire qu'Abdul-Hamid était seul capable de gouverner la Turquie. Quant à la Constitution, symbole de la réorganisation de l'État dans l'ordre, la tolérance et l'équité, les Occidentaux la tournaient en dérision. A Constantinople, le magnifique enthousiasme des premiers jours pour l'ottomanisme et les puissances libérales se changeait en méfiance et en découragement. Une partie notable des Jeunes Turcs recommençait à regarder du côté de

Berlin. Tous les problèmes ottomans se posaient de nouveau.

L'équilibre oriental était rompu et l'équilibre européen menacé. Personne ne savait jusqu'où retentiraient les répercussions de l'ébranlement oriental. L'autorité de la Russie sur le monde slave, sur sa clientèle balkanique et orthodoxe, recevait une atteinte mortifiante. Le roi de Bulgarie, prince aux vastes ambitions, devenait le complice, l'obligé, peut-être l'instrument des puissances germaniques. La capacité de résistance de la Triple Entente aux empiétements du groupe rival subissait une épreuve décisive sur le point le plus sensible de l'organisme international.

Cette première expérience de l'Autriche réussit assez mal. Finalement, l'empereur François-Joseph paya très cher, de toute façon, l'agrandissement purement nominal de la monarchie dualiste. Il dut évacuer le sandjak de Novi-Bazar, renoncer à la demi-protection du Monténégro, et verser une forte indemnité à la Turquie après avoir éprouvé des dommages commerciaux considérables

et soldé les frais d'une mobilisation partielle pendant six mois. Surtout, la Serbie qu'il avait voulu mater, peut-être même provoquer afin d'avoir l'occasion de l'assujettir, sortit de la crise plus forte, plus fière, moralement et matériellement mieux préparée à une autre lutte. Le Cabinet de Vienne ne tarda point à s'en apercevoir. On regretta ouvertement dans l'entourage de l'archiduc héritier que le succès de la sommation adressée en mars 1909 au gouvernement russe par l'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg eût privé l'Autriche d'un prétexte d'en finir une bonne fois avec la Serbie à un moment favorable. Des observateurs avisés crurent remarquer que la démarche du comte Pourtalès à cet instant critique pour la paix de l'Europe avait été faite sans l'assentiment du baron d'Aehrenthal, et que celui-ci fut peu reconnaissant au prince de Bülow d'avoir obligé le tsar Nicolas à conseiller à la Serbie de s'incliner devant le fait accompli. Si le conflit austro-serbe de 1908-1909 ne fut pas résolu par les armes, c'est que l'Allemagne, contrairement à l'avis

d'hommes influents en Autriche-Hongrie, ne jugea pas opportune la conflagration générale qui aurait pu s'ensuivre.

Dans son ouvrage, *La Politique allemande*, publié en 1914 à l'occasion de la vingt-cinquième année de règne de l'empereur Guillaume II, le prince de Bülow laisse deviner les motifs de sa conduite d'alors. Il eut pour principe directeur, pendant ses douze années de pouvoir, d'ajourner tout conflit, où l'Angleterre pourrait être amenée à prendre parti contre l'Allemagne, jusqu'au moment où la flotte allemande serait de taille à se mesurer avec celle de la reine des mers. Or, en 1909, la disproportion entre les flottes de l'Austro-Allemagne et celles de la Triple Entente paraissait trop grande. En cette occasion, comme en plusieurs autres, le prince de Bülow ne voulut point pousser à fond certaines prétentions de peur de compromettre à jamais la grande flotte de guerre nécessaire au succès de sa politique mondiale. Aux yeux du quatrième chancelier allemand comme à ceux de ses compatriotes vraiment politiques, qui se servaient volontiers du

pangermanisme sans céder à ses excitations, les avantages d'une nouvelle guerre semblaient hors de proportion avec les risques, si l'Angleterre marchait contre l'Allemagne. Si la flotte en voie de formation était détruite, c'en serait fait du projet d'hégémonie germanique. Des victoires sur terre ne compenseraient pas un désastre sur mer. De nouveaux agrandissements continentaux provoqueraient fatallement une coalition et celle-ci finirait par triompher avec l'appui d'une Angleterre maîtresse des mers. Le grand règlement ne devait donc venir que lorsque l'Allemagne, soit seule, soit avec des flottes alliées, se croirait sûre de renverser l'hégémonie maritime britannique : il fallait prendre patience.

Grâce au calme de notre attitude pendant la guerre des Boërs, dit le prince de Bülow, nous avons émoussé la surexcitation qui régnait en Angleterre depuis le télégramme à Krüger et, par la suite des temps, nous n'avons fourni à l'Angleterre aucun prétexte d'arrêter notre bras pendant la construction de notre flotte. D'autre part, l'attentif entretien de la Triplice nous a évité les heurts avec la Duplice, heurts qui auraient retardé la construction de notre flotte.

Entre l'entente anglo-française et la Duplice, nous avons dû suivre un chemin étroit, qui se rétrécit encore lorsque l'entente anglo-française s'élargit en Triple Entente; ce n'est que grâce à des précautions infinies que ce chemin resta praticable, lorsque l'Angleterre nous enveloppa d'un réseau d'alliances et d'ententes.

Au cours de la crise de 1908-1909, le prince de Bülow estimait que la construction de la flotte était assez avancée pour qu'il pût tenir tête à la Russie assez mal engagée dans le différend, à la suite des conversations imprudentes tenues en septembre 1908 au château du comte Berchtold à Buchlau, en Bohême, entre le baron d'Aehrenthal et M. Iswolsky. Il appuya donc fermement la demande de reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, mais il se garda de tourner contre lui l'Angleterre en permettant à l'Autriche-Hongrie de bouleverser les Balkans. Il eut au contraire soin de rassurer le Foreign Office en conseillant au baron d'Aehrenthal d'adhérer à des solutions transactionnelles sur les questions accessoires. « Notre méthode politique, dit-il

dans le même ouvrage, n'est pas celle du marchand qui spécule à tout risque, mais plutôt celle du paysan aux allures pondérées qui, ses semaines faites avec soin, attend sans impatience la moisson. »

* * *

Pendant la crise marocaine de 1911, M. de Bethmann-Hollweg sut garder la même patience. Malgré les excitations d'une opinion publique poussée à l'intransigeance par une presse dévouée aux idées pangermanistes, il se résigna à une transaction. Ce n'était point modération de sa part, ni de celle de son maître. C'était prudence. Le coup d'Agadir avait été manqué. Il avait rencontré en France une résistance imprévue à Berlin. Presque tout de suite l'Angleterre s'était déclarée solidaire de la France. L'Autriche-Hongrie semblait peu disposée à marcher à fond pour le Maroc. L'Italie se fut difficilement rangée aux côtés de l'Allemagne dans un conflit où l'objet du litige constituait la

contre-partie de la liberté d'action que ses accords avec la France et l'Angleterre lui laissaient en Tripolitaine. La grande flotte de guerre construite sous l'impulsion vigoureuse de l'amiral de Tirpitz se trouvait trop inférieure aux marines britannique et française réunies. Sur terre, le grand état-major de Berlin ne disposait encore ni des effectifs, ni de l'outillage, ni des gros obusiers qu'on lui voit aujourd'hui. Diplomatiquement et militairement, la partie se présentait mal. Le mieux était de la liquider honorablement en se réservant d'attendre un temps plus propice pour récolter la moisson rêvée par les hommes d'État de Berlin. Ce calcul très pratique ne s'inspirait d'aucune idée de justice ou d'humanité. Trop de Français, connaissant l'étendue des lacunes de notre organisation militaire à cette époque, attribuèrent la conclusion de la convention du 4 novembre 1911 au caractère éminemment pacifique de Guillaume II et de son chancelier. En réalité, l'empereur et ses ministres préparaient la guerre avec un remarquable esprit de suite. S'ils n'estimèrent pas oppor-

tun de l'entreprendre en 1911, malgré les imperfections de notre armée et de notre flotte, c'est que les risques leur parurent disproportionnés avec les fruits de la victoire. Avant de jouer la grande partie, ils voulurent mettre de meilleurs atouts dans leur jeu. Mais, dès 1911, leur service d'espionnage avait organisé en France, jusque dans les moindres détails, cette prodigieuse coopération clandestine qui s'est révélée l'été dernier. Le mécanisme était prêt à fonctionner comme il vient de le faire.

De 1911 à 1914, l'Allemagne accomplit un immense travail diplomatique et militaire. Des lois successives renforcèrent son armée. La construction de sa flotte de guerre fut accélérée. On mit à l'étude de nouveaux canons. On s'efforça de se concilier l'Angleterre. Un nouvel ambassadeur, doué d'autant d'intelligence et de séduction que de fortune, le prince Lichnowski, fut envoyé près de Georges V. Par l'intermédiaire de publicistes d'origine germanique ou sémité, on entreprit une campagne contre les tendances françaises et russes dans les journaux de

32601

Londres où l'idéologie pacifiste restait en honneur. En Autriche-Hongrie, Guillaume II noua des rapports de plus en plus intimes avec l'archiduc héritier dont l'action personnelle sur les affaires de la monarchie dualiste, notamment en matière militaire et navale, augmentait en raison du grand âge de l'empereur François-Joseph. En Italie, à la faveur de l'incident du *Carthage* et du *Manouba* au cours de la guerre tripolitaine, on envenima les polémiques contre la France et les hommes politiques français. En somme, depuis la déception d'Agadir, on jugeait inévitable un conflit avec la Double Alliance et l'on voulait pour ce jour-là faire bloc avec l'Autriche-Hongrie, bénéficier de la neutralité de l'Angleterre et s'assurer le concours, au moins moral, de l'Italie. Pour que cette triple condition fût remplie, il fallait que l'objet ou le prétexte du différend d'où la guerre devait sortir intéressât directement l'Autriche-Hongrie, qu'il ne choquât point les intérêts de l'Angleterre et qu'il touchât assez l'Italie pour éveiller ses susceptibilités contre la Double Alliance.



*
* *

La première guerre balkanique fournit une occasion. Il est aujourd'hui certain que la formation de la Ligue balkanique fut connue dès le printemps de 1912 par les Cabinets de Vienne et de Berlin, et que ceux-ci n'essayèrent rien pour prévenir la guerre qu'elle avait pour but. Ils étaient persuadés du succès final de la Turquie. Ils comptaient que les Balkaniques épuisés deviendraient soit une proie facile à saisir, soit des instruments dociles à manier. Ils espéraient tout au moins que la Serbie, au cas d'une conflagration européenne ultérieure, serait hors d'état d'inquiéter l'Autriche-Hongrie et que toutes les armées de l'empereur-roi pourraient sans danger sérieux être employées contre la Russie et la France. Enfin la victoire ottomane, à quoi devaient coopérer de nombreux officiers allemands introduits dans les troupes du sultan, devait établir à Constantinople la prépondérance définitive de la diplomatie germanique. La Turquie deviendrait une alliée ou une complice. Elle

pourrait fermer les détroits à la Russie et à la Roumanie. Une intervention de sa part, ou la simple menace d'une intervention dans l'Arménie russe, obligerait la Russie de distraire des champs de bataille d'Europe plusieurs corps d'armée.

Les victoires foudroyantes des Bulgares en Thrace, des Serbes en Macédoine et des Grecs sur le chemin de Salonique déjouèrent ces prévisions. Mais la diplomatie austro-allemande ne tarda pas à retrouver un bon terrain de manœuvre. La conférence des ambassadeurs instituée à Londres afin de surveiller le règlement des affaires d'Orient permit aux Cabinets de Vienne et de Berlin de rattraper par les négociations une partie de ce qu'ils étaient menacés de perdre à la suite de la guerre. Sans doute ils ne contre-carrèrent pas ouvertement le principe adopté après les batailles de Kirk-Kilissé et de Koumanovo : les Balkans aux États balkaniques. Seulement ils invoquèrent ce même principe pour en réclamer l'application à l'Albanie. En apparence, leur argumentation était très forte : dès lors qu'on approuvait la création

d'une nouvelle Balkanie fondée sur le principe des nationalités, il semblait équitable et logique d'accorder l'indépendance aux Albanais, de même qu'on reconnaissait l'incorporation à la Bulgarie, à la Serbie et à la Grèce, des provinces conquises dans la Turquie d'Europe; en conséquence on ne pouvait admettre que la Serbie et la Grèce se partageassent, pour leurs convenances particulières, un pays qui n'était ni serbe, ni grec. Là-dessus l'Italie se trouvait entièrement d'accord avec ses deux partenaires de la Triplice. Elle attachait une importance capitale à ce que Vallona, le port le mieux situé de la côte orientale de l'Adriatique au point de vue militaire, ne tombât point en d'autres mains que les siennes. Elle était donc décidée à ne tolérer ni l'annexion de Vallona, ni celle des régions environnantes, par la Grèce voisine. Soutenue en cela par l'Autriche, elle se joignit, par réciprocité, à l'opposition de cette puissance à l'annexion de Scutari par le Monténégro. Sans se détacher le moins du monde de la Triple Entente, l'Angleterre était assez disposée à reconnaître

le bien-fondé de la thèse austro-italienne. Elle ressentait peu de sympathie pour les Serbes et ne jugeait point l'objet du litige digne d'un conflit européen. Peut-être aussi appréhendait-on au Foreign Office que l'opinion française, surexcitée par le projet de rétablissement du service de trois ans, ne fût trop prompte à saisir une prévue occasion d'opposer la Triple Entente à la Triple Alliance.

Il s'agissait bien, en effet, d'un conflit européen. Au moment où l'on discutait âprement dans la presse la question de Scutari, l'Allemagne manifestait de façons diverses son intention de défendre par les armes le prestige et les intérêts de la Triple Alliance. Au commencement de mars 1913, elle demandait à ses contribuables un impôt exceptionnel d'un milliard de marks pour couvrir les dépenses « non renouvelables » d'un nouveau renforcement de son état militaire. Quelques jours plus tard, à l'occasion du centenaire des batailles de 1813, l'empereur Guillaume adressait à son armée une harangue vibrante où, après avoir exalté l'esprit

des combattants de la guerre de 1870, il s'écriait : « Nous aussi, nous irons au combat la joie et la confiance dans le cœur s'il nous faut un jour défendre ce qui a été conquis et protéger l'honneur de l'Allemagne contre celui qui oserait y toucher. » En même temps, dans un article retentissant, la *Gazette de Cologne* dénonçait la France comme « le trouble-paix ». En guise de commentaire, le *Lokal Anzeiger* de Berlin publiait les chiffres officiels de l'augmentation projetée des effectifs militaires allemands. Le surlendemain, 12 mars, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, tout en « repoussant de la façon la plus catégorique » l'assertion que l'augmentation d'armements projetée « fût motivée par la prétendue aggravation de l'état des relations entre l'Allemagne et l'un ou l'autre de ses voisins, aggravation qui entraînerait la guerre », s'élevait « contre le langage sans mesure employé par quelques journaux français » à propos des armements.

Parallèlement un discours équivoque du marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, et une dépêche inexacte

de l'agence Stefani provoquaient une levée de la presse italienne contre de prétendues ambitions méditerranéennes de la France. Le 20 mars, le gouvernement austro-hongrois envoyait une note comminatoire à Cettigné et une escadre dans les eaux monténégrines et albanaises. Cette démonstration soulevait à Vienne un enthousiasme tellement agressif parmi les partisans de la « grande politique » que le comte Berchtold se voyait obligé de confisquer les éditions de plusieurs journaux. Le jour de Pâques, le ministre de l'empereur François-Joseph à Cettigné remettait une nouvelle note déclarant qu'au cas où le bombardement de Scutari ne serait pas interrompu, le gouvernement austro-hongrois recourrait à la force pour obtenir satisfaction.

La plupart des journaux de France et de Russie parlèrent beaucoup alors du « bluff » de la Triple Alliance. Ils semblaient croire qu'il suffirait à la Triple Entente de parler ferme pour que l'accès de l'Adriatique fût permis à la Serbie et que le roi Nicolas pût annexer la ville tant convoitée de Scutari.

Ils tournaient en dérision, non sans motifs, le futur État albanais. Ils qualifiaient de grotesques ou d'odieux les projets de coercition européenne contre le Monténégro. Leurs sympathies justifiées pour la cause de petits États amis leur faisait perdre de vue les éléments essentiels de la politique générale d'alors. La création d'un État albanais non viable comportait, il est vrai, de grands et multiples inconvénients, balkaniques et européens. En fait, elle fut l'une des causes — non la seule ni la plus importante — de la seconde guerre balkanique. Mais de deux maux il faut choisir le moindre. Or, très probablement, la Triple Alliance eût préféré la guerre au partage de l'Albanie suivant les vues serbo-grecques, parce que la guerre se serait alors engagée dans les conditions les plus déplorables pour la Double Alliance. Pour l'Allemagne, c'eût été une chance inespérée. Elle aurait combattu aux côtés de l'Autriche-Hongrie, dont la cause était directement en jeu. L'Italie, soucieuse de défendre ses intérêts sur les côtes orientales de l'Adriatique et entretenue par la plupart de ses

journaux dans un sentiment d'irritation contre la France, eût difficilement pu refuser de marcher avec ses deux alliées si celles-ci avaient eu le rôle de défenderesses dans le conflit. L'Angleterre n'eût prêté aucun concours à la France et à la Russie qui auraient passé outre à ses avis. La plupart des neutres eussent rejeté sur la Double Alliance la responsabilité du conflit. Les passions germaniques eussent été facilement déchaînées contre nous. En France même, la politique aventureuse du gouvernement eût certainement suscité des critiques passionnées, sinon des troubles. Comment l'union nationale française se fût-elle faite sur la question de l'attribution de Scutari, ville albanaise, au Monténégro ?

Aussi les Cabinets de Paris et de Pétersbourg se gardèrent-ils de suivre les exhortations des journaux « emballés » sur Scutari. A la fin de mars, ils adhérèrent à un compromis ; la conférence de Londres convint que Diakowo, Prizrend et Ipek seraient attribués aux Serbo-Monténegrins et que Scutari resterait en toute hypothèse à l'Albanie, que la

place fût prise ou non par les troupes serbo-monténégrines. Très sagement aussi, les puissances de la Triple Entente décidèrent de participer aux opérations de coercition contre le Monténégro. Elles n'auraient pu, sans compromettre l'équilibre oriental, laisser l'Autriche procéder seule à l'exécution de ces mesures. Leur participation constituait la meilleure protection du Monténégro contre les tentatives autrichiennes d'assujettissement. Si la besogne avait vilain air, elle était au premier chef opportune et prévoyante. On ne le comprit pas assez sur le moment en France et en Russie. Une partie de la presse de Paris et de Pétersbourg continua d'attaquer avec véhémence les décisions de la conférence de Londres. Il fallut qu'un communiqué officiel de M. Sazonof vînt, au commencement d'avril, prouver aux partisans du Monténégro qu'ils étaient plus slavophiles que les défenseurs affitrés des Slaves. Le 23 avril, quand on apprit en Europe la prise de Scutari par les Monténégrins — ou plutôt sa reddition concertée avec Essad-Pacha, le chef de la place, — le principal

danger était écarté. Survenu avant la décision de la Conférence de Londres, cet événement eût probablement tout compromis car il eût été pénible à la Russie — et à la France son alliée — de disposer en faveur de l'Albanie d'une ville conquise par les Monténégrins après un siège meurtrier. Après le 23 avril, la campagne contre l'exécution de la décision prise à Londres le mois précédent à l'unanimité recommença bien avec une nouvelle ardeur en France et en Russie, mais les gouvernements tinrent bon.

La prudence des Cabinets de Paris et de Pétersbourg pendant ces jours agités fut d'autant plus justifiée que le Cabinet de Vienne, sans doute d'accord avec celui de Berlin, fit un nouvel effort en vue de s'assurer le concours ou l'assentiment de l'Italie dans une entreprise dirigée à la fois contre la Serbie et le Monténégro. Il prévint la Consulta de son intention de marcher contre les deux États serbes. Le gouvernement italien refusa de s'associer à cette initiative et déclara qu'en cas de conflit il ne se croirait pas lié par le *casus fœderis*. Il ajouta même,

paraît-il, qu'une marche autrichienne sur Scutari aurait pour conséquence immédiate une occupation italienne de Vallona¹. Les Cabinets de Vienne et de Berlin n'avaient pas pu ne pas prévoir l'éventualité d'une riposte russe. Il semble donc bien qu'ils auraient couru la chance d'une conflagration générale. Ils s'arrêtèrent devant l'attitude de l'Italie et parce que les Monténégrins se résignèrent à évacuer Scutari. Mais MM. Giolitti et de San Giuliano n'auraient probablement pas observé la même conduite si la Russie et la France, cédant aux objurgations des slavophiles passionnés, eussent refusé de se conformer aux décisions prises d'un commun accord à la conférence de Londres. Le jeu diplomatique fut alors extrêmement serré.

Dans les premiers jours de mai, le roi Nicolas consentit à déclarer qu'il s'en remettait aux puissances du sort de Scutari. Ainsi se trouva réglé un différend qui fut

1. A la fin de décembre 1914, le *Messaggero* et le *Giornale d'Italia* ont publié à ce sujet des informations positives, émanant en particulier de M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères.

sur le point d'ouvrir la grande crise européenne. Issu, comme celui de l'été 1914, de la question serbe, il eût fait éclater la guerre un an plus tôt, dans les conditions diplomatiques et militaires les plus favorables pour l'Allemagne, si les gouvernements de la Triple Entente n'avaient pas su résister à de dangereuses suggestions. En effet, malgré le langage apparemment conciliant de ses représentants officiels, le Cabinet de Berlin poursuivait une politique de violence. Pendant cette période critique, les incidents franco-allemands se multiplièrent. Un Zeppelin monté par des officiers atterrit sur le champ de manœuvres de Lunéville. Le 14 avril, les journaux allemands publièrent, avec les commentaires les plus injurieux pour nous, une version sensationnelle d'une bagarre qui s'était produite, la veille, dans les rues et à la gare de Nancy, entre des habitants de la ville et des voyageurs allemands. Le *Lokal Anzeiger*, auquel le gouvernement allemand avait reconnu naguère un caractère officieux, s'exprima en termes outrageants pour le peuple français à propos d'une rixe consi-

dérée comme si peu importante par les autorités locales qu'elles n'avaient pas cru devoir en saisir le gouvernement français. Après une rapide enquête, le Cabinet Barthou prit spontanément des sanctions contre les agents négligents et prévint ainsi la demande d'expression de regrets que la *Gazette de Cologne* déclarait déjà nécessaire.

Grâce à l'esprit de décision du ministère français, cette affaire étrangement gonflée en pleine crise orientale fut liquidée en quelques jours très honorablement. Elle permit de constater plusieurs symptômes intéressants. Les Allemands se comportaient sur notre propre territoire avec un sans-gêne indécent. Toute la presse allemande était prête à obéir au mot d'ordre de Berlin quand il s'agissait de grossir et de dénaturer un incident. Le gouvernement allemand s'ingéniait à nous mettre dans notre tort à propos de n'importe quoi; il cherchait à nous placer dans l'alternative de nous soumettre à des exigences humiliantes ou d'être pris en faute devant l'Europe. Par des moyens divers, il entretenait contre nous les

sentiments haineux d'une nation de plus en plus gagnée aux idées pangermanistes. Si l'accord n'eût pas réussi à s'établir sur la question de Scutari, l'opinion germanique eût été mobilisée instantanément contre nous. On ne peut pas prouver qu'au mois d'avril 1913 Guillaume II et François-Joseph désiraient la guerre. Peut-être préféraient-ils attendre le moment où le nouveau matériel d'artillerie en construction dans les usines de Prusse et de Bohême serait prêt, et où l'Orient serait reconstitué suivant leurs vues. Mais ils auraient avec joie saisi l'occasion d'affronter alors une Triple Entente hésitante et divisée devant une Europe indifférente. A cette époque la France avait seulement deux classes sous les drapeaux, et la Russie se trouvait encore en pleine réorganisation militaire.

* * *

L'incident de Nancy et l'affaire de Scutari une fois réglés de manière que personne ne pût douter de la bonne foi et des intentions

pacifiques de la France, la diplomatie austro-allemande se remit à l'œuvre en Orient. A peine le traité de paix turco-balkanique (30 mai) fut-il signé que des intrigues s'ourdirent contre son exécution. Le commencement de juin vit deux crises ministérielles caractéristiques. A Sofia, M. Guéchof, partisan d'une solution conciliante avec la Serbie au sujet du partage de la Macédoine cédée par les Turcs, dut quitter la présidence du conseil et fut remplacé par M. Danef qui, tout en étant russophile et en acceptant en principe l'arbitrage russe prévu par le traité serbo-bulgare du 13 mars 1912, était animé de sentiments sensiblement moins bienveillants à l'égard des alliés du roi Ferdinand. A Budapest, le comte Etienne Tisza, l'homme politique magyar le plus volontaire et le plus germanophile, succéda comme chef du gouvernement à M. Lukacs, homme sans caractère.

En même temps, la Turquie prit une singulière attitude. Au lieu de se disposer à consacrer désormais à sa réorganisation intérieure toutes ses forces rendues dispo-

nibles par le traité de Saint-James, elle refusa de démobiliser malgré la demande formelle des grandes puissances. Il devint évident que le ministère d'ambitieux arrivé le 24 janvier 1913 au pouvoir à Constantinople, après avoir assassiné Nazim Pacha et violenté le vieux grand-vizir Kiamil, méditait de regagner à la faveur des dissensions balkaniques une partie des territoires cédés, et de raffermir dans l'empire son autorité compromise. Les relations étroites nouées entre les membres dirigeants du Cabinet turc et le gouvernement allemand ne permettaient pas de douter qu'il y eût concordance de vues, sinon de plans, entre la Sublime Porte et la chancellerie de la Wilhelmstrasse. L'Austro-Allemagne n'avait pas décemment pu s'opposer à la conclusion de la paix du 30 mai puisqu'aucune puissance de la Triple Entente ne lui avait donné de prétexte de rupture, mais elle se promettait de faire détruire par les Balkaniques eux-mêmes le nouveau statut oriental qu'elle avait involontairement laissé se fonder par suite de ses faux calculs.

Dans la nuit du 29 au 30 juin suivant, l'armée bulgare se jeta à l'improviste sur l'armée serbe. Certes, cette attaque traîtresse contre les alliés de la veille s'explique par le désir national d'annexer presque toute la Macédoine, par les excitations des très nombreux Macédoniens établis en Bulgarie et y remplissant des fonctions importantes, et par la propagande acharnée de « l'Organisation intérieure bulgare », composée en très grande majorité de Macédoniens fanatiques. Toutefois, cette odieuse agression ne fut ni ordonnée, ni approuvée par le ministère. Les ministres réunis en conseil s'étaient prononcés en sens contraire le 26 juin et avaient décidé de s'en remettre à l'arbitrage du tsar. M. Danef a toujours énergiquement protesté qu'il avait connu seulement après coup les ordres donnés à l'armée ; en fait, le 1^{er} juillet, il prescrivit de cesser le feu. De plus, la guerre contre les Serbes était impopulaire dans l'armée bulgare ; certains régiments allèrent jusqu'à se mutiner quand on leur enjoignit de marcher contre leurs compagnons d'armes.

de la campagne de Turquie. Le plan d'attaque fut combiné par le roi Ferdinand et le général Savof, général en chef. Encore celui-ci prit-il le soin de signer ses deux ordres du jour relatifs à l'attaque en qualité d'« adjoint du commandant en chef ». Le commandant en chef nominal était le roi lui-même. Le général Savof a déclaré qu'il avait obéi à un ordre écrit du roi et il n'a pas été démenti. En outre, le 1^{er} juillet, il s'est conformé au contre-ordre envoyé par le président du conseil. On a même pu dire que, si le roi l'a destitué le lendemain, c'est moins pour donner satisfaction à l'opinion européenne que pour le punir d'avoir inopportunément arrêté les hostilités. Enfin, quoique destitué nominalement pendant quelques jours, le général Savof ne fut jamais inquiété. Il reprit son commandement et continua de jouir d'une influence militaire prépondérante ainsi que de la confiance des principaux hommes politiques.

Quoique la pleine lumière ne soit pas encore faite sur les responsabilités encourues pendant ces jours tragiques, il est permis

d'affirmer que le rôle de l'Autriche-Hongrie fut de première importance. Dès le mois de mai, le Cabinet de Vienne avait chargé son ministre à Bucarest, le prince de Furstenberg, de prévenir le gouvernement roumain qu'au cas d'un conflit entre la Bulgarie et la Serbie, l'Autriche-Hongrie défendrait la Bulgarie « au besoin par les armes ». Par suite d'une circonstance fortuite¹, la communication du comte Berchtold fut faite seulement à M. Take Jonesco, ministre de l'intérieur, et non à M. Maioresco, ministre des affaires étrangères. M. Take Jonesco, qui était chef du parti conservateur démocrate et pour ainsi dire second chef du « Cabinet de collaboration » présidé par M. Maioresco, fit un accueil si froid à la lecture des instructions du comte Berchtold que le prince de Furstenberg crut devoir s'abstenir d'en faire part au ministre des affaires étrangères. Si la démarche officielle n'eut point lieu, l'incident n'en montre pas

1. M. Take Jonesco a publié à ce sujet des précisions formelles dans son journal la *Roumanie*, fin décembre 1914 et commencement de janvier 1915.

moins les intentions provocatrices de l'Autriche-Hongrie.

Ces intentions se manifestèrent plus nettement quelques semaines plus tard. Le 27 juin, le lendemain du jour où le Cabinet bulgare autorisa son chef, M. Danef, à partir pour Pétersbourg afin d'y régler les différends de la Bulgarie avec ses deux alliées, le comte Tarnowsky, ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia, rendit visite à 10 heures du matin au roi Ferdinand. Le roi l'emmena en voiture dans sa propriété de Vrania, dans les environs de la capitale, et tous deux restèrent à conférer dans le parc jusqu'à deux heures de l'après-midi ¹. Quand le comte Tarnowsky l'eut quitté, le roi fit appeler le général Savof à Vrania. Après un long entretien, le général rentra en hâte à Sofia. C'est dans la nuit suivante que furent expédiés aux généraux bulgares les ordres prescrivant l'attaque brusquée contre l'armée serbe.

1. D'après des informations dignes de foi, le comte Tarnowsky aurait dit en rentrant à la légation à l'un de ses secrétaires: « C'est ma plus belle journée », et il aurait chiffré lui-même une dépêche qui fut aussitôt expédiée à Vienne.

Si l'on rapproche ces faits d'une série d'autres de moindre importance et du langage de la presse gouvernementale de Vienne, il est permis de conclure à l'existence d'un pacte entre le roi Ferdinand, harcelé par les « patriotes » macédoniens et le gouvernement austro-hongrois. Formel ou non, ce pacte ne pouvait avoir d'autre objet que la spoliation de la Serbie et de la Grèce. A Vienne, tout le monde était convaincu de l'écrasement de la Serbie. Mais ce nouveau conflit oriental était de nature à déchaîner un conflit européen, car la Russie aurait difficilement supporté que la Serbie abattue retombât, comme après Slivnitza, sous la tutelle autrichienne. En tout cas le monde balkanique eût éprouvé un tel choc de cette secousse que toute l'Europe en eût senti le contre-coup. On avait dû envisager ces éventualités à Vienne et à Berlin. Les représentants officiels de l'Allemagne, il est vrai, nièrent que leur gouvernement fût pour rien dans la machination austro-bulgare. Et l'attitude de l'Allemagne après l'échec de l'attaque brusquée bulgare semble

confirmer leurs assertions. En effet, à la grande indignation de Vienne, Guillaume II prit parti pour la Roumanie quand celle-ci imposa deux mois plus tard à la Bulgarie le traité de Bucarest et s'opposa à toute révision de ce traité par l'Europe. Mais cela prouve seulement que l'empereur allemand, obligé de choisir entre la Bulgarie et la Roumanie, jugea de meilleure politique d'appuyer cette dernière.

Il avait pensé, avec François-Joseph I^{er}, que la Roumanie resterait neutre comme pendant la première guerre balkanique, et qu'elle consentirait à se contenter, pour prix de sa complaisance, de la promesse d'annexion d'une province serbe. Si cette hypothèse s'était réalisée, Guillaume II serait resté solidaire de l'Autriche. Malheureusement pour la diplomatie austro-allemande, la Roumanie, enfin éclairée sur ses véritables intérêts et poussée par une opinion irrésistible, résolut d'intervenir en vue de maintenir l'équilibre balkanique, sauvegarde nécessaire de son indépendance. Malgré des efforts désespérés de l'Autriche, elle persista

dans cette prévoyante décision et agit énergiquement. L'enthousiasme de toute la nation roumaine pour la guerre et le prestige que le rapide succès militaire de l'intervention valut au Cabinet de Bucarest furent tels qu'aucune influence diplomatique n'aurait réussi à faire fléchir la volonté du gouvernement du roi Charles de ne laisser remettre en question par personne les résultats acquis. Charles I^{er} lui-même, pour Hohenzollern et attaché à l'alliance austro-allemande qu'il fût, se trouvait si flatté du rôle imprévu que les événements lui avaient réservé que, pour une fois, il était personnellement disposé à rejeter les conseils impérieux de Vienne. Son autorité était tombée presque à rien à la suite de ses hésitations au début de la crise. Il était trop heureux de l'avoir ressaisie et d'apparaître inopinément en arbitre des Balkans pour compromettre à la fois son trône, les agrandissements territoriaux obtenus par une simple marche militaire et tout l'avenir de la Roumanie.

Guillaume II se garda donc de l'indis-

poser. Il tenait à conserver la confiance des Hohenzollern établis sur le Bas-Danube et à ménager un pays dont l'appoint, lors d'une prochaine guerre européenne, serait peut-être de première importance. Peut-être encore fut-il sollicité par Charles I^{er} de l'aider, lui et la Roumanie, à convaincre l'Autriche de cesser d'encourager la résistance bulgare. Toujours est-il qu'après avoir favorisé la réunion de la conférence balkanique à Bucarest, l'empereur allemand fit connaître au roi Charles son intention de ne pas soutenir la prétention du Cabinet de Vienne de faire reviser le traité du 10 août. Le roi s'empressa de le remercier, par un télégramme rendu public, du concours qu'il avait trouvé près de lui : « Grâce à toi, disait-il, la paix restera définitive. » Tout d'abord on ne comprit pas très bien en Europe la raison de ce télégramme, car on croyait que d'autres puissances méritaient mieux des remerciements. On a vu plus clair ce mois d'août. Guillaume II n'avait pas prêté gratuitement ses bons offices à Charles I^{er}. En échange de l'appui du Hohenzollern de

Berlin en des jours difficiles, le Hohenzollern de Bucarest avait sans doute pris des engagements pour le cas d'un conflit européen. Cette considération ne dut pas être sans influence sur la résignation provisoire de l'Autriche devant les faits accomplis.

Mais cette résignation fut singulièrement pénible car, le 9 août 1913, veille de la signature du traité, l'Autriche esquissa une nouvelle agression diplomatique. A la séance du 5 décembre 1914 de la Chambre des députés italienne, M. Giolitti la dévoila publiquement dans les termes suivants :

Pendant la guerre balkanique, le 9 août précisément, étant absent de Rome, je reçus de mon collègue di San Giuliano le télégramme suivant :

« L'Autriche nous fait connaître, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle qualifie cette action de sa part de défensive. Elle espère faire jouer le *casus foederis* de la Triple Alliance que je juge inapplicable. Je cherche à concerter nos efforts avec l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il pourra être nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive et que

nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*. »

J'ai répondu :

« Si l'Autriche intervient contre la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* ne joue pas. C'est une action qu'elle accomplit pour son propre compte, puisqu'il ne s'agit pas de défense, puisque personne ne pense à l'attaquer. Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle, et il faut souhaiter l'action de l'Allemagne pour dissuader l'Autriche de l'aventure la plus périlleuse. »

Ainsi fut fait et l'interprétation soutenue par nous a été reconnue si juste que notre action n'a troublé en aucune façon nos rapports avec les deux puissances alliées.

Tel est le jugement porté par son alliée sur l'« action défensive » de l'Autriche-Hongrie.

* * *

Ce qui intéressait Guillaume II en Orient, ce n'était pas la Bulgarie ; c'était la Turquie. Et, sur ce dernier terrain, la diplomatie allemande obtint une importante satisfaction. Pendant que la Bulgarie, dans sa folle pré-

somption, attaquait ses alliés et subordonnait absolument tout au succès de cette entreprise, allant jusqu'à retirer toutes ses troupes d'Andrinople dont la conquête avait été si pénible, les Turcs avaient réoccupé sans coup férir cette vieille forteresse. Les puissances de la Triple Entente songèrent d'abord à forcer les Turcs de se retirer derrière la frontière fixée par la conférence de Londres. Mais l'Allemagne ne voulut pas entendre parler de mesures de coercition : puisque l'Europe acceptait les faits accomplis en Macédoine et en Dobroudja, elle devait aussi les accepter en Thrace. A son tour l'Europe s'inclina et, par un traité signé à la fin de septembre, la Bulgarie rendit à la Turquie la presque totalité de ses conquêtes de Thrace, y compris Andrinople, Kirk-Kilissé et Démotika.

Cette solution procurait plusieurs avantages à l'Allemagne. Elle rétablissait à Constantinople son prestige très affaibli par les catastrophes de la première guerre balkanique. Elle détournait la Bulgarie du Bosphore et rejettait ses ambitions du côté de la

Macédoine, c'est-à-dire contre la Serbie et la Grèce ; elle préparait une entente turco-bulgare contre ces deux puissances qui, elles, gardaient l'intégralité de ce qu'elles avaient pris au sultan. Ainsi, le traité de Bucarest à peine signé, on en préparait la ruine ; il n'était plus besoin d'autoriser un aréopage européen à le reviser, il serait revisé sans qu'on eût besoin de s'en mêler. Dès le 7 octobre, la *Gazette de Cologne* ne prenait pas la peine de dissimuler ces calculs. Elle publiait de son correspondant de Sofia une lettre où se lisait ceci : « La Bulgarie a signé la paix avec la Turquie non seulement pour mettre fin à la guerre, mais pour chercher à Constantinople un appui dans une cause commune. C'est contre la Grèce que les Turcs et les Bulgares ont ces communs intérêts. Il est impossible que des traités aussi indigents que ceux de Londres et de Bucarest procurent à l'Orient une paix durable. L'Autriche, qui a tout motif d'être mécontente des résultats de la guerre, doit chercher plus que jamais à exercer son influence à Sofia. Pour nous, Allemands, quelle doit être notre atti-

tude vis-à-vis de ces nouveaux événements ? Nous n'avons en Orient qu'à soutenir sans condition la politique de l'Autriche. Les devoirs de l'alliance l'exigent et ils ne peuvent être mis en discussion. » On le voit, la conclusion du traité de Bucarest n'avait guère troublé les rapports des Cabinets de Vienne et de Berlin, ni découragé leurs desseins.

Ceux-ci ne tardèrent pas à reparaître. Le 17 octobre, le comte Berchtold fit remettre à Belgrade un ultimatum sommant la Serbie d'évacuer dans un délai de huit jours les positions stratégiques que le roi Pierre s'était vu obliger de réoccuper en Albanie afin de repousser de récentes incursions des Albanais et d'en prévenir de nouvelles ; au cas où le gouvernement serbe n'obtempérerait pas à cette injonction dans le délai fixé, l'Autriche se réservait de prendre telles mesures qu'elle jugerait convenables.

Cet ultimatum, appuyé par les Cabinets de Berlin et de Rome, fut communiqué à ceux de Paris, de Londres, et de Pétersbourg. C'était l'inauguration d'une nouvelle

méthode. Jusque-là toutes les décisions relatives aux Balkans avaient été prises par le « concert européen ». Tout à coup l'Autriche s'instituait le gendarme de l'Europe. Approuvée par l'Allemagne et l'Italie, elle se décernait un mandat d'exécution contre la Serbie à propos d'une décision arrêtée par tous les ambassadeurs à la Conférence de Londres. Elle ne voulait plus de mesures coercitives internationales, comme à Scutari ; elle en avait trop souffert dans son amour-propre. Elle déclarait qu'elle agirait seule, sans attendre les résultats des travaux de la commission internationale chargée de la délimitation des frontières albanaises. Elle repoussait toute idée d'arbitrage. Épuisée par deux grandes guerres, la Serbie préféra déférer au fond à l'ultimatum. Seulement, dans la forme, elle remit sa réponse non à l'Autriche seule, mais aux six puissances signataires des protocoles de Londres. Par là, elle rendit à la question son caractère européen. Le comte Berchtold ne se vit pas assez bien engagé pour insister sur une réponse séparée, et l'incident fut clos.

Encore une fois, l'occasion de maîtriser la Serbie échappait au Ballhausplatz. Mais le comte Berchtold ne se rebuva point. Pursuivant son idée, il s'associa au marquis de San Giuliano pour adresser à la Grèce deux semaines plus tard une injonction semblable à celle que M. Pachitch venait habilement d'échapper. Les ministres d'Autriche-Hongrie et d'Italie à Athènes, sans s'être concertés avec leurs collègues de la Triple Entente, notifièrent à M. Venizelos que les territoires occupés par les troupes de Constantin I^{er} dans la partie de l'Épire attribuée à l'État albanaise — ou reconnus comme albanaise par les Cabinets de Rome et de Vienne — devaient être évacués au plus tard le 31 décembre, date fixée par la conférence de Londres. De nouveau se posait la question de savoir si la liquidation balkanique allait s'effectuer sous le contrôle de la Triple Alliance ou sous celui de l'Europe. Des négociations qui s'engagèrent au sujet de l'évacuation de l'Épire, et des intrigues qui s'ourdiront à Constantinople et à Sofia, il résultera clairement que les puissances déçues par le

dénouement des premières guerres balkaniques tendaient obstinément à revenir à leur premier dessein. Tantôt l'une, tantôt l'autre se mettait en avant ; toutes étaient d'accord.

Quant à l'Italie, elle suivait une politique particulière. Elle marchait avec l'Autriche et l'Allemagne quand il s'agissait de réprimer ce qu'elle appelait les empiètements des Slaves et des Grecs, ses rivaux présumés dans l'Adriatique, sur l'Albanie ou les côtes de l'Adriatique. Elle se séparait de l'Autriche lorsque celle-ci manifestait des velléités de modifier à son profit le *statu quo* des Balkans orientaux, contrairement à un ancien accord austro-italien confirmé lors du renouvellement de la Triplice à la fin de 1912 et se résu-
mant ainsi : si l'Autriche-Hongrie s'étend dans la péninsule balkanique, un agrandissement analogue sera aussi reconnu à l'Italie. C'est, dit-on, cette stipulation qui retint plu-
sieurs fois le Cabinet de Vienne de pousser à fond ses campagnes balkaniques. Ce serait elle qui aurait obligé le baron d'Aehrenthal, en 1908, d'évacuer le sandjak de Novi-Bazar en compensation de l'annexion officielle de

la Bosnie-Herzégovine. C'est elle aussi qui engageait quelquefois le Cabinet de Berlin à modérer l'Autriche afin de prévenir entre ses deux alliées une querelle nuisible à l'accomplissement de ses propres desseins en Europe.

Avec l'Allemagne, la situation de l'Italie comportait des difficultés du même genre, mais sur un autre terrain. Au cours de la guerre libyque, l'Italie avait occupé Rhodes et le Dodécanèse. Malgré la promesse, contenue dans le traité d'Ouchy, de restituer ces îles à la Turquie, elle aspirait à les garder sous le prétexte qu'il se trouvait encore des soldats ottomans en Tripolitaine ou en Cyrénaïque. Ce désir se heurtait à la politique berlinoise qui s'attachait à soutenir les Turcs afin de s'en faire des alliés contre la Triple Entente pour le cas d'une guerre européenne. On était si féru de ce principe à la Wilhelmstrasse que, pendant la guerre libyque, les Bédouins en lutte avec les troupes italiennes avaient secrètement reçu d'Allemagne des secours de diverses sortes. L'ambassadeur de Guillaume II à Constantinople, le baron Marschall qui avait assuré catégoriquement

aux Turcs que l'Italie n'attaquerait pas leur vilayet d'Afrique, avait cherché par tous les moyens à rattraper son autorité perdue à la suite du débarquement des troupes du roi Victor-Emmanuel à Tripoli. Dans l'affaire des îles de la mer Égée, l'Italie se serait aisément entendue avec l'Autriche; elle ne le pouvait guère avec l'Allemagne qu'un nouvel abandon de la cause ottomane eût trop compromis à Constantinople au moment où les deux empires du centre comptaient sur la complicité de la Turquie, sinon sur sa coopération, en faveur d'un troisième bouleversement balkanique. Si l'on joint à cela les tiraillements quotidiens entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie à propos des Italiens des terres *irredente*, on voit que la Triple Alliance était assez forte pour empêcher ses rivaux de faire quelque chose, mais qu'elle ne possédait pas l'homogénéité nécessaire pour faire elle-même impunément rien de sérieux contre le gré de la Triple Entente. Elle risquait de se désagréger dès qu'un de ses membres prétendait trancher un gros problème international.

C'est pourquoi, en dépit des intrigues turco-bulgares contre la Grèce, le gouvernement ottoman dut signer, le 13 novembre, un traité de paix avec la Grèce consacrant les résultats de la première guerre balkanique et tranchant une série de litiges connexes. En vain chercha-t-il un appui pour échapper à cette extrémité. La Roumanie lui fit savoir qu'il fallait en finir, et l'on en finit. La Roumanie n'admettait pas qu'on remît en question les conditions du traité de Bucarest, et l'Allemagne, pour les raisons énoncées plus haut, ne voulait pas s'exposer à se prononcer contre elle si peu de temps après lui avoir rendu un service dont le prix était payable plus tard. A la session de novembre des Délégations austro-hongroises, le comte Berchtold fit bonne mine à mauvais jeu ; il déclara que la monarchie dualiste considérait son extension territoriale comme achevée par l'acquisition de la Bosnie-Herzégovine. Il n'eut de paroles sévères que pour la France où, dit-il, des voix peu amicales s'étaient fait entendre. Le ministre des affaires étrangères de l'empereur

reur François-Joseph qualifiait ainsi les critiques des journaux de Paris qui avaient dénoncé les manœuvres du Ballhausplatz et refusé de prendre pour l'expression de l'opinion française les désirs des courtiers d'emprunts austro-hongrois.

La question de l'ouverture du marché de Paris aux emprunts des puissances tripliennes préoccupait depuis plusieurs années les Cabinets de Vienne et de Berlin. Il fut des moments où l'on nous demanda presque la bourse ou la vie. En 1913 et en 1914, à la suite de crises ministérielles françaises, l'espoir se réveilla d'émettre à la Bourse de Paris un emprunt austro-hongrois sous une forme plus ou moins bien déguisée. Combattu à temps, ce projet échoua. Les Français qui ne confondaient point les intérêts des courtiers avec ceux du pays ne pouvaient accepter que l'épargne nationale fût absorbée par un État allié de l'Allemagne. Peu importait que l'argent emprunté, au lieu d'être versé directement dans le trésor autrichien ou hongrois, fût employé à des travaux publics. Les sommes ainsi écono-

misées sur son budget ordinaire ou extraordinaire par la monarchie dualiste pouvaient être consacrées à des armements. En tout cas, elles eussent contribué à renforcer sa puissance économique. Or, on savait que le ministère de la guerre de Vienne procédait à une réfection de son matériel d'artillerie et construisait des pièces lourdes. Il augmentait en même temps les effectifs de l'armée et le nombre de ses cuirassés. L'emprunt projeté eût facilité des armements évidemment dirigés contre nos amis ou contre nous. Son avortement produisit une vive irritation à Vienne et à Budapest.

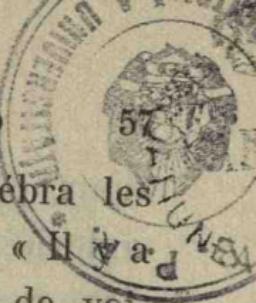
* * *

Tandis que les six grandes puissances arrivaient péniblement à un accord boiteux sur l'Albanie et l'attribution de certaines îles de la mer Égée à la Grèce, plusieurs indices révélèrent l'altération des rapports entre Pétersbourg et Berlin ainsi que les intentions agressives de la Turquie. Au mois de décembre, une mission militaire allemande s'installa sur le Bosphore, et son chef, le

général Liman von Sanders, fut nommé commandant du corps d'armée de Constantinople. Malgré les protestations de la Russie, la mission allemande fut maintenue ; la Porte se borna à donner un autre titre au général Liman en lui conservant ses attributions. Au mois de janvier 1914, la Turquie acheta un cuirassé dont le prix s'élevait à près de 80 millions ; elle annonça l'intention d'en acheter deux autres. Enver Bey, ancien attaché militaire à Berlin et germanophile dans l'âme, devint ministre de la guerre. Il destitua d'un coup 180 généraux et colonels passant pour hostiles au Comité Union et Progrès et à l'influence allemande. En janvier également, des officiers turcs débarquèrent à Vallona et tentèrent de proclamer souverain Izzet Pacha, le prédecesseur d'Enver au séraskiérat. Ils furent obligés de se rembarquer ; mais on constata qu'ils avaient pour mission de préparer un mouvement islamique contre les Serbes et de combiner leur action avec les agents autrichiens.

Le 2 mars, la *Gazette de Cologne* publia

une longue correspondance de Pétersbourg, d'allure hautement officieuse, où l'auteur reprochait à la Russie son ingratitude envers l'Allemagne et l'accélération de ses armements. « En 1917, concluait-il, la réorganisation militaire de la Russie sera terminée et ses parcs d'artillerie seront au complet. Les intérêts vitaux de l'Allemagne lui commandent de ne pas attendre 1917 pour sommer le tsar de se prononcer pour ou contre elle. » Peu de temps auparavant, lors de la démission de M. Kokovtsof, président du Conseil des ministres de Russie, la coterie allemande de Pétersbourg avait espéré la chute de M. Sazonof. Mais M. Sazonof avait gardé le ministère des affaires étrangères dans le nouveau Cabinet. La chancellerie allemande, qui aime procéder par intimidation, voulut donner un avertissement à Pétersbourg. La semaine suivante, la presse berlinoise accentua son langage impérieux. La *Gazette de la Croix* exprima le regret que l'Allemagne eût négligé, en 1905, « l'occasion de provoquer une explication décisive avec la France dans les conditions les plus favora-



bles. » Le *Berliner Tageblatt* célébra les avantages de la guerre préventive. « Il y a des cas, dit-il, où un État entouré de voisins trop puissants doit, par devoir envers soi-même, ne pas attendre qu'on lui porte le coup de grâce. » Ce journal faisait en même temps remarquer que la monarchie des Habsbourg était « en décomposition complète » et il insinuait que l'Allemagne devait se hâter avant que cette décomposition fût achevée. Naturellement la presse russe répliqua. Elle donna clairement à entendre que le traité de commerce avec l'Allemagne, conclu à un moment où celle-ci avait barre sur la Russie, ne serait pas renouvelé aux mêmes conditions. Ce point était d'une grande importance pour l'Allemagne dont le commerce avec sa voisine de l'Est avait pris d'énormes proportions.

Entre la France et l'Allemagne, les rapports officiels restaient courtois ; mais on ne menait à bonne fin aucune des négociations en cours, sur les affaires d'Asie-Mineure notamment. Divers incidents provoquaient d'aigres polémiques entre les journaux des

deux pays. Un conflit soulevé entre les autorités militaires et les autorités civiles de Saverne, à propos de la conduite du lieutenant de Forstner et de l'attitude du colonel de Reuter, déchaîna des discussions enfiévrées sur le traitement des Alsaciens-Lorrains et le militarisme prussien. Le corps des officiers allemands, exaspéré du discrédit qu'on jetait sur lui et du vote de blâme adressé par le Reichstag au chancelier pour la protection insuffisante des autorités civiles contre les empiétements des autorités militaires, exigea l'acquittement du colonel de Reuter et du lieutenant de Forstner. Le Reichstag, effrayé de son audace d'un jour, fit amende honorable, et le militarisme prussien releva la tête plus haut que jamais.

Au printemps, la situation diplomatique devenait trouble. Guillaume II rendait visite à François-Joseph I^{er} à Vienne, à l'archiduc héritier François-Ferdinand à Miramar, à Victor-Emmanuel III à Venise. Il recevait le prince héritier Ferdinand de Roumanie à Berlin et les souverains de Grèce à Corfou.

Plus tard, il faisait un séjour très remarqué chez l'archiduc François-Ferdinand au château de Konopischt, en Bohême, où il était accompagné du grand-amiral de Tirpitz et du chef du grand état-major. Au mois d'avril, les souverains britanniques venaient en visite officielle à Paris. Le marquis de San Giuliano passait quatre jours à Abbazia, sur l'Adriatique, avec le comte Berchtold. Le 14 juin, l'empereur Nicolas rencontrait le roi Charles de Roumanie en rade de Constantza sur la mer Noire.

Toutes ces visites dénotaient une activité politique anormale. Pendant ce temps les affaires albaniennes allaient de mal en pis; le prince Guillaume de Wied, désigné par les puissances pour gouverner les Skipétars, commettait fautes sur fautes; il devenait de plus en plus probable que le régime albanais institué par la conférence de Londres ne durerait pas. La Turquie émettait la prétention de recouvrer la souveraineté des îles attribuées à la Grèce; elle faisait de grands préparatifs militaires et persécutait âprement tous les Hellènes sur son territoire.

De nouveaux conflits étaient en perspective; on n'apercevait nul moyen de les résoudre sans recourir à la force. A la fin du mois, le comte Khuen-Hédervary, naguère président du Conseil hongrois, déclarait aux Délégations que les nouvelles frontières balkaniques n'avaient aucune réalité: « Elles sont seulement tracées sur le papier. Il est nécessaire de les rectifier; la tranquillité régnera ensuite. » Le président du Conseil en exercice, le comte Tisza, professait la même opinion. A ce moment l'Irlande était menacée de la guerre civile et l'Angleterre semblait paralysée par la crise du Home Rule. Le moment était tentant pour l'Allemagne de régler une bonne fois ses comptes avec la France et la Russie, et pour l'Autriche-Hongrie de reprendre ses desseins orientaux.

C'est dans ces circonstances que, le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand et sa femme furent assassinés à Serajévo. Guillaume II prenait part aux régates de Kiel quand il apprit la nouvelle. Après avoir lu la dépêche, il murmura: « Toute mon œuvre est à

recommencer. » Mais cet abattement ne dura qu'un instant. Quelques heures plus tard, il dit à l'un de ses invités princiers : « Si la guerre éclate, on verra ce que c'est qu'une armée. Les armées napoléoniennes n'étaient rien en comparaison de ce qu'est aujourd'hui l'armée allemande. »

Les accords conclus à Konopischt ne souffrissent aucune atteinte. L'assassinat de l'archiduc héritier provoqua le conflit pour lequel ce prince cherchait un prétexte.

II

LE CONFLIT AUSTRO-SERBE

L'assassinat de l'archiduc héritier François-Ferdinand et de sa femme la duchesse de Hohenberg souleva une réprobation universelle. Dans toute la presse européenne, il fut flétris avec indignation. En Serbie, il provoqua de la stupeur. A la première nouvelle du crime de Serajévo, il n'y eut qu'un cri à Belgrade : « Pourvu que les assassins ne soient pas des Serbes ! » Les Serbes du royaume étaient bien sûrs, en effet, que si l'un d'eux avait perpétré l'horrible attentat, le gouvernement austro-hongrois demanderait des comptes au royaume lui-même. A ce moment, aucun événement n'aurait pu être plus malencontreux pour la Serbie. Elle se remettait laborieusement de deux guerres successives très rudes. Au dedans et au dehors, elle consacrait toutes ses forces

à la liquidation de la grande crise balkanique. Sur la frontière du nouvel État d'Albanie, elle devait encore rester l'arme au pied afin de se prémunir contre les incursions des Skipétars qui, tantôt cédant à leurs instincts de brigandage, tantôt obéissant aux suggestions de Vienne ou de Constantinople, menaçaient à tout instant leurs voisins. Pour reconstituer son armée et son matériel de guerre, rétablir ses finances, assimiler les provinces macédoniennes annexées, construire un réseau de voies ferrées indispensables à son développement économique et à sa défense militaire, la Serbie avait grand besoin de plusieurs années de paix. Avec le Cabinet de Vienne lui-même, elle était engagée, au sujet des chemins de fer orientaux, dans une négociation délicate dont elle désirait vivement le succès. Nulle part donc plus qu'à Belgrade on ne redoutait des incidents de nature à compromettre la correction des rapports avec l'Autriche-Hongrie. Même les exaltés qui rêvaient de la réunion dans un même État de tous les Serbes de l'Europe orientale savaient que, avant de tenter une

entreprise de cette importance, il convenait d'attendre que le royaume de Serbie récemment agrandi fût organisé et outillé à la moderne. Le 28 juin, tout le monde, dans le royaume, comprit si bien la situation que, spontanément, on suspendit partout les réjouissances en l'honneur de l'anniversaire de la bataille de Kossovo qu'on célébrait ce jour-là.

On se sentit un peu rassuré à Belgrade lorsqu'on apprit que l'assassin de l'archiduc était un étudiant bosniaque nommé Princip, et que son complice présumé était un certain Cabrinovitch, ouvrier typographe de vingt et un ans, fils d'un Bosniaque établi à Serajévo. On se sentit encore plus soulagé quand on sut que la police serbe avait auparavant attiré l'attention de la police austro-hongroise sur ce Cabrinovitch et que le père de cet individu entretenait des relations louches avec la police secrète de Vienne. Il semblait impossible qu'on pût incriminer la Serbie. De fait, au premier moment, il ne se passa rien qui pût faire craindre un conflit. Inertes avant le crime, les autorités de Serajévo restèrent

inertes après. N'ayant rien su empêcher, elles ne semblèrent préoccupées que de mettre à couvert leur responsabilité. La soirée du 28 juin se passa sans troubles; la population de Serajévo ne se livra à aucune manifestation. Puis on observa un changement. Le 29, il se produisit de graves désordres qui tournèrent à l'émeute le lendemain. Des bandes de rôdeurs des faubourgs assaillirent les maisons des orthodoxes, pillèrent le mobilier, assommèrent les propriétaires, sans que la police, qui était présente, fit mine d'intervenir. Les habitants de la ville ne prirent point de part à ces excès. On ne se trouva point en présence d'un mouvement irrésistible d'opinion, ni d'un accès de colère, ni de représailles. On constata le pillage méthodique, par des gens sans aveu, sous l'œil des autorités indifférentes, des propriétés de sujets serbes paisibles, très honnablement connus, et de sujets austro-hongrois, de religion orthodoxe et de race serbe, suspects d'avoir des accointances avec ce qu'on appelait à Vienne et à Pest le « grand serbisme ». Il y eut de nombreux coups et

blessures. Il s'agissait en réalité d'un véritable « pogrom ». En Croatie, des désordres analogues ravagèrent plusieurs villes. A Vienne même, on vit des manifestations presque aussi scandaleuses.

En soi, le fait était inquiétant, car il révélait un mot d'ordre. Le langage tenu simultanément par les grands journaux de la monarchie fut encore plus significatif. Avant toute enquête sérieuse, le 29 juin, la *Reichspost*, l'interprète ordinaire de l'entourage de l'archiduc assassiné, publia un véritable appel aux armes contre la Serbie :

« Nous avons, disait-elle, négligé d'enfumer à temps la tanière venimeuse de Belgrade, ce repaire où le meurtre du souverain passe pour un procédé légal de combat politique, où fut organisée la tentative d'assassinat du souverain monténégrin, pourtant de même race, ce repaire d'où le sud-est de notre monarchie est depuis longtemps empoisonné, car c'est à Belgrade que l'on transforme nos propres Serbes en émissaires, en espions et en meurtriers. L'humeur de notre armée la poussait instinctivement à courir

sus aux Serbes, dans les phases décisives des dernières années, pour mettre ainsi un terme aux intolérables provocations de cet État. On n'en a tenu aucun compte; on lui a toujours imposé une contrainte préjudiciable à son esprit. Maintenant nous sommes sous le coup de la plus terrible des provocations : l'assassinat de notre archiduc héritier par des meurtriers qui ont étudié et travaillé à Belgrade.

« Si le sentiment amer d'être tombé dans l'embuscade d'ennemis mieux préparés et mieux armés nous constraint cette fois encore de renoncer provisoirement à tirer les dernières conséquences, l'armée demande du moins que ce ne soit tout au plus qu'un court répit auquel mettra fin *une occasion amenée par nous, occasion pour laquelle nous avons maintenant à nous préparer de toute notre force* en secouant toute la faiblesse dont nous avons été jusqu'à ce jour accablés.

« Nous avons une défaite à réparer, nous avons à faire payer le meurtre de Serajévo à ses instigateurs. L'assassinat de notre archi-

duc héritier est pour nous l'avis que la onzième heure a sonné : nous attendons le coup de la douzième. »

Le lendemain, la *Reichspost* reprenait le même thème avec plus de force. La *Militärische Rundschau* écrivait aussi crûment : « A la moindre tentative de la Serbie de nier ou de louvoyer, notre seule réponse doit être, enfin, enfin, la marche sur Belgrade. »

Quoique moins violents dans la forme, les autres journaux de Vienne et de Pest étaient au fond aussi agressifs. Ils ne s'en prenaient ni à l'incurie de la police de Seraïovo, ni à l'administration tyrannique de Bosnie-Herzégovine, ni aux iniquités du gouvernement magyar en Croatie, ni à toute la déplorable politique qui, depuis de longues années, exaspérait les populations serbo-croates. Ils incriminaient uniquement la Serbie. Ils affectaient de qualifier de Serbes les assassins, sans ajouter que ceux-ci étaient de Bosnie et sujets austro-hongrois, alors que jusque-là on appelait communément Bosniaques ou orthodoxes de Bosnie les habitants de race serbe de ce pays. Afin

de stimuler l'indignation publique, on raconta qu'on avait découvert de nouvelles bombes à Serajévo et dans les environs : on en avait trouvé sous la table de la salle à manger où devait dîner l'archiduc François-Ferdinand, dans la cheminée de sa chambre à coucher, et jusque sur les branches des arbres le long de la route suivie par l'héritier du trône. Ainsi, il y avait des bombes partout, dans le palais impérial et sur les grandes routes, la police ne s'en était pas douté, et c'était la Serbie qui était coupable ! L'ambassadeur de France à Vienne, M. Dumaine, pressentit ce qui allait se passer. Il écrivit le 2 juillet : « L'enquête sur les origines de l'attentat qu'on voudrait exiger du gouvernement de Belgrade dans des conditions intolérables pour sa dignité fournirait, à la suite d'un refus, le grief permettant de procéder à une exécution militaire. »¹

1. Ces excitations produisaient leur effet sur la population. Dans une dépêche datée du 3 juillet, M. Jovanovitch, ministre de Serbie à Vienne, rend compte de l'incident suivant à M. Pachitch, président du Conseil et ministre des affaires étrangères :

« Hier, jour du transfert des dépouilles mortelles de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, de Sera-

Chose curieuse, plusieurs grands journaux allemands s'exprimaient en même temps dans le même sens. La *Germania* mettait en cause « la nationalité serbe tout entière » et jusqu'à l'entourage du roi Pierre I^{er}; elle incitait le Cabinet de Vienne à demander à la Serbie « des garanties contre le retour de

jevo, j'ai fait hisser et mettre en berne, à mon domicile, le drapeau national.

« Cet événement a donné lieu hier soir aux protestations du concierge, des locataires, du gérant et du propriétaire même de l'immeuble, qui exigèrent qu'on enlevât le drapeau. Les explications n'ayant servi à rien, on a requis le concours de la police qui a demandé, non officiellement, l'enlèvement du drapeau pour éviter les désordres. Le drapeau a été maintenu, et ce fait a provoqué hier soir des démonstrations véhémentes devant la Légation. La police fut énergique et aucune atteinte ne fut portée ni au bâtiment, ni au drapeau. Vers 2 heures du matin, les manifestants furent repoussés de mon domicile. Les journaux d'aujourd'hui, surtout ceux de la nuance clérico-populaire, ont publié des articles sous le titre : « Les provocations du ministre de Serbie » en représentant d'une façon infidèle toute cette affaire.

« Le drapeau est resté hissé sur l'immeuble de la Légation jusqu'à la fin de la messe funèbre célébrée, dans l'église de la Cour, pour les défunts, puis il a été retiré.

« Tous les habitants du quartier que j'habite sont allés à la police, à l'Hôtel de Ville, à la présidence du Conseil des ministres, pour réclamer l'enlèvement de notre drapeau.

« Les manifestants furent harangués par le docteur Funder, le directeur principal du journal catholique *Reichspost*, Hermengild Wagner et Léopold Mandl, qui sont connus comme les principaux instigateurs de la campagne dirigée dans la presse autrichienne et allemande contre la Serbie et les Serbes. » (*Livre Bleu serbe*, n° 11, page 11.)

pareilles monstruosités en exigeant le concours de la police hongroise sur le territoire serbe ». Le *Berliner Tageblatt*, organe plus pondéré et dégagé de préoccupations religieuses, considérait le crime de Serajévo comme une affaire internationale. A son avis, l'Autriche avait le droit d'entreprendre des démarches diplomatiques « de nature à lui garantir la loyauté future de son voisin serbe ». En une semaine, sans que la moindre preuve de complicité eût été produite contre le gouvernement serbe ou contre des sujets serbes, le crime de Serajévo, commis en territoire austro-hongrois par des sujets austro-hongrois, était transformé par la presse austro-allemande en affaire internationale. La punition des assassins passait après la répression du « grand-serbisme ». Le grand-serbisme était l'ennemi, il avait son foyer à Belgrade, et l'Autriche-Hongrie avait le droit de régler ses comptes avec lui sans que personne s'en mêlât.

Ce raisonnement donnait beaucoup à réfléchir. Il pouvait mener loin si l'empereur François-Joseph pensait de même. Pendant

les premiers jours, il y eut lieu de croire que le vieux souverain désapprouvait les attaques des organes cléricaux et militaristes. Il fit célébrer les obsèques de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse morganatique avec une simplicité qui exclut toute démonstration et qui fit accuser le Grand-Maître de la Cour, le prince de Montenuovo, d'avoir volontairement diminué l'éclat des cérémonies funèbres de Vienne et d'Artstetten. Il adressa aux deux présidents du Conseil d'Autriche et de Hongrie, ainsi qu'au ministre commun chargé de l'administration de la Bosnie-Herzégovine, une lettre inspirée par les sentiments les plus élevés où ne se trouvait pas la plus légère insinuation contre un pays étranger. « Je suis convaincu, disait-il, que l'attentat n'est le fait que d'une petite troupe d'égarés. » Il écrivit aussi au prince de Montenuovo pour le remercier de la fidélité avec laquelle il s'était particulièrement conformé à ses instructions. Des notes officieuses désavouèrent le projet de rendre la Serbie responsable à un titre quelconque de l'assassinat du 28 juin et l'intention de faire

procéder à une enquête en Serbie par des agents austro-hongrois.

En somme, pouvait-on croire, la disparition prématurée de l'archiduc François-Ferdinand simplifiait plutôt la situation dans la monarchie. La perspective de l'avènement de ce prince, qui avait solennellement renoncé pour les enfants issus de son mariage morganatique avec la comtesse Chotek à tous droits quelconques à la couronne, n'était point sans éveiller des appréhensions sérieuses chez les plus fidèles soutiens de la monarchie. Au contraire, l'archiduc Charles-François-Joseph, mari de la princesse Zita de Bourbon-Parme, père d'un jeune prince, donnait les plus belles promesses. François-Joseph I^{er} éprouvait pour lui une vive affection, plus marquée que pour François-Ferdinand. Si profonde que fût sa douleur, il ne sentait le trône des Habsbourg nullement ébranlé par le crime du 28 juin. Arrivé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans à travers les plus rudes épreuves, il pouvait désirer que l'apaisement se fit petit à petit autour de ce drame et que son gouvernement inaugurerât

enfin une politique de tolérance à l'égard de ses provinces serbes.

* * *

Pendant la première quinzaine de juillet, il sembla qu'une lutte se livrait entre les partisans de la « grande politique » attribuée à l'archiduc François-Ferdinand et le gouvernement. Il se forma une sorte de Fronde qui voulait forcer la main à l'empereur, et cette Fronde trouvait de puissants appuis à Berlin. On crut remarquer que la mort imprévue de l'archiduc causait une aussi profonde déception dans certains milieux allemands qu'à Vienne même. On se demanda si des arrangements militaires n'avaient pas été conclus lors de l'entrevue de Konopisch et si les personnages intéressés à l'exécution de plans concertés avant le 28 juin ne prenaient point leurs mesures afin d'assurer, malgré tout, le succès de leurs combinaisons.

Au milieu de juillet il se produisit plusieurs événements intéressants à divers titres. Le président de la République française s'embarqua pour Pétersbourg avec M. Viviani,

président d'un nouveau ministère radical-socialiste à tendances nettement pacifistes. Ses visites aux souverains de Russie, de Suède, de Danemark et de Norvège devaient le retenir loin de France jusque dans les premiers jours d'août. En Irlande, la crise du Home Rule atteignit au paroxysme; les orangistes et les unionistes parurent sur le point d'en venir aux batailles rangées. Il fallut l'intervention du roi Georges pour empêcher à la fois une crise ministérielle et un choc irréparable; une conférence des chefs de partis fut convoquée pour le 21 juillet au palais de Buckingham. En Italie, toute la classe de 1891, cadres compris, fut rappelée sous les armes le 15 juillet. C'était une mobilisation de plus de cent mille hommes. On ne distingua pas très bien si elle était motivée par l'imbroglio albanais, par les troubles de Romagne ou par la situation internationale. A Paris, le procès de Mme Joseph Caillaux, meurtrière de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, passionnait l'opinion publique et montrait les dessous d'une certaine politique française sous l'aspect le plus

répugnant. A Pétersbourg, pendant le séjour même du président Poincaré, des émeutes ouvrières, nées brusquement sans cause bien claire, survenaient à point comme pour montrer que le gouvernement russe, en proie à des difficultés intérieures, serait incapable de suivre à l'extérieur une politique énergique.

Aux yeux d'observateurs superficiels, l'état de l'Europe semblait laisser le champ libre à la diplomatie militaire austro-allemande. Dans les trois États de la Triple Entente, les sources de faiblesse temporaire étaient mises en évidence tandis que les éléments permanents de force s'effaçaient dans l'ombre. L'Austro-Allemagne sentait bien chez elle aussi des infirmités qui menaçaient de l'affaiblir : l'épuisement budgétaire; la difficulté de soutenir longtemps sur terre et sur mer l'effort nécessaire pour tenir tête, à la fois, à la France, à l'Angleterre et à la Russie; l'énerverment des masses populaires secouées par plusieurs crises intérieures; l'antagonisme entre les autorités militaires et civiles, la résistance des nationalités à l'assimilation,

l'anarchie gouvernementale dans les deux moitiés de la monarchie des Habsbourg et dans les diverses parties de chacune d'elles. Mais, pour les personnages dirigeants des deux empires du centre, c'étaient autant de raisons de profiter de leur supériorité militaire du moment — supériorité dont ils ne doutaient pas — pour trancher d'un coup les difficultés du dehors et du dedans. A Vienne, par exemple, on désespérait de venir régulièrement à bout de l'obstruction à la Diète de Bohême et de l'impuissance du Parlement central. A Budapest, le comte Tisza devait recourir à des violences illégales sans cesse renouvelées pour maintenir le principe d'autorité, dont il était le champion brutal, contre une opposition acharnée à défendre ses droits et contre des nationalités tendant de plus en plus à briser la domination magyare. Autour même de l'empereur François-Joseph on entendait de hauts dignitaires, d'esprit droit, mais découragés, parler d'une guerre comme du seul moyen de tirer la monarchie d'embarras inextricables.

Au point de vue militaire, l'époque sem-

blait propice. La saison était favorable à l'attaque foudroyante sur quoi comptait l'état-major allemand pour abattre promptement la France. Dans les cercles militaires français les mieux informés, on alléguait bien que, si l'Allemagne avait voulu la guerre, elle nous l'aurait faite quelques mois auparavant, en avril, à un moment critique de l'application de la loi sur le service militaire de trois ans. Mais, au mois d'avril, la Russie retenait encore sous les drapeaux, par précaution, 600 000 hommes de la classe qui aurait dû être régulièrement libérée en décembre. Ces 600 000 hommes furent renvoyés dans leurs foyers seulement au mois de juin. Ce n'était pas un appoint négligeable. De plus, l'approfondissement du canal de Kiel, nécessaire pour le passage des dreadnoughts, ne fut complètement achevé qu'à la fin de juin. C'était une puissante considération. D'autre part, au printemps, la mission Liman von Sanders avait eu à peine le temps de mettre en train la réorganisation de l'armée ottomane. On ne pouvait donc tirer de l'inaction allemande au printemps aucune conclusion

en faveur du maintien de la paix en été.

En Allemagne, le grand état-major ne voulait pas attendre, pour jouer la partie décisive contre les ennemis héréditaires, que le service de trois ans eût produit ses pleins effets en France, que la Russie eût achevé ses chemins de fer stratégiques, que l'Angleterre eût institué le service obligatoire, que la nouvelle loi belge sur les effectifs fût complètement appliquée, et que l'Italie, désabusée du giolittisme et de la Triple Alliance, fût revenue à ses anciennes sympathies pour l'Angleterre et la France. Enfin les pangermanistes, de plus en plus envahissants, avaient trouvé dans le Kronprinz un protecteur puissant, et dans le général de Moltke, chef de l'état-major, un partisan déclaré de la guerre préventive.

La *Militärische Rundschau* résumait la situation en ces termes : « L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devrons faire dans un ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances moins propices. Actuellement c'est à nous qu'appar-

tient l'initiative : la Russie n'est pas prête, les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même que la force. Puisqu'un jour nous devons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. Notre prestige, notre situation de grande puissance, notre honneur sont en question : plus encore, car vraisemblablement il s'agirait de notre existence, d'être ou de ne pas être, ce qui réellement est aujourd'hui la grande affaire. » Et la *Nouvelle Presse libre* réclamait, pour assurer la sécurité de la monarchie, la guerre au couteau au panserbisme, l'extermination de la maudite race serbe. « Cet été encore, disait cet organe bien informé des intentions du Ballplatz, les diplomates n'auront pas de vacances. »

Que se passa-t-il entre Vienne et Berlin dans le milieu de juillet? Quels furent les intermédiaires entre Guillaume II et François-Joseph I^{er}? Quelle part dans la décision finale revient aux deux souverains, à leurs ministres et à leurs ambassadeurs? Y eut-il des hésitations, des pressions ou des malen-

tendus, ou bien les contradictions appara-
rentes constatées pendant ces jours critiques
furent-elles une habileté de plus pour trom-
per les chancelleries? L'énigme sera sans
doute lente à déchiffrer. Quoi qu'il en soit,
on observa un contraste frappant entre les
actes ou les propos officiels et le langage des
interprètes ordinaires du Ballplatz et de la
Wilhemstrasse dans la presse. Guillaume II,
qui avait tout d'abord annoncé sa présence
aux obsèques de l'archiduc François-Ferdi-
nand et de sa femme, abandonna ce projet.
Non seulement il ne se concerta pas de vive
voix avec François-Joseph, mais encore il
partit pour sa croisière annuelle d'été dans
les parages norvégiens. A Vienne le ministre
des affaires étrangères et son secrétaire géné-
ral assurèrent aux ambassadeurs de la Triple
Entente que les conditions posées à la
Serbie » permettraient de compter sur un
dénouement pacifique », qu'elles seraient
« des plus acceptables ». Cependant, dans
les deux empires alliés, l'esprit de violence
l'emportait. Les journaux d'Allemagne et
d'Autriche-Hongrie étaient unanimes; ils ne

discutaient plus le droit de l'Autriche de « punir » la Serbie, ils le considéraient comme acquis. Bien plus, ils prétendirent que ce droit était reconnu par les autres puissances. Ils affirmèrent que les projets du Ballplatz, communiqués au Quai d'Orsay, rencontraient en France « une approbation générale ». Or, aucune puissance — à l'exception de l'Allemagne naturellement — n'avait reçu communication des projets en question et, par conséquent, ne les avait approuvés. Au contraire, plusieurs grands journaux français et anglais attiraient avec insistance l'attention du public sur le danger européen créé par l'étrange attitude de la presse austro-allemande.

Le danger d'une conflagration générale apparaissait menaçant aux yeux de tout homme politique connaissant l'échiquier européen. Il devenait de plus en plus clair que la campagne d'organes tels que la *Nouvelle Presse libre*, la *Reichspost*, le *Wiener Neues Tagblatt*, la *Gazette de Cologne*, le *Berliner Lokal Anzeiger*, le *Berliner Tageblatt* et la *Gazette de Francfort*, était inspirée.

Tous ces journaux signifiaient à l'Europe, en termes coupants, que le conflit austro-serbe — déclaré par eux inévitable — était une affaire purement autrichienne et qu'aucune autre puissance n'avait le droit de s'en mêler. La « localisation » du conflit prévu était le thème quotidien d'articles comminatoires¹.

A côté de ces manifestations de presse, d'autres indices révélaient l'extrême gravité de la situation. A la Bourse de Vienne et de

1. De rares journaux viennois conservaient leur sang-froid. La *Zeit* était à peu près seule à juger sainement la situation. Voici un remarquable passage d'un de ses articles :

« Il n'y avait contre la Serbie que deux griefs : l'importation de bombes et l'enthousiasme pour l'idée panserbe. En ce qui concerne la bombe, venue en effet de Belgrade, ce n'est pas elle qui a tué l'archiduc, mais la balle d'un browning, arme autrichienne importée de Belgique. Quant à l'idée panserbe, on ne la supprimerait pas en supprimant toutes les associations qui la propagent. Une démarche diplomatique ne peut supprimer le panserbisme, non plus que le pangermanisme ou le panslavisme. D'ailleurs l'idée panserbe n'est criminelle qu'en Autriche où elle prépare une diminution de l'Etat. Elle ne l'est pas en Serbie, où elle prépare son agrandissement. Le seul crime est la propagande par le fait, l'anarchisme, qu'il vise un but national ou un but social, et le devoir de la Serbie est de le combattre de toutes ses forces. Mais l'exemple de l'Italie montre le succès incertain de la répression. Protégeons-nous donc nous-mêmes, non avec une inutile démarche diplomatique, mais avec une bonne politique des nationalités et avec une police active et vigilante. »

Berlin, les fonds publics tombaient au-dessous des cours les plus bas qu'on eût cotés pendant les plus grandes crises. La monnaie d'or — dont une circulaire secrète avait prescrit le retrait — se raréfiait. Le ministre commun de la guerre et le chef de l'état-major général, interrompant leur congé, rentraient à Vienne. Le chef de l'état-major général allait voir en Bohême le général de Moltke, son collègue allemand. Tous les réservistes qui avaient été convoqués en juin pour des manœuvres en Bosnie-Herzégovine étaient retenus sous les drapeaux. Les réceptions hebdomadaires chez le comte Berchtold étaient suspendues. L'agence télégraphique officielle viennoise, qui ne tenait compte d'ordinaire, dans ses résumés et revues de presse étrangère, que des journaux officieux et des organes les plus importants, fournissait quotidiennement à la presse d'Autriche-Hongrie une revue complète de toute la presse serbe, en donnant une large place aux journaux les plus insignifiants, dont le langage, plus libre, était parfois agressif ou injurieux. Visiblement,

cette agence officielle cherchait à créer un courant d'opinion hostile à la Serbie et favorable à la guerre. Sa tâche était d'autant plus facile que la liberté de la presse est complète en Serbie et que les journaux n'y peuvent être confisqués que dans deux cas : pour crime de lèse-majesté, et pour excitation à la rébellion.

Toutefois, malgré les plus fâcheux symptômes, le langage du comte Berchtold et du baron Macchio¹ était si rassurant que, le 21 juillet, M. Schébéko, ambassadeur du tsar à Vienne, partait pour la Russie, non sans avoir cependant averti ses collègues « que toute démarche quelconque faite par l'Autriche pour humilier la Serbie ne pouvait laisser la Russie indifférente ». A cette époque les ambassadeurs de Russie et d'Italie à Berlin se trouvaient également en congé. M. Iswolsky était à Pétersbourg. A Belgrade, où M. de Hartwig était mort subitement au commencement de juillet, la Russie n'était représentée que par un chargé d'affaires.

1. Premier chef de section ou secrétaire général du ministère des affaires étrangères, suppléant du ministre.

* *

Le jeudi 23 juillet, les derniers voiles tombèrent. A six heures du soir, le baron Giesl, ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, remit à M. Patchou, ministre des finances, remplaçant M. Pachitch, président du Conseil et ministre des affaires étrangères, qui voyageait en province, une note exigeant de la Serbie l'acceptation intégrale, dans un délai de quarante-huit heures, d'une longue série de conditions dépassant en dureté, dans la forme et dans le fond, tout ce qu'on pouvait prévoir.

Cet ultimatum commençait par rappeler la déclaration faite le 31 mars 1909 par le gouvernement serbe au gouvernement austro-hongrois au sujet de la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine¹, déclaration se terminant par l'engagement de la Serbie « de changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hon-

1. Cette déclaration avait été faite non au gouvernement austro-hongrois en particulier, mais aux grandes puissances signataires du traité de Berlin, la Turquie exceptée.

grie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage ». Venait ensuite un réquisitoire contre la conduite du Cabinet de Belgrade depuis cette époque. On lui reprochait d'avoir toléré « l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la monarchie (dualiste), le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans les agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la monarchie et au mépris de ses institutions ». On affirmait ensuite qu'il résultait des aveux et dépositions des auteurs de l'assassinat du 28 juin que le meurtre de Serajévo avait été tramé à Belgrade, exécuté avec des armes et des explosifs fournis par des officiers et fonctionnaires serbes, et facilité par les complaisances du service-frontière serbe. Aucune preuve n'était produite à l'appui de ces accusations. Quoique l'ultimatum se référât à un « mémoire concernant les résultats de

l'instruction de Serajévo », la pièce-annexe ainsi désignée contenait une courte énumération d'imputations sans preuves ou commencements de preuve quelconques.

Après ce préambule, le gouvernement austro-hongrois se déclarait résolu à ne pas poursuivre plus longtemps son « attitude de longanimité expectative » et « à mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la monarchie ». En conséquence, il commençait par demander au gouvernement serbe de faire publier à la première page du *Journal officiel* du 13/26 juillet et de porter simultanément à la connaissance de l'armée par un ordre du jour du roi, qui serait inséré dans le *Bulletin officiel de l'armée*, une « énonciation » dont les termes étaient libellés *ne varietur*. Cette énonciation condamnait la propagande serbe en Autriche-Hongrie, ainsi que la participation d'officiers et de fonctionnaires serbes à cette propagande, désapprouvait toute tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce fût, et « avertis-

sait formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il serait procédé avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements ». Le gouvernement serbe devait s'engager en outre : 1^o à supprimer toute publication excitant à la haine, au mépris ou au démembrement de l'Autriche-Hongrie ; 2^o à dissoudre immédiatement les sociétés s'adonnant à la propagande contre l'Autriche-Hongrie et à confisquer tous les moyens de propagande ; 3^o à éliminer sans délai « du corps enseignant et des moyens d'instruction tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter » cette propagande ; 4^o à destituer tous les officiers et fonctionnaires coupables de cette propagande « et dont le gouvernement impérial et royal se réservait de communiquer les noms au gouvernement royal » ; 5^o « à accepter la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie » ; 6^o « à ouvrir une enquête judiciaire

contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe ; des organes, délégués par le gouvernement impérial et royal, prendront part aux recherches y relatives » ; 7^o, 8^o, 9^o, 10^o à procéder d'urgence à l'arrestation de personnes nominativement désignées, à empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière, à licencier et à punir un certain nombre de fonctionnaires, à fournir des explications sur les propos hostiles à la monarchie tenus par de hauts fonctionnaires serbes en Serbie et à l'étranger, à informer sans retard le gouvernement impérial et royal de l'exécution de toutes les mesures susindiquées.

Tout était calculé dans cet ultimatum pour humilier la Serbie, pour détruire le prestige et l'autorité de son gouvernement au dehors et au dedans, pour la ravalier au rang d'État vassal. La personne même du roi était visée. Aucun État indépendant ne pouvait déférer à de pareilles injonctions. Il était évident que le Cabinet de Vienne formulait intentionnellement des conditions inacceptables. C'est à peine si on le cachait à Vienne et à

Berlin. Dans le monde diplomatique de Vienne, on remarqua que l'opinion était surprise par la soudaineté et l'exagération des demandes autrichiennes, et que le parti militaire paraissait craindre surtout que la Serbie cédât. A Berlin, tous les journaux accueillirent avec une grande sympathie l'attitude énergique de l'Autriche. L'officieux *Lokal Anzeiger* fut particulièrement agressif; il qualifiait de superflus les recours éventuels de la Serbie à Pétersbourg, Paris, Athènes et Bucarest, et terminait en disant que le peuple allemand respirerait librement quand il saurait que la situation dans la péninsule balkanique allait enfin s'éclaircir. Il restait à savoir quel genre de conflit on avait en vue: conflit seulement serbe ou bien aussi européen?

* * *

Le vendredi 24 juillet, les représentants de l'empereur François-Joseph en Europe communiquèrent l'ultimatum aux gouvernements près desquels ils étaient accrédités. Ils y joignirent un commentaire rédigé sur le même

ton. D'après ce document l'Autriche-Hongrie avait constamment témoigné à la Serbie une bienveillance et un désintéressement sans bornes; sa longanimité avait été récompensée par l'ingratitude la plus choquante; elle avait donc décidé d'arrêter un « mouvement incendiaire » et se disait persuadée qu'elle se trouvait en cela « en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées ».

Cette affirmation osée fut tout de suite démentie. En recevant la communication du comte Mensdorf, Sir Edward Grey remarqua qu'il n'avait « jamais vu auparavant un État adresser à un autre État indépendant un document d'un caractère aussi formidable¹ ». Il exprima en même temps « de grandes appréhensions ». M. Sazonof télégraphia le jour même au chargé d'affaires de Russie à Vienne de demander au comte Berchtold une prolongation du délai de quarante-huit heures fixé à la Serbie « pour prévenir les

1. *Livre Bleu*, d'août 1914, sur la Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne. En citant ce document, nous reproduirons la traduction officielle en français publiée par le *Foreign Office*.

conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les puissances, qui peuvent suivre le mode d'action du gouvernement austro-hongrois ». Il ajoutait qu'un refus de prolongation « se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales¹ ». D'ailleurs, dès le matin du 24, M. Sazonof conféra longuement avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre sur les conséquences de la démarche autrichienne. A Paris, en l'absence du ministre des affaires étrangères qui accompagnait le président de la République dans ses visites aux Cours du Nord, M. Bienvenu-Martin, ministre intérimaire, et M. Philippe Berthelot, directeur politique intérimaire en l'absence de M. de Margerie que M. Viviani avait emmené avec lui à Pétersbourg, signalèrent au comte Szecsen « l'impression d'inquiétude éveillée par les informations parues dans la matinée sur le contenu de la note autrichienne, et le sentiment pénible que ne manquerait pas d'éveil-

1. *Livre Orange* publié par le gouvernement russe sur les « Négociations ayant précédé la guerre, 23 juillet-6 août 1914 ».

ler, dans l'opinion française, le moment choisi pour une démarche si impérative et de si court délai, c'est-à-dire l'heure où le président de la République et le président du Conseil, ministre des affaires étrangères de la République, avaient quitté Pétersbourg et se trouvaient en mer, par conséquent hors d'état d'exercer, d'accord avec les puissances qui n'étaient pas directement intéressées, l'action apaisante si désirable entre la Serbie et l'Autriche, dans l'intérêt de la paix générale¹ ». Les commentaires de la presse parisienne furent beaucoup plus vifs. Ils attestèrent que la France ne rentrait point parmi ces nations civilisées avec qui le comte Berchtold prétendait se trouver en plein accord.

A Bruxelles, le sentiment du danger fut si vif que M. Davignon fit convoquer aussitôt le Conseil des ministres et que, sur l'avis conforme du Conseil, il adressa le soir même

1. *Livre Jaune* publié par le gouvernement français, contenant les pièces relatives aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie (1^{er} août 1914) et à la France (3 août 1914), plus la déclaration du 4 septembre 1914.

aux ministres du roi Albert à Paris, Berlin, Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg, des instructions détaillées leur donnant des indications précises sur ce qu'ils auraient à faire « si l'éventualité d'une guerre franco-allemande devenait plus menaçante¹ ». Il terminait ainsi cette circulaire : « Je vous indiquerai par télégramme le moment d'agir. Le télégramme vous sera adressé à l'heure où la mobilisation de l'armée belge sera décrétée si, contrairement à notre sincère espoir et aux apparences de solution pacifique, nos renseignements nous amenaient à prendre cette mesure extrême de précaution. » Aux ministres de Belgique dans les États d'Europe non signataires des traités du 19 avril 1839, c'est-à-dire non garants de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, M. Davignon transmit le lendemain la teneur des instructions envoyées la veille à leurs collègues et leur prescrivit des démarches correspondantes « si la menace d'une guerre franco-allemande devenait imminente ».

1. *Livre Gris*, publié par le gouvernement belge sur la correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914, 24 juillet-29 août.

Nul doute ne pouvait exister sur l'impression produite par l'ultimatum dans les pays de la Triple Entente et dans le petit État qui avait le plus à redouter les conséquences d'une initiative de la Triple Alliance. On y était unanime à considérer que l'exécution de la Serbie mettrait en jeu l'équilibre européen et la paix générale. Mais les trois membres de la Triple Alliance étaient-ils d'accord, et, surtout, que voulait l'Allemagne ?

On fut immédiatement fixé au sujet de l'Italie. Le duc d'Avrana, ambassadeur de Victor-Emmanuel III à Vienne, avait été laissé jusqu'au dernier moment dans l'ignorance la plus complète (*Livre Bleu*, p. 107); le gouvernement italien n'avait été ni présent, ni averti, et il n'avait reçu la communication de l'ultimatum qu'à la dernière heure. On sut aussi de façon certaine que le marquis de San Giuliano agissait à Vienne dans un sens modérateur. Mais l'Allemagne ? L'issue du conflit qui se dessinait dépendait entièrement de sa conduite. Si elle ne s'était pas mise préalablement d'accord avec l'Autriche-Hongrie, tout pouvait s'arranger. Dans

le cas contraire, tout était à craindre.

A Berlin le secrétaire d'État à l'Office impérial des affaires étrangères, à l'étranger les ambassadeurs de Guillaume II assurèrent qu'ils n'avaient pas connu l'ultimatum avant sa communication officielle. Le 20 et le 21 juillet, M. de Jagow affirmait à l'ambassadeur de France et au chargé d'affaires de Russie qu'il « ignorait absolument » le contenu de la note en préparation à Vienne. Le 24 juillet, il déclarait encore à M. Jules Cambon qu'il avait totalement ignoré les exigences autrichiennes avant qu'elles fussent communiquées à Belgrade. En réalité, les plus fortes présomptions donnaient à croire le contraire. En premier lieu, le président du Conseil bavarois avait dit le 23 juillet au ministre de France à Munich qu'il avait déjà connaissance de la note annoncée, et que la situation actuelle lui paraissait très sérieuse (*Livre Jaune*, p. 36). Or, il n'avait pu être mis au courant que par l'Allemagne, qui avait sans doute jugé nécessaire de l'avertir en raison des prérogatives militaires que les souverains bavarois conservent dans

l'Empire. Ensuite, plusieurs ambassadeurs accrédités à Vienne, ceux de France et de Russie notamment, avaient constaté, avant le 24 juillet, que leur collègue d'Allemagne, M. de Tschirsky, préconisait des résolutions violentes. M. Schébéko accuse positivement M. de Tschirsky d'avoir joué un rôle d'instigateur (*Livre Orange*, p. 33). Sir M. de Bunsen télégraphia de son côté à Sir Edward Grey : « Quoique je ne puisse pas le vérifier, je tiens d'une source privée que l'ambassadeur allemand connaissait le texte de l'ultimatum autrichien à la Serbie avant qu'il ne fût expédié et qu'il l'a télégraphié à l'empereur allemand. Je sais par l'ambassadeur allemand lui-même qu'il en approuve chaque ligne. » (*Livre Bleu*, p. 66). M. Jovanovitch affirme qu'il a des raisons de croire que M. de Tschirsky a collaboré à la rédaction de la note (*Livre Bleu serbe*, p. 71). Du reste, dès le 20 juillet, dans une conversation avec Sir Edward Grey, le prince Lichnowski, ambassadeur d'Allemagne à Londres, tout en disant qu'il était sans instructions et sans informations précises,

laissait entendre que la situation était « très peu rassurante ». Comme le succès d'une entreprise austro-allemande dépendait beaucoup de l'attitude de l'Angleterre, il semble que le Cabinet de Berlin pressentait déjà le Cabinet de Londres sur ses intentions, alors qu'il affectait une complète ignorance vis-à-vis des représentants de la France et de la Russie.

En outre, le 23 juillet, avant l'heure de la remise de l'ultimatum, M. de Bethmann-Hollweg avait envoyé aux ambassadeurs d'Allemagne à Paris, Londres et Pétersbourg une dépêche identique prescrivant à chacun d'eux d'en notifier le contenu au gouvernement de leur résidence. Cette dépêche, dont il fut laissé copie à Sir Edward Grey, et dont le baron de Schœn donna seulement lecture à M. Bienvenu-Martin, était une sorte de démarquage du commentaire autrichien annexé à la note communiquant la teneur de l'ultimatum; elle n'avait donc pu être rédigée à Berlin que d'après le texte de ce commentaire. D'ailleurs, la dépêche se référerait expressément aux conditions de l'ulti-

matum et avait pour but de déterminer les trois puissances de la Triple Entente à s'abstenir de toute intervention¹. Elle se terminait par cette phrase : « Le gouvernement impérial désire instamment que le conflit soit localisé, parce que toute intervention d'une autre puissance en vertu des différentes obligations résultant des alliances entraînerait des conséquences incalculables. » Comment les auteurs de cette dépêche expédiée dans la journée du 23 juillet, après mûre réflexion, auraient-ils ignoré les conditions de l'ultimatum, qui fut remis à Belgrade le même jour à six heures du soir ? C'est à juste titre que M. Jules Cambon put manifester sa surprise à M. de Jagow, le 24 juillet, de le voir ainsi s'engager à soutenir des prétentions dont il ignorait la limite et la portée. (*Livre Jaune*, p. 50.)

Ces raisons, d'ordre diplomatique, suffisent à infirmer les protestations d'ignorance

1. *Livre Blanc* allemand. Outre le *Livre Blanc*, il a été publié en Allemagne, sous le titre de *Der Kriegsausbruch 1914*, une brochure comprenant toutes les pièces insérées dans ce recueil, plus une série d'autres pièces de caractère officiel ou officieux.

du gouvernement allemand. Il en est une autre, plus décisive encore, et qui prouve de plus que ce gouvernement, plusieurs jours avant la remise de l'ultimatum, avait envisagé l'éventualité d'une guerre européenne. Dès le 21 juillet, on acquit à l'ambassade de France à Berlin la certitude que les officiers et les hommes de la réserve avaient reçu les avis préliminaires de mobilisation qui les prévenaient d'avoir à se tenir prêts. Cette mesure préparatoire, qui n'existe pas en France, est destinée à faciliter les opérations de la mobilisation. Elle avait été déjà prise en 1911 pendant les négociations d'Agadir, et en avril 1913 pendant les négociations albanaises.

De ces constatations et de ces renseignements on était obligé de conclure à la mauvaise foi et à un dessein prémedité de l'Allemagne. Quant au dessein lui-même, on ne pouvait s'en exagérer l'envergure quand on connaissait l'étendue des ravages des idées pangermanistes et certaines confidences des personnages dirigeants de l'empire. D'après des indices d'une sûreté reconnue, il y a

tout lieu de croire que, dès la fin de l'hiver de 1913, le gouvernement allemand décida en principe d'entreprendre une guerre offensive. Déçu par la volonté manifestée par l'opinion française de consentir tous les sacrifices nécessaires pour la défense nationale, il résolut de préparer, matériellement et moralement — si l'on peut dire — une agression contre la France. Dans un rapport allemand officiel et secret du 19 mars 1913 sur le renforcement de l'armée allemande, rapport reçu d'une source sûre par le ministère de la guerre français, on lit ceci :

Il faut habituer le peuple à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon. Il faut mener les affaires de telle sorte que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement (*Losschlagen*) soit considéré comme une délivrance.

Il n'y aurait pas à s'inquiéter du sort de nos colonies. Le résultat final en Europe le réglera pour elles. Par contre, il faudra susciter des

troubles dans le nord de l'Afrique et en Russie. C'est un moyen d'absorber des forces de l'adversaire. Il est donc absolument nécessaire que nous nous mettions en relations, par des organes bien choisis, avec des gens influents en Égypte, à Tunis, à Alger et au Maroc, pour préparer les mesures nécessaires en cas de guerre européenne. Bien entendu, en cas de guerre, on reconnaîtrait ouvertement ces alliés secrets ; et on leur assurerait, à la conclusion de la paix, la conservation des avantages conquis. On peut réaliser ces desiderata. Un premier essai, qui a été fait il y a quelques années, nous avait procuré le contact voulu. Malheureusement on n'a pas consolidé suffisamment les relations obtenues. Bon gré mal gré, il faudra en venir à des préparatifs de ce genre, pour amener rapidement à sa fin une campagne.

Il faudra aussi que les petits États soient contraints à nous suivre, ou soient domptés. (Suivent des explications...)

Sur notre frontière du nord-ouest, ce sera pour nous une question vitale, et le but vers lequel il faudra tendre, c'est de prendre l'offensive avec une grande supériorité dès les premiers jours. Sans cela, il faudra concentrer une grande armée, suivie de fortes formations de landwehr, qui détermineront les armées des petits États à nous suivre, ou tout au moins à rester inactives

sur le théâtre de la guerre, et qui les écraseraient en cas de résistance armée.

Les dispositions arrêtées dans ce sens permettent d'espérer que l'offensive peut être prise aussitôt après la concentration complète de l'armée du Bas-Rhin. Un ultimatum à brève échéance, que l'invasion doit suivre immédiatement, permettra de justifier suffisamment notre action au point de vue du droit des gens...

Nous nous souviendrons que les provinces de l'ancien empire allemand, Comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine, sont encore aux mains des Francs; que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé. (*Livre Jaune*, p. 10-12.)

Dans ce programme, la guerre contre la France figurait au premier plan; la prochaine guerre devait être surtout un duel entre la France et l'Allemagne. Quant au moyen d'exécution, il était indiqué dans tous les projets militaires élaborés par le grand état-major : c'était l'offensive foudroyante contre la France. Il était enfin des aveux tombant de plus haut. Dans une con-

versation entre le roi des Belges, Guillaume II et le général de Moltke, tenue au commencement de novembre 1913, l'empereur allemand laissa voir qu'il avait cessé d'être partisan de la paix; il en était venu à penser que la guerre avec la France était inévitable et que ses armées devraient passer par la Belgique. « Que feriez-vous, dit Guillaume II à Albert I^{er}, si mes troupes entraient en Belgique? » « Je ferais mon devoir » répondit le roi. Quant au chef d'état-major général, il déclara la guerre nécessaire: « Il faut en finir cette fois, dit-il au roi Albert; Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier. »

Si telles étaient les intentions de l'Allemagne, comment ne pas croire que l'ultimatum à la Serbie avait été combiné entre Vienne et Berlin? Les violences de la presse avaient pour but de préparer l'opinion austro-allemande à la guerre, à une guerre *juste*, tandis que les déclarations rassurantes des ministres tendaient à empêcher les futurs ennemis de prendre des précautions. Il est à remar-

quer que les agences télégraphiques de Vienne et de Berlin s'abstinent de signaler à l'étranger les articles les plus agressifs des journaux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Elles eussent procédé de manière toute différente si les deux chancelleries avaient eu en vue un simple *bluff*.

* * *

L'attaque diplomatique brusquée de l'Autro-Allemagne ne trouva pas la Triple Entente aussi en désarroi que ses auteurs le supposaient. Le succès des plans laborieusement échafaudés par les deux gouvernements agresseurs dépendait de la réalisation de tant de prévisions qu'en dépit de toutes les précautions accumulées il restait aléatoire. Il supposait chez les adversaires visés une naïveté, une maladresse et une imprudence qu'on rencontre bien rarement dans plusieurs États à la fois. L'Europe de 1914 n'était plus celle de 1864, ni de 1870. Elle était plus avertie, plus attentive et mieux armée qu'au temps de Bismarck. Comme on l'a vu plus haut, les autres gouvernements

se tenaient sur leurs gardes. Avant de quitter Pétersbourg pour Stockholm, M. Viviani s'était entretenu avec M. Sazonof du conflit en perspective, et, durant les premiers jours de la crise jusqu'au retour du président Poincaré à Paris, il fut en communication directe avec le Quai d'Orsay. Les émeutes ouvrières de Pétersbourg, préparées suivant la méthode préconisée dans les rapports confidentiels rédigés à Berlin, furent facilement réprimées et ne laissèrent aucune trace. Le Cabinet de Londres se montra inquiet et l'opinion britannique choquée¹. Quant à

1. Sir Edward Grey témoigna ses inquiétudes dans la dépêche suivante, du 24 juillet, adressée à Sir H. Rumbold, chargé d'affaires à Berlin :

« J'ai dit à l'ambassadeur d'Allemagne que, si l'ultimatum autrichien à la Serbie n'aménait pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, je n'avais pas à m'en occuper ; je n'avais encore rien appris de Saint-Pétersbourg, mais j'étais très inquiet de la vue que prendrait la Russie de la situation. J'ai rappelé à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il avait exprimé, il y a quelques jours, un espoir personnel que, si cela devenait nécessaire, j'essayerais d'exercer une influence modératrice à Saint-Pétersbourg ; mais maintenant j'ai dit qu'en raison du caractère extraordinairement raide de la note autrichienne, du peu de temps accordé et de l'étendue considérable des demandes faites à la Serbie, je me sentais tout à fait impuissant en ce qui concernait la Russie, et je ne pensais pas qu'aucune puissance pût, seule, exercer de l'influence.

« La seule chance que je voyais pour avoir une influence

l'Italie, elle fut surprise, pour ne pas dire plus, comme le disait son ambassadeur à Berlin, d'avoir été tenue à l'écart de toute l'affaire par ses deux alliées. On n'avait sans doute pas voulu la mettre dans le secret parce qu'on craignait une indiscretion de sa part et qu'on n'attachait qu'un prix relatif au concours de son armée et de sa marine, très affaiblies par la campagne de Libye,

médiatrice ou modératrice efficace était que les quatre puissances — l'Allemagne, l'Italie, la France et nous-mêmes — nous travaillerions ensemble simultanément à Vienne et à Saint-Pétersbourg en faveur de la modération au cas où les relations entre l'Autriche et la Russie deviendraient menaçantes.

« Le danger immédiat était qu'en quelques heures l'Autriche pouvait envahir la Serbie et l'opinion russo-slave pourrait demander que la Russie allât au secours de la Serbie; il serait très désirable d'obtenir que l'Autriche ne précipitât pas son action militaire et de gagner ainsi plus de temps. Mais aucun de nous ne pourrait influencer l'Autriche dans cette direction à moins que l'Allemagne ne proposât et ne participât dans cette démarche à Vienne. Vous devriez en informer le secrétaire d'Etat.

« Le prince Lichnowski a dit que l'on pouvait s'attendre à ce que l'Autriche se mit en marche une fois la limite de temps expirée, à moins que la Serbie ne pût donner une acceptation sans réserve et *in toto* des demandes autrichiennes.

« Parlant en simple particulier, Son Excellence suggéra qu'en aucun cas une réponse négative ne devait être donnée par la Serbie. Une réponse favorable sur certains points devait être donnée tout de suite de façon à fournir à l'Autriche une excuse pour ne pas agir immédiatement. » (*Livre Bleu*, p. 14-15).

dans une entreprise où tout était subordonné à la rapidité de l'exécution. Seulement ce manque de confiance mettait le Cabinet de Rome plus à l'aise pour décliner de participer à une guerre au sujet de quoi il n'avait pas été consulté. D'autre part, la Belgique, qu'on espérait pouvoir brusquer sans danger, s'était immédiatement préoccupée de faire respecter sa neutralité.

Le 24 juillet, le prince régent de Serbie envoya à l'empereur Nicolas un télégramme où il recourait à sa bienveillante intervention. Il déclarait la Serbie prête à accepter « les conditions austro-hongroises compatibles avec la situation d'un État indépendant » et celles dont le tsar conseillerait l'acceptation. Nicolas II ne répondit que le 27, car tous les télégrammes devant passer par les lignes austro-hongroises furent transmis avec de grands retards. L'administration impériale et royale s'ingénia, pendant ces jours où chaque heure était précieuse, à gêner les communications des cabinets étrangers entre eux. Mais, dans l'intervalle, le Cabinet de Pétersbourg agit. Le 25 juillet un communiqué impérial

annonça que le gouvernement russe « suivait attentivement l'évolution du conflit austro-serbe qui ne pouvait pas laisser la Russie indifférente ». C'était une réponse directe à la note allemande remise la veille, aux termes de laquelle toute intervention d'une tierce puissance « dans une affaire concernant exclusivement l'Autriche-Hongrie et la Serbie » entraînerait des conséquences incalculables. En outre, M. Sazonof fit appuyer à Vienne par les Cabinets de Paris et de Londres sa demande de prolongation du délai de quarante-huit heures fixé à la Serbie. En même temps quelques dispositions militaires furent prises pour que la mobilisation, si elle devenait nécessaire, ne fût pas entravée.

Appréciant d'un coup d'œil la situation, M. Sazonof eut tout de suite l'impression que « la demande autrichienne signifiait clairement que la guerre était imminente ». Il s'en ouvrit aussitôt aux ambassadeurs de France et d'Angleterre à Pétersbourg dans une remarquable conversation dont Sir G. Buchanan rendit compte à Sir Edward Grey dans les termes suivants le 24 juillet :

Le ministre des affaires étrangères dit que la conduite de l'Autriche était tout à la fois provocante et immorale; elle n'aurait jamais agi ainsi à moins que l'Allemagne n'ait été préalablement consultée; quelques-unes de ses demandes étaient tout à fait impossibles à accepter. Il espérait que le gouvernement de Sa Majesté ne manquerait pas de proclamer sa solidarité avec la Russie et la France.

L'ambassadeur de France me donna à entendre que la France remplirait, si cela devenait nécessaire, toutes les obligations que lui imposait son alliance avec la Russie, outre qu'elle seconderait fortement la Russie dans toutes négociations diplomatiques.

J'ai dit que je vous télégraphierais un rapport complet de ce que leurs Excellences venaient de me dire. Je ne pouvais pas, naturellement, parler au nom du gouvernement de Sa Majesté; mais, personnellement, je ne voyais aucune raison de s'attendre à une déclaration de solidarité de la part du gouvernement de Sa Majesté qui entraînerait un engagement absolu de sa part de soutenir la Russie et la France par la force des armes. Les intérêts directs de la Grande-Bretagne en Serbie étaient nuls, et une guerre en faveur de ce pays ne serait jamais sanctionnée par l'opinion publique de la Grande-Bretagne. A ceci, M. Sazonof

répondit qu'il ne faut pas que nous oublions que la question générale européenne était impliquée, la question de la Serbie n'en formant qu'une partie, et que la Grande-Bretagne ne pourrait pas se permettre de se dégager des problèmes maintenant en jeu.

En réponse à ces remarques, j'ai fait observer que je comprenais, de ce qu'il disait, que son Excellence proposait que la Grande-Bretagne se joignît à une communication qui serait faite à l'Autriche à l'effet qu'une intervention active par elle dans les affaires intérieures de la Serbie ne pourrait pas être tolérée. Mais supposant que l'Autriche, néanmoins, allait avoir recours à des mesures militaires contre la Serbie malgré nos représentations, était-ce l'intention du gouvernement russe de déclarer de suite la guerre à l'Autriche?

M. Sazonof dit que lui-même pensait que tout au moins la mobilisation russe devait être faite, mais qu'il y avait un Conseil des ministres cet après-midi pour examiner la question dans toute son étendue. Un autre Conseil, présidé par l'empereur, serait tenu probablement demain, quand une décision serait prise.

J'ai dit qu'il me paraissait que le point important était de persuader l'Autriche d'étendre la limite de temps, et que la première chose à faire était de faire peser sur l'Autriche une

influence ayant ce but en vue. L'ambassadeur de France, cependant, croyait que, ou l'Autriche avait décidé d'agir de suite, ou elle bluffait. Dans n'importe quel cas, notre seule chance d'éviter la guerre était d'adopter une attitude ferme et unie. Il ne pensait pas qu'il y avait le temps de donner suite à ma proposition. Là-dessus, j'ai dit qu'il me semblait désirable pour nous de connaître exactement jusqu'à quel point la Serbie serait disposée à aller pour accepter les demandes formulées par l'Autriche dans sa note. M. Sazonof répondit qu'il fallait d'abord qu'il consultât ses collègues à ce sujet, mais que, sans doute, quelques-unes des demandes de l'Autriche pourraient être acceptées par la Serbie.

L'ambassadeur de France et M. Sazonof continuèrent tous deux à me presser pour une déclaration de solidarité complète du gouvernement de Sa Majesté avec les gouvernements français et russe, et j'ai, en conséquence, dit qu'il me semblait possible que vous voudriez, peut-être, consentir à faire de fortes représentations aux deux gouvernements allemand et autrichien, faisant valoir auprès d'eux qu'une attaque sur la Serbie par l'Autriche mettrait en danger la paix entière de l'Europe. Peut-être pourriez-vous trouver moyen de leur dire qu'une telle action de la part de l'Autriche amè-

nerait probablement une intervention russe, qui impliquerait la France et l'Allemagne, et qu'il serait difficile à la Grande-Bretagne de rester à l'écart si la guerre devenait générale. M. Sazonof répondit que tôt ou tard nous serions entraînés à la guerre, si elle éclatait; nous aurions rendu la guerre plus probable si, dès le début, nous ne faisions pas cause commune avec son pays et avec la France; en tout cas, il espérait que le gouvernement de Sa Majesté exprimerait une forte réprobation de la décision prise par l'Autriche.

Le président de la République française et le président du Conseil ne peuvent être de retour de Russie en France avant quatre ou cinq jours, et il semblerait que l'Autriche ait choisi après ce moment pour envoyer son ultimatum ». (*Livre Bleu*, p. 9 et suiv.)

Le lendemain 25, dans un entretien personnel avec Sir G. Buchanan, M. Sazonof accentua son opinion de la veille. « La Russie, dit-il, ne peut pas permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie et de devenir la puissance prépondérante dans les Balkans... Elle ne désire pas précipiter un conflit, mais à moins que l'Allemagne ne retienne l'Autriche, vous pouvez considérer la situation

comme désespérée. » (*Livre Bleu*, p. 18.)

La question était bien posée ainsi. L'Allemagne ne tarda pas à répondre. A Londres, où elle tenait expressément à dégager sa responsabilité, elle fit dire que la dernière chose qu'elle voulait était une guerre générale et qu'elle ferait tout son possible pour empêcher une telle calamité. M. de Jagow se prétendit même disposé à se rallier à la proposition, suggérée par Sir Edward Grey, « que les quatre puissances — Allemagne, Angleterre, France et Italie — devaient travailler ensemble en faveur de la modération à Vienne et à Pétersbourg ». Mais à son collègue de Russie à Londres, le comte Benczkendorf, qui était son parent, le prince Lichnowski laissa entendre que l'Allemagne ne se prêterait à aucune démarche à Vienne. Au chargé d'affaires de Russie, M. Broniewski, qui devait lui demander d'insister auprès du Cabinet de Vienne en vue de faire prolonger le délai de l'ultimatum, M. de Jagow assigna un rendez-vous à la fin de l'après-midi du 25 juillet, c'est-à-dire à une heure postérieure à celle de l'expiration du

délai. Puis, le soir, il dit à M. Broniewski que toutes ces démarches étaient trop tardives. Quant au comte Berchtold, il se trouvait à Ischl, près de l'empereur. Suivant une tradition inaugurée par la Prusse, le ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie avait quitté la capitale de la monarchie au moment où des questions embarrassantes pouvaient lui être posées. Le secrétaire général du Ballplatz, le baron Macchio, n'était pas autorisé à engager le gouvernement. Quand le prince Koudachef, chargé d'affaires de Russie, lui fit remarquer que les procédés autrichiens étaient contraires à la courtoisie internationale, le baron Macchio répliqua que parfois l'intérêt dispensait d'être courtois.

L'intérêt, en effet, primait si bien toute autre considération chez les organisateurs du conflit que, dans la matinée de ce même jour, 25 juillet, l'Allemagne consignait les garnisons d'Alsace-Lorraine et mettait en état d'armement les ouvrages proches de la frontière française. Les jours suivants elle poursuivit méthodiquement dans le Reichs-

land l'exécution de toutes les mesures préparatoires de la mobilisation sans se préoccuper le moins du monde de l'état des négociations. L'état-major général n'avait cure de celles-ci; à ses yeux, elles ne devaient servir qu'à maintenir le public dans l'erreur ou l'incertitude jusqu'à l'heure où il porterait brusquement à l'ennemi le coup mortel.

* * *

Dans l'après-midi du 25 juillet, à cinq heures 3/4, M. Pachitch remit au baron Giesl la réponse de la Serbie à l'ultimatum. C'était une acceptation presque intégrale de tous les points. Après avoir exprimé sa surprise de ce que des accusations aient été portées contre des Serbes du royaume sans qu'il ait été « invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapportait au crime de Serajévo », le gouvernement royal se déclarait disposé à remettre aux tribunaux tout sujet serbe dont la complicité serait établie par des preuves, et à publier au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel de l'armée* « l'énonciation » dont les termes

étaient dictés dans l'ultimatum. Il prenait en outre les autres engagements demandés, sous les réserves suivantes : « les noms et les faits des officiers et fonctionnaires » dont la destitution était exigée d'office à la réquisition du gouvernement austro-hongrois devraient être communiqués à Belgrade « aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre » ; — la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal à la suppression du mouvement subversif visé devrait « répondre aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage ». Mais il refusait, comme contraire à la constitution et au code de procédure criminelle, la participation des agents austro-hongrois à l'enquête judiciaire qui restait ouverte contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant en territoire serbe. Enfin, pour le cas où l'Autriche-Hongrie ne serait pas satisfaite de cette réponse, le gouvernement serbe proposait de remettre la question, soit à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux grandes puissances qui avaient pris part à l'élabora-

tion de la déclaration serbe du 30 mars 1909.

L'Europe apprit en même temps, avec une égale stupéfaction, et la soumission de la Serbie et la rupture des relations diplomatiques entre cette puissance et l'Autriche-Hongrie.

Les Cabinets de Pétersbourg, de Paris et de Londres avaient conseillé à celui de Belgrade d'aller jusqu'à la dernière limite des concessions compatibles avec les droits souverains de la Serbie, et l'on savait M. Pachitch disposé à suivre ces conseils. Mais nulle part, et à Vienne peut-être moins qu'ailleurs, on ne s'attendait à ce que le gouvernement serbe s'inclinât au point d'accepter des clauses aussi offensantes que la publication au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'armée* de l'« énonciation » inouïe dictée par le comte Berchtold. Lorsqu'on lut, dans les mêmes télégrammes annonçant cette soumission extraordinaire, que le baron Giesl l'avait déclarée insuffisante, qu'il avait rompu les relations avec le gouvernement serbe par une note remise à six heures, c'est-à-dire un quart d'heure après la réponse de M. Pachitch,

et qu'il avait quitté Belgrade, avec tout le personnel de la légation, le soir même, à six heures et demie, sans même en référer à son gouvernement, on comprit que la rupture, voulue à Vienne, était le présage de l'exécution prémeditée de la Serbie. A cet égard, deux faits sont caractéristiques. La note de rupture du baron Giesl ne mentionne même pas la réponse de M. Pachitch; elle semble avoir été rédigée d'avance. Il en est de même de la note par laquelle le comte Berchtold notifia la rupture à M. Jovanovitch, à Vienne. Elle fut remise également le 25, à une heure où il était matériellement impossible que le comte Berchtold eût reçu communication de la réponse serbe. (*Livre Bleu serbe*, p. 58-60).

Ceux des diplomates austro-hongrois qui ne semblaient pas dans le secret de la grande combinaison ne cachaient pas leur étonnement de ce que la réponse serbe n'eût pas été considérée comme satisfaisante. Telle fut, par exemple, l'impression du comte Szecsen à Paris. A Vienne, le corps diplomatique se convainquit que le gouvernement

austro-hongrois était absolument résolu à faire la guerre à la Serbie. « Le pays est fou de joie, télegraphia Sir M. de Bunsen à Sir Edward Grey, à la perspective d'une guerre contre la Serbie. » Dans toute la Germanie, peuples et gouvernements s'entendaient d'instinct pour se ruer contre l'ennemi présumé plus faible. Une nouvelle ère de barbarie s'ouvrait.

III

DE LA RUPTURE AUSTRO-SERBE AUX DÉCLARATIONS DE GUERRE

La brusque rupture des relations diplomatiques avec la Serbie par le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, malgré la soumission presque totale du gouvernement serbe à des conditions d'une dureté sans précédent, portait sa signification en elle-même. Le sens en fut immédiatement souligné par la presse austro-allemande. La *Reichspost* exulta ; elle laissa déborder sa joie en termes grandiloquents :

Lorsque l'histoire frappe à la porte de l'humanité, lorsque les grandes questions collectives se déroulent, lorsque l'écorce de la médiocrité quotidienne tombe et que les grands biens humains surgissent comme un Saint-Graal sur la haute montagne, dans la splendeur matinale de grands événements, alors le cœur de tous les hommes s'élève vers Celui qui dirige le destin

des peuples, qui connaît notre bon droit, et qui a déjà conduit notre Empire et l'a sauvé à travers tant de périls.

Et des millions de voix font entendre l'hymne solennel qui monte à l'assaut du firmament : « Dieu sauve l'Empereur et protège notre pays ! » (26 juillet.)

Le *Neues Wiener Tagblatt* (26 juillet) ne fut guère moins lyrique :

En avant ! Les dés de fer ont roulé. L'Empereur nous appelle.

L'armée qui, deux fois, dans son obéissance muette, a remis au fourreau l'épée à moitié dégainée, répond avec allégresse au cri de son maître.

... En avant !

Le *Pester Lloyd* annonça, en tête de son numéro du 26, en caractères sensationnels, la guerre contre la Serbie. Suivant lui, de la Tamise à la Néva, l'opinion générale s'accordait à reconnaître que l'intervention russe se bornerait à une intercession platonique en faveur des Serbes. Il ajoutait que, d'après le *Retch* lui-même, la Russie était hors d'état de faire une guerre européenne. Un peu plus

loin, il publiait une dépêche de Berlin disant que M. Viviani devait passer ce jour même à Berlin et se rencontrerait peut-être avec des personnages officiels allemands.

En Allemagne, ni l'agence Wolff ni les journaux ne donnèrent le texte de la réponse serbe. Cela permit de stimuler librement l'enthousiasme populaire. La presse se déchaîna contre la Serbie. Égalant en violence ses confrères de Vienne, la *Gazette de Cologne* publia une édition spéciale consacrée au grand événement, avec un article de tête intitulé: *Bas les mains!* Cet article, mis en vedette, contenait un réquisitoire féroce contre la Serbie et des menaces catégoriques à l'Europe. Est-ce la guerre? se demandait l'interprète favori de la *Wilhelmstrasse*.

« Il n'est pas besoin d'être diplomate pour répondre. Chacun dit avec son instinct qu'aujourd'hui comme en 1909, en 1912, c'est un simple devoir de morale politique et de conservation de notre propre existence de nous ranger avec la dernière énergie aux côtés de notre alliée... Ce serait une honte

pour notre siècle si l'humanité devait se déchirer parce que la Serbie couvre de son bouclier les jeunes drôles qui ont assassiné l'archiduc François-Ferdinand et sa femme. Cela ne peut pas, ne doit pas être... *Hands off! Händeweg!* » (26 juillet.)

Les faits étaient encore plus éloquents. Le matin du 26, l'organe officiel du gouvernement hongrois, le *Budapesti Kozlöny*, promulgua dans une édition extraordinaire le texte de trente-trois décrets ordonnant une mobilisation partielle et une longue série de mesures exceptionnelles : mobilisation des corps d'armée de Prague, Leitmeritz, Budapest, Gratz, Temesvar, Hermannstadt, Agram et Serajévo ; mobilisation éventuelle du corps d'armée de Raguse ; convocation du landsturm ; militarisation du service des chemins de fer, des postes, télégraphes et téléphones ; nomination de commissaires royaux ; suspension des libertés constitutionnelles, ajournement du Parlement, etc. Tous ces décrets, exécutoires dès le lendemain 27, avaient dû être préparés bien avant la réponse serbe, connue seulement dans le courant de la nuit.

Le décret ordonnant la mobilisation était même daté du 24 juillet.

Dans la soirée du samedi 25, le voïvode Putnik, chef de l'état-major général serbe, fut arrêté à Kelenföld, grande station de bifurcation près de Budapest. Il venait de Gleichenberg, où il faisait une cure avec sa fille. Il fut aussitôt conduit à Budapest, séparé de sa fille, enfermé dans l'hôtel du commandant de la place, interrogé par plusieurs officiers pendant la nuit, et traité en prisonnier de guerre. Fière de cette capture, la foule ne cessa de défiler sous les fenêtres de la chambre où le général Putnik était enfermé. Toute la nuit et toute la journée du lendemain, les musiques militaires parcoururent la capitale hongroise en jouant des airs nationaux. Depuis deux jours, d'ailleurs, on chantait dans les rues l'air du prince Eugène : « Le prince Eugène, le noble chevalier — veut reconquérir pour l'empereur — la ville et la citadelle de Belgrade. » Le dimanche matin, quand le baron Giesl arriva de Belgrade à Budapest par le train de 8 h. 20, il fut salué à la gare par des acclamations

tumultueuses. On criait : « Vive Giesl ! Vive Tisza ! » avec un enthousiasme de victoire. La *Gazette de Cologne* félicita la Hongrie de la capture du général Putnik, « l'âme de l'armée serbe ». « L'ouverture des hostilités, observa-t-elle, par un acte hostile au lieu d'une déclaration de guerre solennelle n'est pas une nouveauté dans les guerres modernes. »

En même temps que ces manifestations diverses révélaient clairement le dessein préconçu du gouvernement austro-hongrois de faire la guerre, on apprenait que le gouvernement allemand prenait ou avait déjà pris des précautions militaires. Le 26, on savait à Christiania que toute la flotte allemande en Norvège avait reçu l'ordre de rallier directement l'Allemagne ; les navires dispersés dans les fiords au nord de Bergen devaient rejoindre les autres aux environs de Stavanger. Le même jour, la nouvelle arrivait de Thionville à Luxembourg que les quatre dernières classes allemandes libérées étaient prévenues d'avoir à se tenir à toute heure à la disposition de la Kommandatur. Le 27,

notre consul général à Bâle avertissait le Quai d'Orsay que les officiers allemands en vacances dans la région avaient été invités, quatre jours auparavant, à regagner l'Allemagne, et que les propriétaires de voitures automobiles du grand-duché de Bade avaient été avisés de se préparer à les mettre à la disposition des autorités militaires deux jours après un nouvel ordre. — A Berlin, dans la soirée et la nuit du 25, une grande foule se livra à une série de bruyantes manifestations en faveur de l'Autriche. A la nouvelle de la mobilisation partielle de l'armée autrichienne, les manifestants se massèrent à plusieurs reprises devant l'ambassade de Russie en poussant des cris hostiles. La police, relate le chargé d'affaires de Russie, était presque absente et ne prenait aucune mesure.

Le 26 au soir, Guillaume II rentrait inopinément à Berlin.

* * *

Les négociations qui suivirent la rupture austro-serbe furent d'une activité exception-

nelle. Pendant le petit nombre de jours qui s'écoulèrent entre le 26 juillet et le 4 août, il s'échangea d'innombrables dépêches. Elles se succèdent avec une telle rapidité que parfois plusieurs propositions ou suggestions sont télégraphiées au même personnage avant que soit parvenue sa réponse à la première. En lisant les « Livres » de toute couleur consacrés à la correspondance diplomatique de cette courte période, on sent à chaque page les événements se précipiter. On croit assister aux péripéties d'un drame pathétique. Cependant, à vrai dire, jamais négociation n'offrit moins d'imprévu. Dès le premier jour, les bons observateurs surent à quoi s'en tenir. Le véritable drame se joue maintenant. Les négociations qui le précédèrent furent une simple comédie. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'en étaient réparti les rôles ; suivant l'intérêt du moment, l'une ou l'autre paraissait sur la scène ou rentrait dans la coulisse. Chacune s'acquitta de sa tâche conformément à son tempérament et à son emploi. Seulement, de la première à la dernière scène on entend,

derrière le décor, un bruit ininterrompu de légions en marche.

Tout dépend de la Russie, s'empressèrent de dire, dès le 26 juillet, les porte-paroles de Guillaume II. Dans leur esprit, cela signifiait que la responsabilité de tout devait retomber sur la Russie. Le raisonnement était simple : le conflit austro-serbe concerne exclusivement l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; la Russie est la seule autre puissance disposée à s'en mêler ; si elle s'en mêle et qu'il s'ensuive un conflit européen, c'est elle qui l'aura voulu. En formulant cette conclusion devant les représentants de la France et de la Grande-Bretagne, on ajoutait : « Si vous tenez sincèrement au maintien de la paix, comme vous nous l'assurez, vous devez vous joindre à nous pour exercer une forte pression à Pétersbourg afin d'empêcher la Russie d'intervenir. Si vous refusez, c'est que vous poussez secrètement à la guerre, et en ce cas vous partagerez les responsabilités de la Russie ». Dans l'une et l'autre hypothèse prévues, le gouvernement allemand, qui parlait et agissait pour son propre compte en

même temps que pour celui de son alliée, se croyait sûr d'obtenir un grand résultat sans engager sa responsabilité.

Au cas où la Russie ne voudrait pas ou ne pourrait pas, en raison de l'excitation de son opinion publique, abandonner la Serbie, la guerre si ardemment désirée et si minutieusement préparée par le grand état-major allemand se produirait dans les conditions les plus favorables. Alors, de deux choses l'une : ou bien, comme on le prévoyait et comme on l'espérait, la France soutiendrait son alliée et le grand dessein d'hégémonie germanique s'accomplirait ; ou bien elle se réfugierait dans l'abstention et l'alliance franco-russe serait brisée ; après l'écrasement de la Russie, la France tomberait sous la tutelle de l'Allemagne qui l'obligerait à s'allier à elle pour arracher à l'Angleterre la domination des mers. Dans l'autre hypothèse, celle où une pression efficace s'exercerait en commun sur la Russie, la Triple Entente ne résisterait pas à cette épreuve. Jamais le peuple russe, à défaut du gouvernement, ne pardonnerait à la France

et à l'Angleterre une défaillance qui livrerait les frères slaves à l'Autriche. A la première querelle, facile à provoquer, entre le Cabinet de Berlin et le Cabinet de Paris ou celui de Londres, à propos du Maroc ou de la Perse, de la Légion étrangère ou des armements maritimes, la Russie se tiendrait à l'écart. La France, directement prise à partie ou sommée de prêter son concours contre l'Angleterre, devrait capituler ou se battre dans un duel inégal. D'ailleurs, et peut-être cette troisième hypothèse était-elle envisagée à Berlin de préférence aux deux autres, les décisions des puissances de la Triple Entente pourraient ne pas être catégoriques dans un sens ou dans l'autre : il y aurait des discussions, des hésitations, des flottements, des atermoiements, des retards. En ce cas la situation serait aussi favorable ; l'Allemagne aurait le loisir de porter des coups décisifs à l'un de ses adversaires présumés avant que les deux autres se fussent mis d'accord avec lui, ou fussent en état de lui fournir un secours suffisant.

Ces calculs si bien établis en apparence

péchaient par deux graves défauts. Ils supposaient chez les gouvernements visés trop d'imprévoyance et d'indécision ; ils tenaient trop peu de compte du sentiment que les grands pays ont acquis de leurs intérêts vitaux et de l'impatience que l'Europe finissait par ressentir des prétentions germaniques sans cesse renouvelées. Le conflit austro-serbe n'était point une question exclusivement austro-serbe ; c'était au plus haut degré une question européenne.

La Russie, la principale intéressée suivant les Cabinets de Vienne et de Berlin, prit tout de suite position. Le 27 juillet, aussitôt après avoir reçu le télégramme de Belgrade — dont l'administration austro-hongroise avait retardé la transmission — lui communiquant la réponse serbe, M. Sazonof avait informé les cinq autres grandes puissances que cette réponse « dépassait toutes ses prévisions par sa modération et son désir de donner la plus complète satisfaction à l'Autriche ». « Nous ne voyons pas, finissait-il, quelles pourraient être encore les demandes de l'Autriche, à moins que le

Cabinet de Vienne ne cherche un prétexte pour une guerre avec la Serbie. » Le même jour, un peu plus tard, le tsar Nicolas télégraphia au prince-régent Alexandre : « Tant qu'il y a le moindre espoir d'éviter une effusion de sang, tous nos efforts doivent tendre vers ce but. Si, malgré Notre plus sincère désir, Nous ne réussissons pas, Votre Altesse peut être assurée qu'en aucun cas *la Russie ne se désintéressera du sort de la Serbie.* » Le 28, informé de la rupture auto-serbe, M. Sazonof posa sans hésiter la question sur le terrain indiqué par le bon sens, à l'opposé de celui où se cantonnaient MM. de Bethmann-Hollweg et de Berchtold. Il découvrit le jeu de l'Allemagne avec la même netteté que trois jours auparavant, après la remise de l'ultimatum, et télégraphia au comte de Benckendorf, ambassadeur du tsar à Londres :

Mes entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Le Cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît

n'exercer aucune action sur son alliée. L'ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie.

Cette attitude allemande est particulièrement alarmante.

Il me semble que mieux que toute autre puissance l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation.

C'était l'évidence même. Alors qu'on afférait à Vienne de dire que la Russie « ne tiendrait pas le coup », le gouvernement russe se prépara à mobiliser treize corps d'armée pour le cas où l'Autriche emploierait la force des armes pour contraindre la Serbie. Pour agir ainsi, la Russie n'avait besoin de consulter personne. Aucune considération ne pouvait la faire renoncer à son devoir de grand État slave et de grande puissance orientale d'empêcher l'anéantissement de la Serbie. Mais elle était déjà sûre de l'appui éventuel de la France. Elle en avait reçu l'assurance, le 24 juillet, de la bouche

de M. Paléologue. Cette assurance lui fut renouvelée les jours suivants.

*
**

A Paris, le baron de Schœn ne perdit pas une heure afin d'essayer d'enlever au ministre intérimaire des affaires étrangères, en l'absence du président de la République et de M. Viviani, un acquiescement à une démarche commune à Pétersbourg. Il fit visites sur visites au quai d'Orsay, à M. Bienvenu-Martin, garde des sceaux et ministre intérimaire, au directeur politique intérimaire, M. Philippe Berthelot, et au sous-secrétaire d'État, M. Abel Ferry. Dans l'après-midi du 26, il vint voir M. Bienvenu-Martin et lui dit : « L'Autriche a fait déclarer à la Russie qu'elle ne poursuivait ni agrandissement territorial, ni atteinte à l'intégrité du royaume de Serbie ; sa seule intention est d'assurer sa propre tranquillité et *de faire la police*. C'est des décisions de la Russie qu'il dépend qu'une guerre soit évitée ; l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être

maintenue, et a le ferme espoir que la France usera de son influence dans un sens apaisant à Pétersbourg. » M. Bienvenu-Martin répondit que, la Russie n'ayant accompli aucun acte qui pût faire douter de sa modération, l'Allemagne devait agir à Vienne où l'efficacité de son action était certaine. M. de Schoen répliqua que cela était inconciliable avec la position prise par l'Allemagne, la question ne regardant que l'Autriche et la Serbie. Puis, quand le ministre intérimaire lui suggéra l'idée d'une médiation simultanée à Pétersbourg et à Vienne par les quatre autres grandes puissances, M. de Schoen se retrancha derrière le manque d'instructions à ce sujet.

Deux heures plus tard, M. de Schoen se rendit à la Direction politique. Il proposa à M. Berthelot de communiquer à la presse, « afin de bien préciser le sens des démarches du gouvernement allemand », une note rédigée dans les termes suivants : « L'ambassadeur d'Allemagne et le ministre des affaires étrangères ont eu, pendant l'après-midi, un nouvel entretien, au cours duquel ils ont

examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment de solidarité pacifique, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale. » L'Allemagne tenait donc absolument à proclamer son amitié et sa solidarité avec la France dans une affaire dirigée contre la Russie. M. Berthelot remarqua : « Alors, vous nous apportez l'assurance que l'Autriche accepte la note serbe. » L'ambassadeur protesta, affirmant d'ailleurs que l'Allemagne avait ignoré le texte de la note autrichienne et qu'il ne connaissait pas le texte de la réponse serbe. Il s'obstinait à proposer à la France une démarche et une déclaration désobligeantes pour son alliée, et, dès qu'on lui parlait d'une démarche analogue à Vienne, il se retranchait derrière son ignorance des faits ou le manque d'instructions. Il joua le même jeu pendant toute la négociation¹.

Le lendemain 27, sous prétexte de résumer

1. La note communiquée à la presse à la suite de cet entretien fut la suivante : « L'ambassadeur d'Allemagne et le ministre des affaires étrangères ont eu un nouvel entretien, au cours duquel ils ont recherché les moyens d'action des puissances pour le maintien de la paix. »

son entretien avec le ministre, M. de Schœn adressa au directeur politique une lettre où il reproduisait avec plus de force, sous une forme légèrement différente, l'attestation de la solidarité franco-allemande :

Le Cabinet de Vienne a fait formellement et officiellement déclarer à celui de Pétersbourg qu'il ne poursuit aucune acquisition territoriale en Serbie et qu'il ne veut point porter atteinte à l'intégrité du royaume ; sa seule intention est celle d'assurer sa tranquillité. En ce moment, la décision, si une guerre européenne doit éclater, dépend uniquement de la Russie. Le gouvernement allemand a la ferme confiance que le gouvernement français, avec lequel il se sait solidaire dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du Cabinet de Pétersbourg.

L'ambassadeur ajoutait : « Notez bien la phrase sur la solidarité des sentiments pacifiques. Ce n'est pas une phrase banale, mais la sincère expression de la réalité. » En effet, ce n'était pas une phrase banale. Pour ce qui est de la réalité, l'histoire jugera.

Pendant ce temps, l'ambassadeur d'Au-

triche-Hongrie à Paris observait une réserve remarquable. Le 27, il vint remettre à M. Bienvenu-Martin un volumineux mémoire contre la Serbie, amas d'accusations sans preuves, et ne put fournir aucune indication précise sur les intentions de son gouvernement. Il représentait la puissance qui venait d'assumer une initiative grosse des pires catastrophes, et il disait ne rien savoir.

Le 28 juillet, à bord de la *France*, M. Viviani télégraphia au quai d'Orsay son approbation de la réponse faite au baron de Schœn : « Dans la recherche d'une solution pacifique du conflit, nous sommes pleinement d'accord avec la Russie, qui n'est pas responsable de la situation actuelle, et n'a encore procédé à aucune mesure quelconque pouvant éveiller le moindre soupçon ; mais il est évident qu'à titre de contre-partie l'Allemagne ne saurait se refuser à donner des conseils au gouvernement austro-hongrois, dont l'action a ouvert la crise. »

La France ne pouvait pas ne pas être pleinement d'accord avec la Russie dans une crise où la Russie, provoquée politiquement

dans la personne de son amie serbe et touchée dans ses fibres nationales et religieuses les plus sensibles, représentait la cause de l'équilibre général, de la justice et de l'humanité. Peu importait de savoir si le conflit en perspective mettait en jeu le *casus foederis* prévu dans le traité d'alliance : le danger en vue duquel l'alliance avait été conclue se présentait ; l'un des deux contractants étant menacé dans ses intérêts vitaux, l'autre devait faire front avec lui sous peine d'être exposé plus tard à une attaque analogue. Aucune argumentation ne pouvait prévaloir contre cette considération dont tout Français doué d'un bon sens élémentaire était capable de saisir l'importance. Plus franche, plus inquiète aussi que la *Gazette de Cologne*, la *Gazette de Francfort* le reconnaissait : « La France n'est pas libre, écrivait-elle le 27. Elle s'est si fortement liée à la Russie qu'elle n'est plus la maîtresse de ses propres décisions... La situation est à peu près la même pour l'Angleterre... Plusieurs hommes d'Etat anglais ont sans doute affirmé que leur gouvernement n'avait souscrit aucune obligation

de nature à restreindre sa liberté d'action en cas de guerre continentale. C'est peut-être vrai, à la lettre, mais il est sans doute vrai aussi que l'Angleterre a fait certaines promesses à la France pour le cas d'un conflit avec l'Allemagne. L'Angleterre voit s'approcher ce conflit avec inquiétude parce qu'elle se trouvera forcée de prendre une attitude beaucoup plus décidée qu'elle ne le voudrait. L'Angleterre ne pourrait rester indifférente aux victoires allemandes. »

* * *

On jugeait la situation plus sainement à Francfort qu'à Vienne et Berlin. Dans ce milieu d'hommes d'affaires pratiques, les esprits, naturellement pondérés et professionnellement exercés à l'évaluation des risques, n'étaient pas échauffés par les rêves qui hantaient l'imagination des grands politiques. En quelques lignes, la *Gazette de Francfort* avait exposé toute la politique de l'Angleterre.

La politique d'un pays comme la Grande-Bretagne est dominée par des conditions

essentielles indépendantes des hommes et des partis. En temps ordinaire, les sympathies et les intrigues peuvent se donner libre carrière chez nos voisins d'outre-Manche. Un travail patient dans les salons, dans les salles de rédaction, dans les clubs, dans les couloirs et les coulisses, peut aboutir à créer momentanément un état d'esprit artificiel. Mais, tout en éprouvant des préférences pour telle ou telle nation, tel ou tel système, chaque citoyen britannique sent profondément les intérêts permanents de la patrie. Vient-on à porter atteinte à ces intérêts, tout le monde fait instantanément bloc pour les défendre. Les Anglais de 1914 étaient presque unanimes à désirer le maintien de la paix, la plupart ne se souciaient pas de la Serbie, beaucoup répugnaient à marcher avec la Russie, quelques-uns n'aimaient pas la France, mais tous sans exception voulaient conserver à leur pays la maîtrise de la mer et empêcher l'établissement d'une hégémonie en Europe. Dans la crise qui s'ouvrirait, ils se décideraient donc pour l'abstention ou l'action suivant que le « châtiment » de la

Serbie resterait une opération locale ou qu'elle tendrait à renverser l'équilibre. Tout le reste ne comptait pas.

L'expérience fut rapidement faite. Dès le 26, Sir Edward Grey formula auprès des Cabinets de Paris, de Berlin et de Rome la suggestion suivante : les ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres se réuniraient immédiatement en conférence avec le ministre des affaires étrangères britannique, afin de chercher un moyen de résoudre les difficultés actuelles; il serait entendu que, pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstendraient de toute opération militaire active. Le lendemain matin 27, il dit à l'ambassadeur d'Allemagne « que, si l'Autriche envahissait la Serbie après la réponse serbe, elle démontrerait qu'elle ne poursuivait pas seulement le règlement des questions mentionnées dans sa note du 23 juillet, mais qu'elle voulait écraser un petit Etat. Alors se poserait une question enropéenne, et il s'ensuivrait une guerre, à laquelle d'autres puissances seraient amenées à prendre part ».

La France et l'Italie acceptèrent tout de suite la proposition Grey. La Russie y était acquise d'avance. Elle était même disposée — et elle l'avait fait savoir — à causer directement avec Vienne. Mais, comme précédemment, l'Allemagne joua double jeu. M. de Jagow déclara à Sir E. Goschen que la conférence proposée n'était point réalisable et qu'il ne pouvait y adhérer. Par contre, le prince Lichnowsky dit à Sir E. Grey que le gouvernement allemand acceptait en principe la médiation entre l'Autriche et la Russie par les quatre puissances. Alors Sir Edward Grey attira de nouveau l'attention du représentant de Guillaume II sur la gravité de la situation : c'est à Vienne, insista-t-il, non à Pétersbourg, qu'une influence modératrice est nécessaire : « si la guerre ne pouvait être localisée, il pourrait être soulevé d'autres questions qui se substitueraient à la querelle entre l'Autriche et la Serbie et mettraient en cause d'autres puissances, et la guerre serait la plus gigantesque qu'on eût jamais connue ». Comme l'impression continuait toutefois de prévaloir dans les milieux allemands et

autrichiens que, quoi qu'il advînt, l'Angleterre ne bougerait pas, le gouvernement britannique fit publier un ordre arrêtant la démobilisation de la flotte concentrée à Portland à l'occasion de la grande revue navale passée par le roi à Spithead le 19 juillet. L'avertissement militaire s'ajoutait à l'avertissement diplomatique.

Le 27, Sir Edward Grey se montra aussi franc devant l'ambassadeur de François-Joseph I^{er}. S'il n'était pas possible à l'Autriche, dit-il au comte Mensdorf, de faire la guerre à la Serbie tout en donnant satisfaction à la Russie, les conséquences seraient incalculables.

J'ai signalé, ajoute le chef du Foreign Office en rapportant cette conversation à Sir M. de Bunsen, que notre flotte devait se disperser aujourd'hui, mais que nous avions senti ne pouvoir permettre cette dispersion. Nous ne pensions pas appeler nos réserves en ce moment et il n'y avait pas de menace dans ce que nous avions fait en ce qui concernait la flotte; mais étant donné la possibilité d'une conflagration européenne, il ne nous était pas possible de disperser nos forces pour l'instant. J'ai donné ce

fait comme un exemple de l'inquiétude que l'on éprouve. Il me semblait que la réponse serbe comportait déjà pour la Serbie la plus profonde humiliation que j'eusse jamais vu un pays subir, et que c'était pour moi une juste déconvenue de voir le gouvernement autrichien traiter cette réponse comme aussi peu satisfaisante que si elle avait consisté en un simple refus.

Enfin, toujours le 27, Sir Edward Grey fit une déclaration publique à la Chambre des Communes. Après avoir exposé les faits et énoncé sa proposition, il ajouta :

Il doit être clair, pour tout homme qui médite sur la situation actuelle, que, si le conflit cesse d'être un simple conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie pour en devenir un plus large où se trouverait entraînée une autre grande puissance, il ne peut qu'en résulter une des plus grandes catastrophes qui se soient jamais abattues d'un seul coup sur le continent de l'Europe. Nul ne peut dire jusqu'où iraient les événements que peut déchaîner un tel conflit; directes ou indirectes, ses conséquences seraient incalculables.

Les grands journaux anglais donnèrent, eux aussi, des avertissements. Le *Times* fut d'une clarté parfaite :

Quand l'ambassadeur d'Allemagne à Paris veut imposer cette opinion, que le conflit n'engage que les deux parties directement intéressées, il ne trompe personne. Tant que nous pourrons espérer conserver la paix, en collaborant avec les grandes puissances qui ne sont pas immédiatement impliquées dans cette dangereuse querelle, nous poursuivrons ce but pardessus tous. Mais s'il s'éveillait dans quelque milieu le désir d'éprouver la fermeté de notre adhésion aux principes qui régissent nos amitiés, et par là garantissent l'équilibre européen, on nous trouverait prêts et résolus à revendiquer ces principes de toute la force de l'empire, aussi prêts que nous l'avons toujours été dans le passé chaque fois que ces principes ont été mis à l'épreuve. L'intérêt, le devoir et l'honneur n'exigent pas moins de nous. L'Angleterre n'hésitera pas à répondre à leurs exigences.

Le *Morning Post* fut encore plus précis :

L'Angleterre est l'une des puissances à laquelle la Serbie, confiante dans son avis, a donné la mission dont parle la note austro-hongroise. Elle ne pourra donc souffrir qu'on se serve de cette mission comme d'un prétexte pour détruire la Serbie, ou pour l'humilier au delà de toute mesure raisonnable. Elle ne peut approuver, par son calme, qu'une puissance se

constitue juge, juré et témoin, dans un procès fondé sur une mission confiée, non pas à cette puissance, mais à un groupe d'Etats dont elle-même, Angleterre, fait partie. La guerre préparée par l'Autriche forcera la France à se battre pour sa propre existence. Mais l'Angleterre a reconnu depuis longtemps que l'existence de la France, en tant que grand Etat, est un de ses intérêts vitaux. Elle ne peut assister, sans faire un mouvement, à une lutte où la France défend sa vie. La guerre, si elle arrive, n'aura pas été provoquée par la France. Comment les Anglais pourraient-ils regarder les Français en face, si, les bras croisés, ils voyaient ceux-ci se débattre dans une lutte où, non seulement les Français n'ont pas été les agresseurs, mais où même ils ne possédaient pas un intérêt direct ?...

La question de la paix ou de la guerre, pour l'Angleterre comme pour les autres puissances, ne peut pas être écartée sous prétexte que l'Angleterre n'a pas d'intérêts vitaux en Serbie. Le plus vital de ses intérêts, c'est le règne de la justice en Europe et le maintien de sa propre dignité.

* * *

La réponse austro-allemande à ces suggestions, propositions et déclarations fut

nette. Tandis que les ambassadeurs des puissances pacifiques s'évertuaient à Vienne et à Berlin à faciliter une entente, le gouvernement austro-hongrois rédigeait la déclaration de guerre à la Serbie et des proclamations belliqueuses aux populations. Ces documents furent publiés et affichés dans la journée du 28 juillet. Quand Sir M. de Bunsen vint s'enquérir au Ballplatz de la réponse à transmettre à Sir Edward Grey, le ministre commun des affaires étrangères lui répondit qu'il ne pouvait accepter aucune discussion sur la base de la note serbe et que la guerre serait déclarée dans la journée. Le comte Berchtold ajouta pour toute justification: « Le caractère notoirement pacifique de l'empereur et mon propre caractère conciliant sont garants que cette guerre est à la fois juste et inévitable. ¹ » C'est à cette fin de non-recevoir

1. Le ton de la presse viennoise fut à l'avenant. La *Nouvelle Presse libre* alla presque jusqu'à menacer le tsar d'assassinat. Voici un extrait de son article du 28 juillet :

« ...Nous étendons la main pour secouer le nid des frelons. Le tsar nous menacera-t-il des baïonnettes russes ? Il faudrait lui répondre immédiatement que cette politique de protectorat convient fort mal à un souverain conservateur...

qu'aboutissaient trois jours de négociations fiévreuses. La mobilisation des forces de terre et de mer d'Autriche-Hongrie fut signée le même jour¹. Mais ce n'est pas en vain qu'avaient été échangés par dizaines des télégrammes entre les chancelleries et les ambassades. La bonne volonté des uns et la mauvaise volonté des autres avaient été mises en pleine lumière. Dès lors les événements se précipitèrent dans l'ordre conforme aux situations prises par chacun.

Toujours disposé à la conciliation, M. Sazonof pressa le Cabinet de Londres « de mettre sur pied la médiation en vue de la suspension des opérations militaires de l'Autriche ». Seulement, comme « à moins d'arrêt des opérations militaires, la médiation ne ferait que laisser traîner les choses en lon-

« Un souverain conservateur ne pourra pas jouer avec de telles idées ; il ne pourra pas entreprendre une campagne en faveur de la Serbie, provocatrice d'assassinats, sans faire naître, dans bien des têtes, des associations d'idées dont les adolescents se laisseraient charmer ailleurs qu'à Belgrade. Pratiquer une politique aussi contradictoire serait, pour un monarque, se montrer infidèle à soi-même et répandre, d'une main imprudente, une semence empoisonnée sur un sol qui n'est que trop disposé à la recevoir... »

1. Dépêche du 28 juillet de M. Schéhéko à M. Sazonof.

gueur et donner à l'Autriche le temps d'écraser la Serbie », la mobilisation des arrondissements militaires d'Odessa, Kiel, Moscou et Kazan fut décrétée le 29 juillet. On entrait ainsi dans la phase décisive de la crise : celle des mobilisations successives où, personne ne voulant être devancé par l'adversaire éventuel, on arrive fatalement à passer de la préparation à l'action.

Après que le Cabinet de Vienne eût coupé les ponts derrière lui, le gouvernement allemand affecta les dispositions les plus conciliantes. Le 28, M. de Bethmann-Hollweg pria Sir E. Goschen de venir le voir. Il l'assura qu'il était « en train de faire de son extrême mieux tant à Vienne qu'à Saint-Pétersbourg pour amener ces deux gouvernements à examiner la situation directement entre eux et d'une manière amicale ». Il réitéra son désir de coopérer avec l'Angleterre et de maintenir la paix générale. Le 29, le chancelier allemand envoya de nouveau chercher Sir E. Goschen. Il se montra désolé qu'il fût trop tard pour agir suivant les suggestions de Sir E. Grey. Il prétendit avoir

envoyé à Vienne des conseils de modération. Il n'avait pas encore reçu de réponse, mais il tenait à ce qu'on sût à Londres qu'il appuyait les efforts du Foreign Office en faveur de la paix générale. En sortant de chez le chancelier, Sir E. Goschen alla chez le secrétaire d'État aux affaires étrangères. Il trouva M. de Jagow « très déprimé ». M. de Jagow était inquiet d'avoir montré peut-être trop peu de circonspection à l'égard de Vienne : le Cabinet de Vienne était très susceptible et la moindre pression exercée sur lui « était de nature à lui faire précipiter les choses et à nous mettre en face d'un fait accompli » ; peut-être la communication au Ballplatz de la suggestion britannique avait-elle hâté la déclaration de la guerre ! M. de Jagow ressentait une autre inquiétude : le gouvernement français venait de prendre certaines mesures militaires. Le Cabinet de Londres devait de grandes obligations au chancelier et au secrétaire d'État : par amour pour lui, pour la paix, ils s'étaient compromis à Vienne et ils risquaient encore de laisser prendre à la France une avance militaire !

Cela valait bien une récompense. M. de Bethmann-Hollweg la demanda le soir même. Il fit revenir Sir E. Goschen à la chancellerie impériale et s'ouvrit à lui. Il craignait que, si la Russie attaquait l'Autriche, une conflagration européenne devînt inévitable « malgré les efforts qu'il ne cessait de faire pour le maintien de la paix ». « Ceci dit, relate Sir E. Goschen, il offrit une forte enchère pour s'assurer la neutralité britannique. Il me dit que, selon sa conception du principe essentiel de la politique britannique, la Grande-Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit qui pourrait avoir lieu. Là, cependant, n'était pas le but de l'Allemagne. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, son gouvernement recevrait toutes les assurances que le gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne. J'ai posé à son Excellence une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager

d'une manière semblable à cet égard. Pour la Hollande, son Excellence me dit que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne serait prête à assurer le gouvernement de Sa Majesté qu'elle en ferait autant. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France; après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne. » En terminant, M. de Bethmann-Hollweg se confondit en protestations d'amitiés pour l'Angleterre: une entente avec elle était le but de sa vie.

Il était impossible de se méprendre sur le sens de ces paroles. L'Allemagne annonçait l'intention de faire la guerre à la France pour lui prendre ses possessions hors d'Europe, de faire passer ses troupes par la Belgique, et d'annexer ce royaume s'il résistait par la force. Pour obtenir la faculté d'exécuter ce plan sans être troublé par la Grande-Bretagne, elle était disposée à lui faire une part. Cette confidence extraordinaire indigna Sir E. Grey

sans le surprendre. Il sentait venir la tempête. Sans doute son opinion personnelle était arrêtée. Mais lui et le Cabinet dont il était membre se trouvaient dans une conjoncture très délicate. Les esprits britanniques n'étaient point préparés à une grande guerre; leur attention était concentrée depuis des mois sur la crise intérieure. Les sympathies pour l'Allemagne s'étendaient très loin et très profond dans plusieurs groupes de la majorité du Cabinet Asquith; on ne pouvait les retourner qu'en laissant l'Allemagne se mettre dans son tort jusqu'au bout. Dans les mêmes milieux et dans d'autres encore les idées pacifistes comptaient des prosélytes entêtés; il eût été imprudent de les choquer. Dans le Cabinet même, plusieurs membres étaient foncièrement hostiles à toute intervention. Enfin, la guerre en perspective s'annonçait comme la plus terrible de l'histoire; il n'était permis de s'y engager qu'après avoir épuisé les dernières chances de conciliation. Afin d'assurer l'unanimité de l'opinion publique indispensable pour la bonne conduite des opérations militaires durant une lutte com-

parable seulement à celle de la coalition contre Napoléon I^r, il fallait absolument que le Cabinet en fonctions écartât jusqu'à l'apparence d'une initiative de nature à inspirer à une partie du public britannique le moindre soupçon qu'il était secrètement animé de velléités belliqueuses.

Au début de la crise, en dehors des représentants des puissances germaniques, presque tous les diplomates eurent l'impression que seule une déclaration catégorique de l'Angleterre serait capable d'empêcher l'exécution du plan austro-allemand. Ils se rappelaient l'effet instantané du discours de MM. Lloyd George et Asquith en 1911 après l'envoi du *Panther* devant Agadir. Plusieurs d'entre eux, les ambassadeurs de France en particulier, firent part de cette impression à leur gouvernement. En parcourant la correspondance diplomatique échangée pendant ces jours d'anxiété, on croit remarquer ici et là un certain étonnement, si ce n'est un commencement d'irritation, que le gouvernement anglais tarde à se prononcer. Mais les circonstances étaient très différentes de celles de

l'été 1911. Comme l'expliqua Sir E. Grey à M. Paul Cambon, la France était la principale intéressée dans le conflit de 1911 et l'Allemagne lui cherchait querelle sur une question qui formait l'objet d'une convention spéciale entre la France et l'Angleterre. Dans l'affaire austro-serbe au contraire, même si elle devenait une affaire austro-russe, il s'agirait d'une lutte pour la suprématie entre le Teuton et le Slave, pour la prépondérance dans les Balkans, et l'idée du Cabinet Asquith avait toujours été d'éviter d'être entraîné dans une guerre pour une question balkanique. L'Angleterre n'examinerait si elle devait entrer en lice que si l'Allemagne et la France étaient ouvertement impliquées dans le conflit.

Sir Edward Grey pouvait avoir une autre raison de se tenir officiellement sur la réserve. La manœuvre diplomatique qu'on désirait lui voir faire pouvait être mal accueillie dans la presse radicale et pacifiste et à la Chambre des Communes. Qui sait s'il n'en fût pas résulté sinon une crise gouvernementale, du moins un remaniement

ministériel? Lord Morley, Mr John Burns et Sir Charles Trevelyan auraient très probablement donné leur démission. Ils la donnerent quand même plus tard, il est vrai, lorsque l'intervention fut décidée, mais après que le jeu de l'Allemagne fut découvert et que l'opinion britannique fut convaincue. A ce moment leur départ ne présentait pas d'inconvénient. Il passa même presque inaperçu, tandis qu'avant l'ultimatum à la Belgique leur retraite eût vraisemblablement entraîné celle de Lord Beauchamp, de Mr Harcourt, de Sir John Simon et de Mr Hobhouse. Cette scission, au moment où la guerre civile menaçait en Irlande, eût été déplorable. Elle aurait pu jeter un tel trouble dans le parlement et dans le pays qu'une intervention active eût été rendue très difficile quand elle serait devenue nécessaire. La logique de la situation imposait donc la plus grande circonspection au Cabinet de Londres.

Mais, tout en s'attachant à ne pas « laisser s'égarer » M. Paul Cambon dans des suppositions trop encourageantes, Sir Edward Grey

ne voulait pas non plus que l'ambassadeur d'Allemagne « se laissât aller à un sentiment de fausse certitude que l'Angleterre resterait à l'écart ». Le 29 juillet, avant d'avoir reçu la relation de la dernière conversation de Sir E. Goschen avec M. de Bethmann-Hollweg, il avertit le prince Lichnowsky : « Si la question devenait telle que nous pensions que les intérêts britanniques nous obligent à intervenir, nous devrions intervenir tout de suite et la décision devrait être très rapide. » Le 30 juillet, après avoir pris connaissance des offres du chancelier allemand, Sir E. Grey répondit par une dépêche dont les termes étaient catégoriques à souhait :

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accueillir un seul instant la proposition du chancelier de s'engager à rester neutre dans de telles conditions. Ce qu'il nous demande, en effet, c'est de nous engager à rester à l'écart en attendant qu'on saisisse des colonies françaises et que la France soit battue, pourvu que l'Allemagne ne prenne pas de territoire français, exception faite des colonies. Au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable,

car la France, sans qu'on lui enlevât encore de territoires en Europe, pourrait être écrasée au point de perdre sa position de grande puissance et de devenir subordonnée à la politique allemande. En général, tout ceci à part, ce serait une honte pour nous que de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de ce pays ne se remettrait jamais.

Le chancelier nous demande aussi de trafiquer de tous les engagements ou intérêts quelconques que nous puissions avoir en ce qui concerne la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvons en aucune façon accueillir ce marché non plus...

Pour n'être pas prononcées publiquement, ces paroles n'en constituaient pas moins un avertissement officiel. Si le gouvernement allemand n'en tenait pas compte, c'est qu'il était décidé à passer outre en tout cas. A ce moment, il avait encore une occasion de tout arranger. Le 30 juillet, la Russie déclara qu'elle s'engageait à cesser ses préparatifs de guerre « si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclarait prête à éliminer de son ultimatum les

points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». Il suffisait de prendre cette proposition pour point de départ de négociations sérieuses. Appuyée à Vienne par l'Allemagne, elle eut fourni d'autant plus facilement matière à transaction que M. Sazonof se montrait disposé à modifier son texte et que Sir Edward Grey admettait même éventuellement l'occupation provisoire par les troupes autrichiennes de Belgrade et du territoire serbe avoisinant.

Mais pendant que ces propositions successivement modifiées étaient transmises d'une capitale à l'autre, l'Allemagne pressait ses préparatifs militaires sur terre et sur mer contre la France et contre la Russie. On remarquait une activité anormale de sa part dans le golfe de Finlande. De nombreux régiments en tenue de campagne se dirigeaient du centre de l'empire vers les frontières de Belgique et de France. Les ponts, les gares et les chemins de fer étaient gardés militairement sous le prétexte de la préparation des manœuvres d'automne. Les réservistes, par dizaines de milliers, étaient rappelés par

convocations individuelles. Les routes étaient barrées. Les automobiles ne circulaient plus qu'avec un permis. En Alsace-Lorraine, les avant-postes allemands se trouvaient sur les bornes-frontières, alors que les troupes françaises étaient retenues à dix kilomètres en deçà de la frontière. Des patrouilles allemandes pénétraient sur le territoire français. A une heure de l'après-midi, le 30 juillet, une édition spéciale du *Lokal Anzeiger* de Berlin annonça la mobilisation générale de l'armée allemande. A deux heures, M. de Jagow démentit la nouvelle et les numéros du *Lokal Anzeiger* furent saisis. Mais on savait que, la veille au soir, un Conseil extraordinaire tenu à Potsdam avec les autorités militaires et sous la présidence de l'empereur avait décidé la mobilisation. D'ailleurs toutes les mesures de mobilisation pouvant être réalisées avant la publication de l'ordre général de mobilisation avaient été prises.

Le matin du 31, quand Sir E. Goschen vint communiquer à M. de Bethmann-Hollweg la réponse de Sir Edward Grey, le chan-

celier « reçut cette communication sans remarque ». Si préoccupé par d'autres nouvelles que le chancelier pût être, il ne pouvait pas cependant ne pas être frappé par la lecture d'une dépêche de cette importance conçue en de tels termes. Du reste, sur sa demande, copie du document lui fut laissée. Si un doute eût subsisté dans son esprit, il aurait été levé par une nouvelle déclaration du chef du *Foreign Office* au prince Lichnowsky le matin du même jour : « J'ai dit à l'ambassadeur d'Allemagne ce matin que, si l'Allemagne pouvait mettre en avant une proposition raisonnable qui montrerait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforçaient de préserver la paix européenne, et que la Russie et la France soient assez déraisonnables pour la repousser, je la soutiendrais à Saint-Pétersbourg et à Paris, et je vais jusqu'à dire que, si la Russie et la France ne l'acceptaient pas, le gouvernement de Sa Majesté se désintéresserait des conséquences ; mais, autrement, j'ai dit à l'ambassadeur d'Allemagne que, si la France se trouvait impliquée, nous serions entraînés

(*if France became involved we should be drawn in*). »

Non seulement la « proposition raisonnable » ne fut pas faite par le gouvernement allemand, mais des mesures militaires irréparables furent exécutées. Le 30 juillet, Belgrade avait été bombardé. Dans la nuit du 30 au 31, la mobilisation générale des hommes de dix-neuf à quarante-deux ans fut décrétée dans toute l'Autriche-Hongrie¹. Le 31, le gouvernement allemand décrêta « l'état de danger de guerre », *Kriegsgefahrzustand*, qui permettait aux autorités militaires de prendre effectivement presque toutes les mesures de mobilisation, en particulier l'état de siège et la suspension des services publics (transports, postes, télégraphes, téléphones, etc.). En annonçant dans la journée cette nouvelle à Sir E. Goschen, M. de Bethmann-Hollweg lui dit que tout espoir de solution pacifique

1. Dépêche de M. Dumaine à M. Viviani en date du 31 juillet. (*Livre Jaune*, p. 127). L'affichage des ordonnances complémentaires de celles prescrivant la mobilisation partielle eut lieu seulement le 1^{er} août dans une partie de la monarchie.

de la crise semblait être perdu. La Russie riposta immédiatement par l'ordre de mobilisation générale. A sept heures du soir le baron de Schoen vint avertir M. Viviani que son gouvernement sommait la Russie de démobiliser dans un délai de douze heures. Il ne put dire à quelle heure expirait le délai, mais il demanda quelle serait l'attitude de la France en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, et, sans attendre la réponse promise pour le lendemain, il prit congé de M. Viviani en termes faisant présager une prochaine rupture. Déjà du reste M. de Schoen avait mis en sûreté les archives de l'ambassade. Or, à l'heure où il parlait au chef du gouvernement français, la sommation allemande à la Russie n'était pas encore faite. Elle ne le fut qu'à minuit. En l'adressant à M. Sazonof, le comte Pourtalès fixa pour l'expiration du délai le samedi 1^{er} août à midi. Le 1^{er} août, à sept heures dix du soir, le comte Pourtalès, n'ayant pas reçu de réponse, remit au ministère des affaires étrangères la déclaration de guerre de l'Allemagne à la

Russie¹. Le 1^{er} août, la mobilisation générale des armées de terre et de mer était ordonnée en Allemagne et en France.

Le mécanisme combiné des machines diplomatique et militaire allemandes fonctionnait suivant l'impulsion initiale. Il jouait automatiquement sans être dérangé ni ralenti par les soubresauts des négociations en cours. Prévue et préparée par ses metteurs en scène, la grande lutte contre la Russie et la France allait se livrer, à l'heure choisie par eux, et ce serait contre la France d'abord que se porterait la masse de l'effort germanique. Il restait à savoir si l'Angleterre assisterait immobile au choc des nations de proie et des puissances gardiennes de l'équilibre, ou si, comprenant que la défaite de ses deux partenaires de la Triple Entente la mettrait inévitablement elle-même à la merci de l'Allemagne, elle combattrait avec son

1. Dans son émoi, le comte Pourtalès laissa dans la note constituant la déclaration de guerre les deux formules alternatives (la Russie ayant refusé de faire droit — n'ayant pas cru devoir répondre — à cette demande) indiquées par la chancellerie allemande et dont l'une ou l'autre seulement devait être employée suivant ce que ferait la Russie.

énergie et son obstination traditionnelles contre la nouvelle tentative d'hégémonie.

Malgré tous les avertissements, le gouvernement allemand escomptait encore la neutralité de l'Angleterre. Il jugeait le Cabinet de Londres incapable d'intervenir militairement. Il calculait que la France serait écrasée avant que les Anglais fussent d'accord pour venir à son secours. Il attribuait plus d'importance aux faits accomplis qu'au bon droit et à la bonne renommée. La France une fois abattue, le monde rendrait hommage à l'empereur allemand proclamé à Paris empereur d'Europe. Inébranlablement fidèle à l'esprit de méthode, subordonnant tout, absolument tout, au succès de l'offensive foudroyante sur Paris, l'Allemagne envahit le Luxembourg et la Belgique pour atteindre plutôt la proie convoitée. Mais la réplique de l'Angleterre fut également foudroyante. Informé dans la journée du 4 août que des troupes allemandes venaient de violer le territoire belge, Sir Edward Grey somma le gouvernement allemand de s'engager, avant minuit, à donner les mêmes

assurances que la France pour le respect de la neutralité belge. Le lendemain la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne.

Quoi qu'en pensent les politiciens, le bon droit violé a de belles revanches, même en politique. Les grandes iniquités se paient tôt ou tard. A elle seule, la force ne crée rien de durable. Devant l'invasion des nouveaux barbares sûrs de leur supériorité, il s'est formé une coalition plus puissante qu'eux. A son tour, le droit a la force pour lui.

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE EUROPÉENNE AU JOUR LE JOUR

(Juin-Août 1914)

L'ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND

Lundi 29 juin 1914.¹

L'abominable attentat consommé hier contre l'archiduc François-Ferdinand et sa femme est un crime politique. Ses deux auteurs, dont l'un a manqué son coup avec une bombe et dont l'autre a malheureusement réussi avec un revolver, sont des jeunes gens originaires de Bosnie et d'Herzégovine. Ils font partie de cette jeunesse exaltée serbo-croate qui conserve une rancune inexorable de l'incorporation de ces deux provinces dans la monarchie des Habsbourg. Depuis le fameux décret d'annexion du

1. Pour l'intelligence du texte, la date portée en tête de chaque article est celle du jour où le numéro du *Journal des Débats* a paru, et non celle du numéro lui-même qui, dans les journaux paraissant à Paris l'après-midi, est toujours la date du lendemain.

6 octobre 1908, l'excitation des esprits dans les populations serbo-croates n'avait cessé de se manifester. Tantôt ouvertement, tantôt dans des cercles fermés, elle apparaissait chaque jour. Au plus fort de la crise bosniaque, quand le sud-ouest de la monarchie était couvert de troupes et que régnait l'état de siège, on avait peine à la comprimer. La célébration du jubilé de diamant de l'empereur-roi, le 2 décembre 1908, ressembla dans les deux provinces annexées à une cérémonie funèbre. La reconnaissance de l'annexion par l'Europe, la démobilisation et la levée de l'état de siège ramenèrent la tranquillité matérielle; mais, moralement, le pays resta profondément troublé. Le scandale du procès d'Agram en 1909, où se révéla l'absence de scrupules, allant jusqu'au crime, des agents officiels du gouvernement, vint encore ranimer la fermentation des esprits.

L'imprudence de la politique orientale inaugurée par le baron d'Aehrenthal éclata encore davantage lors de la grande crise balkanique de 1912-1913. Les victoires des Serbes à Koumanovo et à Monastir furent

saluées dans toute la Slavie du sud de la monarchie des Habsbourg comme des victoires nationales. On cria : Vive la Serbie! jusque sur des bateaux autrichiens : on illumina à Raguse et à Spalato; l'émotion, l'enthousiasme furent incoercibles. On ne songea plus à cacher ses sentiments, on les afficha. Il y eut, on le sait, une seconde mobilisation et, de nouveau, la menace d'une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie pesa sur l'Orient. En ces circonstances, comme durant la crise bosniaque à la fin de l'hiver 1908-1909, beaucoup de personnes bien informées attribuèrent à l'archiduc François-Ferdinand des intentions belliqueuses. En fait, les organes de l'état-major général, dont les directeurs touchaient de près l'archiduc héritier, et les journaux politiques qui passaient pour recevoir les inspirations de ses confidents, poussaient de toutes leurs forces à la guerre. En 1908-1909, la *Danzer's Armee Zeitung* déclarait qu'il fallait « percer l'abcès purulent serbe » et, au besoin, exterminer le peuple serbe. En 1912-1913, le monde officiel de Vienne lançait la légende de la mutilation

du consul Prochaska par les Serbes afin de provoquer une rupture et de placer l'Europe devant les faits accomplis. On devine quelles angoisses, quels ressentiments éprouvèrent les Serbo-Croates, et ensuite quel orgueil, quand les traités de Londres et de Bucarest reconnurent solennellement la formation d'une Serbie agrandie. Avant 1908, une partie du monde serbe ne répugnait point à l'idée d'une grande Serbie dans l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise. Après 1909 déjà, plus encore après 1913, le monde serbe ne regarda plus que du côté de Belgrade.

A Vienne, on parut enfin sentir la nécessité de remplacer le régime de compression par une tolérance relative. En Croatie, où la dictature avait suspendu toutes les garanties constitutionnelles, on en rétablit quelques-unes. En Bosnie et en Herzégovine, on esquissa une apparence de régime représentatif. Ces atténuations du « despotisme éclairé » produisirent un assez bon effet sur l'ensemble de la population. Mais, d'une part, le coup porté au prestige de la domina-

tion habsbourgeoise était définitif et l'attraction vers la Serbie libre allait en s'accroissant; d'autre part, les concessions étaient tenues pour nulles et non avenues parmi les jeunes gens où l'on cédait plus aux entraînements du rêve qu'aux conseils de la raison. C'est dans ces derniers milieux qu'ont vécu les assassins de l'archiduc-héritier. On ne sait pas encore exactement quand et comment ils concurent l'attentat. Toutefois, il n'est pas très difficile de le deviner. Lorsqu'on apprit à Mostar et à Serajévo que l'archiduc-héritier allait venir en visite officielle dans les pays annexés, l'exaltation des jeunes révolutionnaires atteignit son paroxysme. Ils pensèrent sans doute à imiter le collégien croate qui avait tiré l'an dernier sur le ban. L'un des assassins d'hier avait été expulsé du lycée de Serajévo à cause de son mauvais esprit : il avait dû, depuis, méditer des projets de vengeance et probablement les faire partager à quelques camarades déséquilibrés comme lui.

L'assassinat d'hier est un crime horrible, injustifiable, inexcusable, et, lorsqu'on songe

qu'il eut aussi pour victime la duchesse de Hohenberg, noble femme de vie exemplaire, de haute intelligence et du caractère le plus élevé, on ressent une indignation plus forte encore. C'est une catastrophe de famille. Mais ce n'est point une catastrophe nationale. La mort imprévue de l'archiduc François-Ferdinand ne crée ni complication intérieure, ni danger extérieur. C'est une tragédie de plus dans le long règne dramatique du vénérable empereur François-Joseph ; elle ne comporte en soi ni affaiblissement de la monarchie, ni atteinte à la dynastie.

L'archiduc François-Ferdinand n'était pas né héritier du trône des Habsbourg. Il le devint seulement à la suite de la mort de l'archiduc Rodolphe, fils unique de François-Joseph et de l'impératrice Elisabeth, et de la renonciation de son père, l'archiduc Charles-Louis, frère du souverain. A ce moment, rien ne semblait devoir troubler l'ordre officiel de la succession. Ou bien l'archiduc François-Ferdinand se marierait et ses fils, s'il en avait, seraient appelés à lui succéder ; ou bien son neveu Charles-François-Joseph,

fils aîné de son frère cadet Othon, serait désigné après lui. Mais un événement anormal dans la maison d'Autriche se produisit : l'archiduc-héritier fit une mésalliance ; il épousa morganatiquement une jeune fille de maison non souveraine et dut renoncer par serment solennel, pour sa femme et sa descendance, à tous les « droits, titres, armoiries, priviléges, etc... qui appartiennent aux veuves *ebenbürtig* et à la postérité des archiducs issus de légitimes mariages ». Cette renonciation, entourée de toutes les garanties imaginables, fut enregistrée dans le statut de famille des Habsbourg. En Autriche, elle a toujours été considérée comme absolue et incontestable. En Hongrie, où le droit domestique des Habsbourg n'a pas la même force, le Parlement l'incorpora dans un statut du royaume (statut XXIV de 1900). Il y fut spécifié « que les enfants issus dudit mariage et leurs descendants ne posséderont aucun droit à succéder au trône dans les royaumes et les territoires représentés au Reichsrath (Autriche) ni, conséquemment, en vertu des statuts I et II (Pragmatique sanction) de 1723,

dans les territoires de la Couronne de Hongrie, et que les mêmes sont exclus de l'ordre de succession ».

Des stipulations aussi précises semblaient supprimer toute incertitude dans l'ordre successoral. Cela n'était pourtant pas tout à fait sûr. D'après certains jurisconsultes hongrois, les mariages morganatiques devaient produire en Hongrie, les mêmes effets que les mariages légitimes, et la duchesse de Hohenberg avait qualité pour devenir reine de Hongrie; quant aux enfants, une loi pouvait défaire ce qu'avait fait le statut XXIV de 1900. On voit quelles complications pouvait amener l'avènement de l'archiduc François-Ferdinand. Suivant toute vraisemblance, une fois monté sur le trône, le nouveau souverain aurait tenu à faire asseoir à ses côtés l'épouse de son choix; sans doute aussi aurait-il partagé le désir de sa femme de voir leurs fils reconnus comme héritiers présumptifs. Il aurait pu se faire délier de son serment religieux par le pape et de son engagement politique par le parlement hongrois. En Autriche, la combinaison se fut proba-

blement heurtée à des résistances invincibles ; en dépit de tout, l'archiduc Charles-François-Joseph y fut resté le seul héritier légitime du trône. C'eût été une source de difficultés inextricables.

C'étaient là des considérations d'avenir assez lointain. Cependant, au début du nouveau règne, elles eussent lourdement pesé sur le présent. Malgré la sincérité des regrets et la vivacité de la douleur que les peuples de l'empereur François-Joseph ressentent en ce moment pour l'assassinat de l'archiduc-héritier et de sa femme, ils trouvent donc une sorte de consolation dans la disparition des chances de conflits intérieurs qu'eût fait fatallement naître l'avènement du malheureux prince. L'archiduc Charles-François-Joseph, marié à la princesse Zita de Bourbon-Parme, et déjà père d'un jeune fils, est universellement aimé dans les deux moitiés de la monarchie. L'empereur-roi avait déjà pour lui une prédilection intime que les convenances politiques lui interdisaient de marquer. Il va désormais concentrer sur lui son affection et ses soins.

Dans le grand deuil où la tragédie d'hier plonge la famille impériale ainsi que toute la monarchie, tout le monde s'inclinera respectueusement devant le souverain octogénaire à qui la vie n'a épargné aucune épreuve, aucune douleur.

LE DRAME DE SERAJÉVO
ET L'OPINION EUROPÉENNE

Mardi 30 juin 1914.

Le double assassinat de Serajévo provoque une réprobation universelle qui trouve une expression indignée dans la presse de tous les pays. En présence de ce crime monstrueux, on ne peut songer tout d'abord qu'à maudire les assassins et à plaindre les victimes. A cet égard, le ton des journaux est irréprochable, même dans les pays où l'on avait eu le plus sujet de se plaindre de la politique de l'archiduc François-Ferdinand. En Serbie notamment, où l'on commémorait l'anniversaire de la bataille de Kossovo, les réjouissances publiques furent arrêtées spontanément à la première nouvelle de l'attentat ; on eût aussitôt l'impression que le lieu de l'assassinat et la personnalité des assassins, quoiqu'ils fussent sujets austro-hongrois,

pouvaient mêler la Serbie au drame et l'on observa l'attitude la plus digne. En Russie également, où la mobilisation autrichienne d'octobre 1912 a laissé d'amers souvenirs, le langage des journaux est parfait. Aussi en Italie, contre qui la victime d'avant-hier fit prendre à certains moments des précautions militaires suspectes, on n'a pas un mot déplacé; on ne laisse percer nulle part le soulagement intime causé [par la disparition d'un prince dont les sentiments pour l'Italie et les Italiens de l'Istrie-Dalmatie étaient tout au moins peu amicaux.

Le drame de dimanche n'éveillerait donc aucune préoccupation d'ordre international si l'on ne voyait éclater dans certains milieux autrichiens des intentions nettement agressives contre la Serbie. Certes, il est bien naturel que, sous le coup de la douleur et de l'émotion, les Autrichiens en général et les amis des victimes en particulier se laissent aller à des appréciations véhémentes, même injustes. On ne peut exiger en pareil cas le sang-froid et la modération de la part des personnes touchées au fond de leur cœur.

Mais il est une limite qui s'impose aux récriminations publiques contre les tiers. Cette limite vient malheureusement d'être dépassée. La *Reichspost*, qui passait justement pour l'interprète le plus fidèle des pensées de l'archiduc François-Ferdinand et dont l'influence est grande dans les milieux militaires, dirige aujourd'hui des menaces formelles contre la Serbie. Elle s'exprime comme si l'assassinat de dimanche avait été commis à Belgrade par des sujets du roi Pierre. Toujours aveugle sur les mouvements intérieurs dans la monarchie dualiste, elle s'obstine à chercher des causes extérieures au mécontentement des sujets de l'empereur François-Joseph. Elle s'en prend à la Serbie et à la Russie de l'irritation des Serbo-Croates. Elle croit trouver à Belgrade et à Pétersbourg les instigateurs de Cabrinovitch et de Prinzip.¹ Elle voit là une provocation directe et pousse son cri de guerre. « Nous avons, dit-elle, une défaite à réparer, nous avons à faire payer le meurtre de Serajévo à ses instigateurs. L'assassinat de notre archi-

1. Noms des deux assassins.

duc-héritier est pour nous l'avis que la onzième heure a sonné: nous attendons le coup de la douzième. »

Ce ne sont point là des divagations proférées dans une heure d'égarement. Ce sont des opinions froidement raisonnées. La *Reichspost* ne se borne pas à réclamer la guerre pour demain; elle exprime crûment le regret que ses exhortations à la guerre n'aient pas été suivies en 1909 et en 1912: « On n'a pas tenu compte, avoue-t-elle, de l'élan de l'armée qui, d'instinct, voulait se jeter sur la Serbie pour en finir avec cet État. » Il faut éclairer cette phrase à la lumière du fameux article du 25 février 1909 de la *Danzer's Armee Zeitung* (*Débats* du 1^{er} mars 1909) « Dès que nous jugerons le moment venu, disait l'organe de l'état-major général, la Serbie devra être combattue avec toute notre puissance, rapidement et sans ménagement. L'armée impériale devra se ruer de toutes parts, comme un ouragan, à l'assaut de l'insolent drôle et se déverser dans son pays comme un torrent... La création artificielle qui s'appelle royaume de Serbie représente

aujourd'hui un abcès purulent qui menace de tout infecter. Il doit être opéré... Quiconque cherche à soutenir la Serbie est notre ennemi. Nous sommes assez forts pour repousser de telles attaques et de tels protecteurs. Nous châtierons la Serbie, nous la conquerrons, nous la garderons... Si cela déplaît à quelqu'un, qu'il vienne donc! » Pour les gens de la *Reichspost*, de la *Danzer's Armee Zeitung*, etc., la morale publique n'existe pas. A leurs yeux, la fin justifie toujours les moyens. Peu leur importe la bassesse, l'odieux des moyens; ils ont uniquement en vue la fin, celle qu'ils placent au-dessus de tout, si contestable qu'elle soit pour tout autre qu'eux.

Allons-nous revivre les jours de mars 1909 où l'on fut à la veille d'une conflagration générale? Tous les hommes politiques doivent avoir présents à l'esprit en ce moment le récit sobre et pathétique de cette crise dans le livre de M. Henry Wickham Steed, correspondant du *Times* à Vienne pendant dix ans, et aujourd'hui *foreign editor* de ce journal: *La Monarchie des Habsbourg.*

M. Steed, dont les renseignements et la bonne foi sont au-dessus de tout soupçon, raconte comment le baron d'Aehrenthal fit publier, le 25 mars 1909, par le docteur Friedjung, dans la *Nouvelle Presse libre*, des documents faux, fabriqués à la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade, afin d'établir la « preuve » d'un vaste complot serbe et de justifier une subite invasion de la Serbie. « Si la Russie, dit M. Steed, n'avait retiré son appui à la Serbie à la suite de l'intervention de l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, le 24 mars 1909 — la veille de la publication de l'article de M. Friedjung, — il n'y aurait plus eu aucune chance de percer à jour les procédés d'Aehrenthal, car l'Autriche-Hongrie aurait envahi la Serbie et fait exécuter, en vertu de la loi martiale, les Serbo-Croates que les faux accusaient de haute trahison. » Les hommes dirigeants combinaient alors à Vienne, à tête reposée, des faux et des exécutions d'innocents en vue de déchaîner une guerre qu'ils jugeaient favorable à leurs intérêts. Il s'en est fallu de rien qu'ils missent l'Europe à feu et à sang

pour assouvir leurs ambitions et leurs haines. Est-ce bien à ces apologistes du crime profitable de joindre des menaces à leur indignation d'aujourd'hui ?

L'Autriche n'a jamais rien gagné au système de compression. L'entassement des patriotes italiens dans ses prisons ne l'a pas empêchée de perdre la Lombardie et la Vénétie. Elle ne sauvera pas sa Slavie du Sud-Ouest en incarcérant des multitudes de suspects et en terrorisant ses sujets serbes. Que ne songe-t-elle enfin à se faire aimer au lieu d'essayer de se faire craindre ! Un beau rôle, bien approprié à son caractère, s'offre à l'archiduc Charles-François-Joseph.

LE DRAME DE SERAJÉVO ET LE VERTIGE AUTRICHIEN

Mercredi 1^{er} juillet 1914.

Si la mort imprévue de l'archiduc François-Ferdinand n'est pas en soi de nature à jeter la monarchie dans des complications politiques, puisque la régularité de l'ordre successoral devient mieux assurée, il n'en est pas de même des circonstances qui l'entourent. Il apparaît de plus en plus clairement que les partisans de la grande politique viennoise, les hommes qui pressaient l'empereur François-Joseph en 1909 et en 1912 d'envahir la Serbie à l'improviste, saisissent avidement le prétexte du crime de dimanche pour reprendre leur campagne. On a lu hier les incitations de la *Reichspost*. Cet organe chauvin redouble ses coups aujourd'hui : il accuse tout le peuple serbe de Serbie du crime commis par deux sujets

de l'empereur-roi sous les yeux des troupes et de la police austro-hongroises. La *Militärische Rundschau* ne se gêne pas davantage, elle crie : à Belgrade ! Elle somme le gouvernement de Vienne de mettre directement en cause le gouvernement serbe, et elle conclut : « A la moindre tentative de nier ou de louoyer, notre seule réponse doit être enfin, enfin, la marche sur Belgrade ! » On revoit là le même mélange de cynisme et de férocité qu'au cours des deux dernières grandes crises orientales.

L'opinion européenne doit être avertie. Il faut qu'elle ne se laisse pas entraîner par le flux de fausses nouvelles qui, de Vienne et de Pest, va se répandre sur tout l'Occident. La complicité des autorités serbes dans l'attentat de dimanche est d'une invraisemblance extravagante. Rien, absolument rien ne justifie le plus léger soupçon en ce sens. On pourrait tout aussi bien prétendre que les assassins ont agi sur les instigations d'agents provocateurs autrichiens. Du moins l'existence de ceux-ci est certaine et il est matériellement prouvé qu'ils ont commis

des actes criminels en Serbie et en Croatie durant ces cinq dernières années. Ne pourrait-on pas également s'étonner que, malgré l'avertissement de la première bombe, les troupes et la police qui garnissaient les rues de Serajévo n'aient pu prévenir le second attentat? Il est difficile de pousser l'inecurie, on pourrait dire la stupidité, plus loin que ne l'ont fait les personnes chargées de veiller sur la vie de l'archiduc héritier et de sa femme. Les accusations empoisonnées contre la Serbie se trompent d'adresse.

Parmi les informations tendancieuses mises en circulation ce matin, il en est une surprenante. On annonce que les gouvernements serbe et monténégrin avaient résolu de publier, le dimanche 28 juin, jour anniversaire de la bataille de Kossowo, et jour de l'attentat, leur intention de proclamer l'unité des deux royaumes. La nouvelle de l'assassinat de l'archiduc héritier et de sa femme aurait fait ajourner cette proclamation. L'inavraisemblance de la nouvelle saute aux yeux. Si la proclamation avait été décidée pour dimanche, elle aurait

eu lieu dans la matinée ou tout au moins au commencement de l'après-midi, avant l'heure de l'assassinat, avant l'heure où l'assassinat a été connu à Belgrade. Elle aurait eu lieu simultanément à Belgrade et à Cettigné. Or, ni à Belgrade, ni à Cettigné, où la nouvelle du drame est parvenue plus tard qu'à Belgrade, il ne s'est rien passé. Le roi de Monténégro, qui se trouvait à Munich ces jours-ci, était en voyage; le prince Danilo est également absent du royaume; le roi de Serbie est aux bains de Vrania. Comment, en l'absence de ces princes, eût-on exécuté pareille décision?

La nouvelle lancée ce matin est donc manifestement erronée. Quant au dessein de la Serbie et du Monténégro de s'unir un jour, il est bien au fond du cœur des deux peuples, qui sont de même race, de même langue, de mêmes moeurs et de mêmes sympathies politiques. Mais les gouvernements n'ont nullement l'intention de proclamer l'unité. Nous sommes autorisés à le déclarer formellement. Le voudraient-ils, que des considérations dynastiques les arrêteraient

aujourd'hui. Ils veulent laisser agir le temps. Avant la fusion des dynasties et des royaumes, si elle doit s'opérer, il y aura la fusion des esprits et des institutions. Et contre cela, personne n'aurait le droit de protester.

LES ABERRATIONS DE L'OPINION EN AUTRICHE

Jeudi 2 juillet 1914.

Les nouvelles d'Autriche-Hongrie ne sont pas meilleures aujourd'hui. Non seulement à Serajévo et en Bosnie-Herzégovine, mais encore en Croatie et jusqu'à Vienne, on signale des excès commis contre la population serbe, des manifestations violentes contre la Serbie. En Croatie, le parti Frank, qui s'est couvert d'opprobre durant le fameux procès d'Agram, prend une revanche sauvage contre ses anciennes victimes ; il profite de la complaisance de la police pour opérer lui-même contre les adversaires que ses machinations de 1908 et de 1909 n'ont pas réussi à faire exécuter. Dans cette frénésie, les catholiques militants rivalisent avec les musulmans. Pour qui connaît le caractère musulman, il est hors de doute que les

mahométans de Bosnie et d'Herzégovine n'ont pu se livrer à des actes de violence contre les orthodoxes qu'avec la complicité, sinon les encouragements de certaines autorités locales. Tout cela produit une fermentation qui, finalement, tournera contre les intérêts de la monarchie dualiste. Les aveugles sont seuls à ne pas s'en apercevoir. Les pitoyables représailles exercées aujourd'hui contre une multitude d'innocents se payeront cher plus tard.

On semble avoir perdu dans certains milieux toute faculté de raisonnement. C'est ainsi qu'on incrimine violemment le gouvernement et la police serbes sous prétexte qu'on aurait découvert de nouvelles bombes à Serajévo. Suivant les autorités de cette ville, y compris l'archevêque catholique, on aurait trouvé des bombes jusque sur les branches des arbres le long de la route que devait suivre l'archiduc François-Ferdinand ; il y aurait eu deux bombes sous la table de la salle à manger où devait déjeuner l'archiduc ; il y en aurait eu encore dans la cheminée de sa chambre à coucher. Ainsi on aurait

placé des bombes tout le long des routes et l'on en aurait semé les appartements de l'archiduc, dans un pays couvert de troupes austro-hongroises où la police surveille le moindre geste des simples touristes, et ce serait la faute de la Serbie ! C'est encore plus grotesque qu'odieux.

L'affolement des cercles militaires et clériaux d'Autriche-Hongrie tend malheureusement à se propager en Allemagne sous une autre forme. La *Germania* met en cause « la nationalité serbe tout entière » et l'entourage du roi Pierre lui-même; elle incite l'Autriche à demander à la Serbie « des garanties contre le retour de pareilles monstruosités en exigeant le concours de la police hongroise sur le territoire serbe ». Le *Berliner Tageblatt*, qui ne partage pourtant point d'ordinaire les passions de la centriste *Germania*, voit dans l'attentat de Serajévo « une affaire internationale ». A son avis, l'Autriche a le droit d'entreprendre des démarches diplomatiques de nature à lui « garantir la loyauté future de son voisin serbe ». Des garanties pour l'avenir ! Cela sonne singu-

lièrement dans les colonnes d'un journal allemand. Si le cabinet de Vienne s'abandonnait à pareille imprudence, les pires complications seraient à craindre. Certainement la Serbie ne serait pas laissée en tête-à-tête avec l'Autriche dans des conversations où son indépendance serait en jeu ; le langage de la presse russe ne laisse aucun doute à ce sujet.

APRÈS LE DRAME DE SERAJÉVO

Lundi 6 juillet 1914.

Les deux victimes du drame de Serajévo reposent aujourd'hui dans le caveau funéraire du château d'Artstetten, que l'archiduc François-Ferdinand avait fait construire afin de n'être point séparé par la mort de l'épouse de son choix à qui les rigueurs de l'étiquette devaient fermer la crypte de l'église des Capucins. Pendant les tristes journées écoulées depuis le 28 juin jusqu'aux obsèques de l'archiduc héritier et de la duchesse de Hohenberg, l'empereur François-Joseph et la nation austro-hongroise ont reçu de toutes parts les marques les plus touchantes de sympathie. Tout le monde a compris l'étendue de la perte éprouvée par le monarque et la monarchie ; tout le monde s'est associé à la douleur du vénérable sou-

verain et aux regrets de ses peuples. Toutefois, si cruelle que fût la brusque disparition de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, ce n'était point, nous l'avons dit, une catastrophe nationale. Elle n'est point comparable à la mort de l'archiduc Rodolphe. Elle ne trouble point l'ordre de succession au trône. Un autre héritier est naturellement désigné pour remplacer le prince tombé sous les balles d'un assassin, et cet héritier, qui a l'âge d'homme, donne les plus belles promesses. Enfin, pour tout dire, l'archiduc François-Ferdinand ne jouissait d'une véritable popularité que dans les cercles militaires, tandis qu'il inspirait des sentiments sensiblement différents dans d'autres milieux, à Vienne même. La perspective de son avènement n'était point sans éveiller d'appréhensions parmi les hommes politiques les plus attachés à la dynastie, jusque chez les anciens libéraux allemands. Il n'y a donc pas lieu, pour les sujets de l'empereur-roi, de concevoir aujourd'hui des inquiétudes qui seraient hors de proportion avec l'importance politique de l'événement,

ni de confondre le deuil d'une mort déplorable avec le sort de la monarchie. Les coups de revolver de Prinzip n'ont point ébranlé le trône des Habsbourg.

L'empereur François-Joseph a sans doute cru qu'il ne serait pas sans péril de laisser l'opinion publique s'égarer trop longtemps dans le découragement et la colère. Quoique accablé sous l'affliction, il a trouvé le courage d'adresser aux présidents des Conseils d'Autriche et de Hongrie et au ministre commun chargé de l'administration de la Bosnie-Herzégovine — les deux provinces annexées en 1908 sont, en effet, placées sous la souveraineté directe de l'empereur-roi sans relever ni de la Cisleithanie, ni de la Transleithanie — une lettre de la plus haute inspiration, où les choses sont remises au point. Un ordre du jour impérial à l'armée et à la marine a paru en même temps. On a lu dans les *Débats* d'hier ces deux documents.

Post-Scriptum. — Voici le texte de la lettre autographe de l'empereur-roi à ses ministres :

« Je me sens profondément ébranlé et reste sous

l'impression du fait tragique qui a emporté mon neveu bien-aimé au milieu de la tâche à laquelle il s'était consacré avec un vif sentiment du devoir et qu'il accomplissait aux côtés de sa courageuse femme qui persista à se tenir fidèlement près de lui dans une heure de danger. Cet événement m'a plongé, moi et ma Maison, dans le deuil le plus douloureux. Si quelque chose peut alléger cette amère douleur, c'est certainement les preuves sans nombre de chaleureuse sympathie et de sincère compassion qui, ces jours derniers, me sont venues de tous les milieux de la population. Une main criminelle m'a privé d'un parent qui m'était cher, d'un collaborateur fidèle, a enlevé à des enfants d'un âge tendre et à peine élevés, qui avaient besoin de leurs protecteurs naturels, tout ce qui leur était cher sur la terre, et a amoncelé sur leurs têtes innocentes un malheur sans nom.

« *Le vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur ne saurait cependant ébranler les liens sacrés qui nous unissent, moi et mes peuples ; il ne peut atteindre les sentiments d'affection profonde qui ont été manifestés à nouveau d'une manière si touchante envers moi et envers ma Maison, régnant depuis des siècles.* Pendant soixante-cinq ans j'ai partagé avec mes peuples la tristesse et la joie, songeant toujours, même dans les heures les plus difficiles, à mes devoirs élevés, à ma responsabilité pour le sort de millions d'hommes dont j'aurai à rendre compte au Tout-Puissant.

« *La nouvelle et douloureuse épreuve qu'il a plu à la décision insondable de Dieu de m'infliger, à moi et aux miens, affirmera en moi la résolution de persister jusqu'à mon dernier soupir dans la voie*

reconnue comme la meilleure pour le bien de mes peuples, et, si je puis un jour transmettre à mon successeur le gage de leur affection comme un legs précieux, ce sera là la plus belle récompense de ma sollicitude paternelle à leur égard. Je vous charge de notifier à tous ceux qui, dans ces jours de douleur, se sont serrés avec une fidélité et un dévouement éprouvés autour de mon trône mes remerciements les plus vivement sentis.

« FRANÇOIS-JOSEPH. »

Voici d'autre part le texte de l'ordre du jour impérial à l'armée et à la marine.

« Son Altesse impériale et royale, l'archiduc François-Ferdinand, général de la cavalerie, amiral et inspecteur général de toutes nos forces armées, a succombé à un attentat abominable commis contre sa vie. Plongé dans l'affliction la plus profonde, je déplore, avec tous les membres de mon armée et de ma flotte, la perte du défunt, dont l'activité s'employait justement à remplir les devoirs militaires qui lui étaient chers. Son dernier ordre du jour est adressé aux braves troupes qui, en Bosnie et en Herzégovine, s'efforcent avec fidélité et joie d'atteindre le plus complet entraînement.

« Pour élevée qu'était la situation que j'avais donnée au défunt archiduc, sa conception des tâches qu'il avait acceptées n'était pas moins élevée. C'est au milieu de l'accomplissement joyeux de son œuvre qu'il nous a été enlevé. Nous nous inclinons avec mélancolie devant la volonté insondable du Tout-Puissant qui a exigé une si haute victime de moi, de mes troupes de terre et de mer.

et de la patrie. Cependant je ne renonce pas à l'espoir d'un avenir prospère, car je suis convaincu que, dans toute situation difficile devant laquelle nous pourrions nous trouver, l'Autriche-Hongrie peut compter pour sa défense sur son armée et sa flotte inébranlablement fidèles à leur devoir.

« FRANÇOIS-JOSEPH. »

LES CONSÉQUENCES DU DRAME DE SERAJÉVO

Samedi 11 juillet 1914.

Il est curieux de suivre en ce moment la presse austro-hongroise. Les journaux qui, dès le lendemain du drame du 28 juin, ont fait campagne contre la Serbie saisissent chaque jour le moindre prétexte pour préconiser la politique de représailles. Régulièrement une note officieuse vient avertir le public que cette politique n'est point celle du gouvernement. Les journaux en question baissent un jour leur ton ; mais, le lendemain, ils reviennent à la charge à propos de n'importe quoi. Tout d'abord le gouvernement de Vienne a désavoué tout projet de rendre la Serbie responsable à un titre quelconque de l'assassinat de l'archiduc-héritier et de sa femme par deux jeunes gens de Bosnie-Herzégovine.

Puis il a démenti l'intention de faire procéder à une enquête en Serbie par des agents austro-hongrois. Ensuite, l'empereur François-Joseph a remercié lui-même, dans une lettre publique, le prince de Montenuovo de la fidélité avec laquelle il s'était ponctuellement conformé à ses instructions pour les obsèques des deux victimes du 28 juin, alors que des articles indignés accusaient le grand maître de la cour d'avoir volontairement diminué l'éclat des cérémonies funèbres de Vienne et d'Artstetten. Hier, enfin, une note officieuse déclarait que les informations publiées au sujet de l'audience accordée par l'empereur-roi au comte Berchtold à Ischl étaient « dénuées de tout fondement authentique ».

Cela prouve deux choses. D'une part, les amis personnels du malheureux archiduc assassiné ont organisé une sorte de Fronde ; d'autre part, les membres du parti clérico-militaire prennent leurs désirs pour des réalités et tentent de forcer la main au souverain en annonçant comme des résolutions fermes du gouvernement leurs propres pro-

jets. A tort ou à raison tous ces personnages comptaient sur l'archiduc François-Ferdinand pour inaugurer dans la monarchie « un nouveau cours », celui de la manière forte. Aujourd'hui, après la brusque disparition de l'homme en qui ils avaient mis leurs espoirs, ils se cramponnent à leur système et entraînent avec eux les esprits impulsifs ou incertains. Ils ne se bornent point à prêter leurs idées aux ministres dirigeants ; ils les prêtent aussi aux grandes puissances. C'est ainsi que les dernières dépêches de Vienne nous informent que les puissances de la Triple Entente se joindront à l'Autriche-Hongrie pour adresser des observations au Cabinet de Belgrade. Décidément le goût de la contre-vérité semble le trait dominant des polémistes austro-hongrois. On remarque avec plaisir que la *Zeit* fait exception dans ce concert de mensonges. Par contre, ceux-ci ont trouvé en Allemagne un écho généralement favorable. L'assassinat de l'archiduc semble avoir provoqué un désappointement plus cruel dans certains milieux de Berlin qu'à Vienne même. Quels

qu'aient été les résultats de l'entrevue de Konopischt, il paraît certain que Guillaume II avait combiné avec l'archiduc François-Ferdinand diverses mesures de préparation militaire.

Heureusement, dans la tristesse de son deuil, l'empereur François-Joseph n'a perdu ni le sang-froid, ni le jugement, ni l'autorité. Par deux fois déjà il est intervenu personnellement pour remettre les choses au point. Il ne se laissera distraire de son devoir de monarque et d'honnête homme ni par les cabales de cour, ni par les excitations de la presse. D'ailleurs, il doit maintenant être exactement informé de ce qui s'est passé à Serajévo, et cela ne fait pas honneur aux agents de son gouvernement. Des informations qui nous parviennent de témoins oculaires il résulte ceci : les excès de toute sorte commis contre la population orthodoxe de Serajévo, ont été organisés par la police de la ville ; il en a été très vraisemblablement de même dans les autres localités de Bosnie et d'Herzégovine.

L'assassinat eut lieu le 28 juin, un peu

avant midi. Toute la journée se passa sans troubles. Il est donc absolument faux de dire que les pillages et les excès furent commis par une foule surexcitée par l'attentat. C'est le lendemain 29 seulement que des bandes d'individus louches, rôdeurs des faubourgs, gens sans travail et enfants de la rue, accompagnés par des agents de police, se mirent à manifester, à piller, et à assommer les orthodoxes qui osaient défendre leurs maisons ou leurs biens. Ces individus, armés de couteaux, de haches et de revolvers, étaient assez peu nombreux, au plus trois ou quatre cents en tout. Il eut été facile de les rendre inoffensifs. Bien au contraire, la police les protérait ; elle arrêtait et « passait à tabac » les propriétaires pillés. Elle laissait emporter sous ses yeux le mobilier, l'argenterie, les bijoux. Ce fut un véritable « pogrom », et les apologistes de ces horreurs furent précisément les journaux de Vienne et de Pest qui flétrissent les pogroms russes, les mêmes qui jettent feu et flamme chaque fois qu'on fait courir le bruit qu'on touche à un cheveu de la tête d'un israélite en Roumanie — où les

juifs prospèrent dans une tranquillité qu'en-vient beaucoup de chrétiens sujets de la monarchie dualiste. Il faut dire encore que les manifestants de Serajévo se vantaient publiquement d'avoir reçu chacun cinq cou-ronnes pour la belle besogne confiée à leurs soins. Il s'agissait de montrer à l'Europe que la masse de la population bosniaque était hostile aux Serbes et l'on ne boudait point devant la dépense. Tels sont les procédés de l'administration qui était chargée de veiller à Serajévo sur la vie de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg.

LA POLITIQUE ALLEMANDE

D'APRÈS LE PRINCE DE BÜLOW

Vendredi 17 juillet 1914.

Quelque temps après la publication des Mémoires du prince de Hohenlohe, son successeur déclara au Reichstag : « Je n'écris pas de Mémoires. » En effet, l'ouvrage du prince de Bülow dont M. Maurice Herbette présente aujourd'hui au public français une fidèle traduction sous le titre *La politique allemande* n'a rien de commun avec des Mémoires. C'est un chapitre — un fort chapitre — extrait d'une grande publication parue ce printemps à l'occasion de la vingt-cinquième année de règne de l'empereur Guillaume II : *L'Allemagne sous l'empereur Guillaume II*. Le quatrième chancelier allemand y expose, avec l'autorité des hautes fonctions qu'il a remplies et l'expérience

d'une longue carrière passée dans l'intimité des plus grands personnages, ce qu'a été et ce que doit être la politique allemande. On chercherait en vain la moindre révélation, ou même une de ces indiscretions où se complaisent les hommes d'Etat tombés du pouvoir. Le prince de Bülow s'attache seulement à expliquer à ses compatriotes comment et pourquoi la politique continentale suivie par le premier chancelier, fondateur de l'empire, s'est lentement transformée en une politique mondiale.

La caractéristique de l'ouvrage est le soin mis par l'auteur à inculquer au lecteur l'idée que cette transformation n'est point une déformation, mais la continuation logique de l'œuvre bismarckienne. Tous les observateurs politiques avaient reconnu sans peine dans le prince de Bülow un disciple respectueux et enthousiaste de Bismarck. Aucun d'eux n'a pu se méprendre sur les raisons qui l'ont guidé aux moments les plus critiques de son ministère de douze ans (1897-1909). Si, durant cette période mouvementée, l'Allemagne s'engagea dans la voie

des acquisitions coloniales et dans la construction d'une puissante flotte de guerre, ce ne fut point par dérogation aux traditions du chancelier de fer; ce fut au contraire afin de faire produire à sa politique ses résultats naturels : « L'unité politique, nous dit le prince de Bülow, n'a pas été la conclusion de notre histoire ; elle est devenue le début d'un nouvel avenir. Placé au premier rang des puissances européennes, l'Empire allemand a repris une part entière à la vie de l'Europe. » Bismarck avait montré les voies nouvelles en parcourant les anciennes jusqu'à leur terme : « Son travail à lui nous a, à proprement parler, ouvert les portes de la politique mondiale. Ce n'est qu'après l'unification et l'affermissement politique de l'Allemagne que les entreprises économiques des Allemands pouvaient prendre des proportions mondiales... Si, dans nos nouvelles directions de politique mondiale, nous nous écartons de la politique européenne du premier chancelier, il n'en reste pas moins avéré que les entreprises de politique mondiale au vingtième siècle sont la suite logique des

entreprises de la politique continentale qu'il a menées à bien. »

L'instrument nécessaire de la nouvelle politique, c'est une flotte de guerre. Avec ses dix-neuf ou vingt milliards de commerce extérieur qui en font la seconde puissance commerciale du monde, avec sa population sans cesse croissante, avec ses usines qui dévorent des amas de matières premières venues de l'étranger et renvoient aux quatre coins du monde les produits fabriqués les plus divers, l'Allemagne doit posséder une marine de guerre capable d'assurer, en face des nations concurrentes, la liberté de circulation maritime d'où dépendent l'existence de ses ouvriers et le fonctionnement de ses usines.

Le poids qui pesait sur les cœurs allemands, dit le prince de Bülow, depuis la rupture entre celui qui portait la couronne impériale et le colosse qui était allé chercher cette couronne au fond du Kythæuser, ne pouvait disparaître qu'à une condition : c'est que le peuple allemand, à qui manquaient à cette époque des espérances et des désirs communs, se vit fixer un but nouveau par son empereur, et qu'on lui montrât

une place à prendre au soleil, place à laquelle il avait droit et vers laquelle il lui fallait diriger ses efforts. Mais le sentiment patriotique ne devait pas non plus déborder et troubler de façon irrémédiable nos rapports avec l'Angleterre, contre laquelle notre force défensive sur mer était encore, pour de longues années, tout à fait insuffisante ; car en 1897, comme l'a dit, à cette époque, un juge compétent, nous étions encore sur mer, vis-à-vis de l'Angleterre, comme du beurre au soleil. Rendre possible la création d'une flotte suffisante était la première et grande tâche de la politique allemande post-bismarckienne, tâche immédiate devant laquelle je me vis placé moi-même, lorsque, le 28 juin 1897, à Kiel, sur le *Hohenzollern*, à la même date et au même endroit où, douze années plus tard, je demandai mon congé, je fus chargé par S. M. l'Empereur de la direction des affaires étrangères.

Le prince de Bülow ne dissimule point qu'une de ses préoccupations essentielles pendant ses douze années de pouvoir fut de prévenir un conflit avec l'Angleterre avant le moment où la flotte allemande serait de taille à se mesurer avec celle de la reine des mers. Cela explique bien des choses que ne com-

prit point naguère une grande partie du public européen. L'Allemagne ne voulut point saisir de prétendues « occasions », c'est-à-dire pousser à fond certaines prétentions, de crainte d'une rupture avec l'Angleterre. Aux yeux du quatrième chancelier comme à ceux des Allemands vraiment politiques qui se servent volontiers du pangermanisme sans céder à ses excitations, les avantages d'une nouvelle guerre étaient hors de proportion avec les risques si l'Angleterre était contre l'Allemagne. Si la flotte en voie de formation était détruite, c'en était fait de la politique de l'Allemagne. Des victoires sur terre n'eussent pas compensé un désastre sur mer. De nouveaux agrandissements continentaux eussent provoqué fatalement une coalition et celle-ci eut finalement triomphé avec l'appui d'une Angleterre maîtresse des mers. Le grand règlement ne doit venir que lorsque l'Allemagne, soit seule, soit avec des flottes alliées, se croira sûre de renverser l'hégémonie maritime britannique. Il faut donc prendre patience.

A plusieurs reprises, le prince de Bülow

laisse percer dans son livre le soulagement qu'il ressentit en voyant s'arranger à l'amiable des différends entre les Cabinets de Londres et de Berlin. « Notre méthode politique, dit-il, n'est pas celle du marchand qui spéculé à tout risque, mais plutôt celle du paysan aux allures pondérées qui, ses semaines faites avec soin, attend sans impatience la moisson. »

Au moment de la guerre des Boërs, les semaines venaient à peine d'être faites; l'Allemagne eût mangé son blé en herbe si elle était intervenue.

Grâce au calme de notre attitude pendant la guerre des Boërs, nous avons émoussé la surexcitation qui régnait en Angleterre depuis le télégramme à Krüger et, par la suite des temps, nous n'avons fourni à l'Angleterre aucun prétexte d'arrêter notre bras pendant la construction de notre flotte. D'autre part, l'attentif entretien de la Triplice nous a évité les heurts avec la Duplice, heurts qui auraient retardé la construction de notre flotte. Entre l'entente anglo-française et la Duplice, nous avons dû suivre un chemin étroit, qui se rétrécit encore lorsque l'entente anglo-française s'élargit en Triple-Entente; ce n'est que grâce à des précautions

infinies que ce chemin resta praticable, lorsque l'Angleterre nous enveloppa d'un réseau d'alliances et d'ententes. Lorsque enfin, pendant la crise bosniaque, l'horizon international s'éclaircit, lorsque la puissance continentale de l'Allemagne déchira le filet de l'encerclement, nous avions déjà franchi dans la construction de notre flotte la période de préparation.

* * *

Mais, si la flotte de guerre est indispensable, elle ne constitue pas l'unique instrument de la grandeur allemande.

Nous ne devons jamais oublier que c'est l'affermissement de notre position de grande puissance en Europe qui nous a rendu possible la transformation de notre activité nationale en activité mondiale, de notre politique continentale en politique mondiale. Cette politique mondiale allemande est basée sur notre politique européenne. A l'instant même où le solide fondement de la puissance européenne de l'Allemagne viendrait à chanceler, l'édifice de notre politique mondiale ne se maintiendrait plus. On peut imaginer le cas où un échec de politique mondiale laisserait intacte notre situation européenne, mais on ne peut concevoir qu'une perte

cruelle de puissance et de prestige en Europe n'ait pas pour conséquence un ébranlement correspondant de notre situation politique mondiale. Nous ne pouvons faire de politique mondiale que sur la base de la politique européenne. Le maintien de notre forte position sur le continent est encore aujourd'hui, comme à l'époque bismarckienne, le commencement et la fin de notre politique nationale. Bien que, en obéissant, dans notre politique mondiale, à nos besoins nationaux, nous soyons allés plus loin que Bismarck, nous n'en serons pas moins toujours obligés de maintenir les principes de sa politique européenne comme un sol inébranlable sous nos pieds.

C'est pour maintenir cette forte position sur le continent, plutôt que pour être agréable à Vienne, que le prince de Bülow jeta l'épée allemande dans la balance européenne au moment de la crise bosniaque. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie n'avait rien pour plaire à l'Allemagne ; elle risquait de la brouiller avec la Turquie et d'entraîner un démembrement plus large de cette puissance sur qui elle comptait comme appoint éventuel contre la Russie.

Mais le prince de Bülow crut deviner, à travers les résistances de la Triple-Entente à la reconnaissance de l'annexion, une nouvelle tentative de ce qu'il appelle l'encerclement de l'Allemagne. Il se flatte aujourd'hui d'avoir marqué en 1909 la fin de la politique d'encerclement en obligeant la Russie à reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Ou du moins il le dit. Mais il n'est pas sûr que sa satisfaction soit sans mélange. Le « succès diplomatique » de 1909 a été suivi des plus pénibles déceptions. Enhardi par une résistance de six mois et par les concessions forcées de l'Autriche à la Turquie et à l'Europe, le monde serbe, celui de la Serbie libre et celui de la Slavie austro-hongroise, a conçu de vastes espoirs. Pressée de prendre sa revanche, la Russie a préparé les accords balkaniques qui, après deux guerres où le Cabinet de Vienne a éprouvé de cruelles mortifications, ont abouti à un remaniement complet de la péninsule balkanique. En dépit des missions militaires et des commandes de matériel, la Turquie d'aujourd'hui n'est plus pour l'Allemagne la

Turquie d'Abdul Hamid. La Roumanie s'est échappée de l'attraction viennoise. La Serbie a doublé son territoire et décuplé son prestige. La Grèce s'est agrandie encore davantage et l'anarchie albanaise la met en conflit avec l'Italie, l'autre alliée de l'Allemagne. Tout cela découle directement de l'affaire bosniaque. Non, le prince de Bülow n'a pas exprimé toute sa pensée en disant au peuple allemand que la sommation du comte Pourtalès « a déchiré les mailles du filet qui nous enveloppait ». Autrement, comment expliquerait-il les nouvelles lois militaires proposées coup sur coup par son successeur ?

* * *

Le prince de Bülow est un bon allié. Il n'avance pas un mot de nature à diminuer dans le peuple allemand la foi dans les alliés de l'Allemagne. Comme il défend l'Autriche-Hongrie dans l'affaire bosniaque, il défend l'Italie dans les affaires marocaine et tripolitaine. Suivant lui, le gouvernement italien s'est comporté en fidèle second à la Conférence d'Algésiras : « En fait, les délégués

italiens ont voté avec les puissances occidentales et contre nous dans certaines questions plus ou moins accessoires... *Dans d'autres questions plus importantes*, l'Italie a soutenu à Algésiras notre point de vue et la fait triompher ». De même, dit l'ancien chancelier, une partie de la presse allemande a mal jugé au début l'entreprise de Tripolitaine « qui fournit au peuple italien l'occasion de donner une preuve éclatante de sa patriotique solidarité et de son unité morale ». Sur ce point, l'auteur glisse rapidement. Plus loin, il aborde de front la question de l'alliance italienne elle-même. Ici, il faut tout citer :

Il y a des politiciens qui hésitent à attribuer une vraie valeur à la présence de l'Italie dans la Triple Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donné la loyauté des facteurs dirigeants de l'Italie et l'intelligence politique du peuple talien, ils ne démontreraient pas absolument

que la participation de l'Italie à la Triple Alliance est dénuée de valeur. Même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux conséquences extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous, nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres. C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le drapeau italien et un tambour auprès de lui, fit face à l'Ouest, c'est-à-dire vers la France, et non à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre.

Quant à la Russie, le prince de Bülow en parle sachant qu'il s'adresse surtout à un public allemand. Il serait probablement étonné lui-même que le public étranger prît au sérieux son apologie discrète des roue-

ries de Bismarck à l'égard d'Alexandre III et son affirmation « qu'il n'était pas dans l'intention de la politique allemande de détrancher la Russie de la France ». Il vaut mieux en arriver tout de suite aux passages consacrés à la France.

Ici, l'on retrouve l'homme d'Etat. L'auteur est séparé de nous par une conception radicalement différente de ce que devait être le dénouement diplomatique de la guerre de 1870. Hanté par le souvenir de Louis XIV et de Napoléon I^{er}, le prince de Bülow soutient que la sécurité de l'empire allemand reconstitué commandait l'annexion de l'Alsace-Lorraine. C'était d'après lui une nécessité nationale. De bons juges étrangers, comme M. Morton Fullerton, croient au contraire que l'Allemagne victorieuse eût agi plus habilement en concluant rapidement la paix après avoir conquis son unité, sans exiger de sacrifices territoriaux laissant au cœur des vaincus une blessure inguérissable. Cette opposition de vues une fois constatée, il convient d'admettre que le quatrième chancelier allemand s'explique franchement. Il

ne s'attarde pas à prêcher un vain rapprochement qui serait, nous l'avons dit souvent ici, une simple étape de la France vers la vassalité. Il traite de niaiserie maladive « l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine ». Et plus loin : « Les déclamations indignées sur l'incorrigibilité de la France sont aussi insipides que les vaines tentatives de racolage. » Le mot est dur pour l'ancien maître du « cher Bernard ». Mais le prince de Bülow voit les choses en face. Il nous juge courtoisement. Il analyse impartialément nos sentiments. Il nous croit impossibles à gagner par de belles paroles et il le dit. Il croit aussi que la défaite de 1870 « n'a pas brisé la force que peut avoir pour une nouvelle ascension ce peuple d'une merveilleuse élasticité », et il prémunit ses compatriotes contre ce danger. Peut-être même est-ce là le but final des compliments qu'il nous adresse : l'Allemagne doit toujours s'armer de manière à rester la plus forte.

La pénétration française au Maroc apparut

au prince de Bülow comme l'une de ces tentatives d'ascension dont il nous estime capables. C'est pourquoi il pressa Guillaume II en 1905 de débarquer à Tanger. Il revendique la responsabilité de cette initiative. Il reconnaît aussi qu'il se préoccupa moins à Algésiras d'acquérir des avantages pour l'Allemagne que de « tirer le verrou » sur les velléités de tunisification du Maroc. Il rejette nettement l'objection qu'il eût mieux fait, après la retraite de M. Delcassé, de chercher une entente directe avec la France. D'après lui, Guillaume II ne pouvait céder sur le Maroc sans perdre la face aux yeux des Turcs et des musulmans : ne leur avait-il pas solennellement promis en 1908, à Damas, l'amitié éternelle de l'empereur d'Allemagne ? Le baron de Marschall était du même avis, paraît-il. Il disait en 1905 au chancelier : « Si nous livrons le Maroc en dépit de Damas et Tanger, nous perdons d'un coup notre position en Turquie et, avec elle, les avantages et les perspectives d'avenir que nous nous sommes acquis péniblement par de longues années de labeur. » Cette

considération fut sans doute pour quelque chose dans les décisions de Guillaume II et de son conseiller. Elle ne fut pas la plus importante.

Reportons-nous plutôt à cet autre passage du livre où se trouve la pensée de derrière la tête de l'auteur. « Les résolutions de la Conférence d'Algésiras étaient aussi un grelot que nous pourrions agiter à notre gré si la France manifestait encore des velléités de ce genre. » L'accord marocain du 9 février 1909 laissa subsister les grelots de 1906 et y ajouta quelques autres, accrochés à la promesse d'association d'intérêts. La convention du 4 novembre 1911 ne les a pas tous supprimés. Nous entretenons près de cent mille soldats au Maroc et nous y dépensons 250 millions par an pour ouvrir l'empire chérifien au commerce international. Mais notre protectorat est garni de grelots que l'Allemagne se réserve d'agiter au bon moment: « Le nombre des problèmes que nous avons résolus depuis 1870 est faible, dit en concluant le prince de Bülow, à côté de ceux qui attendent encore leur solution ». Pour nous Fran-

çais, veillons à ce que l'Allemagne ne soit pas tentée de résoudre ces derniers problèmes en secouant sur nous les grelots des disciples de Bismarck.

LES TOASTS DE PETERHOF

Mardi 21 juillet 1914.

Les toasts prononcés hier soir au dîner de gala donné au palais de Peterhof en l'honneur du président de la République ne provoqueront en Europe ni surprise, ni émotion. Le rapprochement franco-russe date de 1891, et la convention militaire qui transforma cette entente en alliance a été signée il y a un peu plus de vingt ans. Durant ce long espace de temps, les chefs des deux États amis et alliés ont eu l'occasion de se dire et de dire à l'Europe, à l'occasion de leurs rencontres périodiques, tout ce que les deux pays ressentaient l'un pour l'autre et tout ce que les autres États devaient savoir. En faisant appel à sa mémoire, chacun pourra constater que les toasts solennels prononcés en France et en Russie ont toujours fidèlement reproduit les

sentiments et les intentions des deux gouvernements alliés et qu'ils n'ont jamais donné à espérer ou à craindre des événements qui n'entraient point dans les desseins des auteurs ou des continuateurs de l'alliance. Entre Paris et Pétersbourg, on ne s'est rien promis qu'on n'ait eu le ferme propos de tenir et qu'on n'ait tenu en effet. De même, à Paris comme à Pétersbourg, on n'a point essayé d'en imposer à l'Europe avec des bruits de sabre ou des éclats de voix. On n'a point fait reluire d'armure étincelante aux yeux du monde. On s'est contenté de se donner loyalement un appui réciproque dans toutes les circonstances où des intérêts communs étaient engagés. Et cet appui a été efficace. Seuls des observateurs superficiels ont pu parler de défaites diplomatiques de la Triple Entente; les événements n'ont pas tardé à prouver, ils prouvent encore aujourd'hui que ces prétendues défaillances étaient seulement de la modération concertée, féconde quelquefois en grands résultats. N'envions point les « succès diplomatiques » de M. d'Aehrenthal.

A quelques jours près, il y avait deux ans hier que M. Raymond Poincaré, alors président du Conseil et ministre des affaires étrangères, débarquait sur le rivage russe. L'empereur Nicolas n'a point manqué, dans son toast, de rappeler cette circonstance. Il a exprimé dans les termes les plus affables son plaisir de retrouver dans le président actuel de la République « une ancienne connaissance » avec laquelle il avait été « charmé de nouer, il y a deux ans, des relations personnelles ». Dans le monde politique français, il y a trop peu de personnes dont les souverains et les hommes d'Etat étrangers puissent dire qu'elles sont pour eux d'anciennes connaissances. L'instabilité des titulaires de nos grandes charges politiques est certainement une cause d'affaiblissement de nos moyens d'action au dehors. Réjouissons-nous que, dans ce cas particulier au moins, le tsar et son ministre des affaires étrangères n'aient point eu devant eux un visage inconnu.

Nicolas II n'avait pas à définir de nouveau l'alliance franco-russe, dont tout le monde

connaît l'essence. Après avoir rappelé la sympathie mutuelle et les intérêts communs qui unissent de longue date la France et la Russie, le souverain a simplement déclaré que celles-ci étaient étroitement liées « pour sauvegarder leurs intérêts, en collaborant à l'équilibre et à la paix en Europe ». Il a seulement précisé la situation en ajoutant que les deux pays s'appuyaient « sur des amitiés communes » et sur « la plénitude de leurs forces ». On ne pouvait faire plus sobrement et plus nettement allusion à la double entente avec l'Angleterre et aux conventions militaire et navale, de plus en plus étroites, qui lient la France et la Russie. Il n'y a là trace de menace à l'adresse de personne. Il n'y en a pas la moindre non plus dans le toast du président de la République. M. Poincaré a pu, en toute conscience, se féliciter qu'une « association permanente » de près de vingt-cinq ans ait été consacrée à maintenir l'équilibre dans le monde. Il avait également le droit de se réjouir que l'alliance « affermée par une longue expérience et complétée par de précieuses amitiés » s'appuie

sur « des armées de terre et de mer qui se connaissent, s'estiment et sont habituées à fraterniser ». Ces armées doivent permettre aux deux pays de poursuivre « en collaboration intime et quotidienne » une œuvre de paix et de civilisation.

A l'heure actuelle, cette œuvre n'est pas directement menacée, mais on ne saurait veiller trop attentivement à la protéger. Comme il y a deux ans, l'horizon est trouble en Orient. A cette époque, le comte Berchtold choisit précisément le moment où M. Poincaré se trouvait en Russie pour lancer sa fameuse proposition albanaise. Il connaissait alors les traités de la Ligue balkanique et ne faisait rien pour les empêcher de produire leurs effets. Il se préoccupait seulement de ménager à l'Autriche le chemin de la mer Égée à travers une Albanie en tutelle, à la faveur d'une longue guerre où, croyait-on à Vienne, devaient s'épuiser les belligérants. Nous espérons que le comte Berchtold ne renouvelera pas cette année la même tactique à propos du drame de Serajévo.

LES ABERRATIONS AUSTRO-HONGROISES

Jeudi 23 juillet 1914.

La presse austro-hongroise donne au public européen le plus triste spectacle. A la rigueur, au lendemain du drame de Serajévo, pouvait-on s'expliquer que nos confrères de Vienne et de Pest confondissent, dans la vivacité de leur indignation et le trouble de leur émotion, les Serbes, sujets de l'empereur-roi, et les Serbes du royaume indépendant, le grand-serbisme d'Autriche-Hongrie et celui des pays d'au-delà de la Save. Mais il devint bientôt évident que cette confusion était intentionnelle, prémeditée, et qu'une coterie très influente mettait tout en œuvre pour rendre le gouvernement serbe directement responsable de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg. Lorsqu'on réfléchit

que les deux assassins sont sujets austro-hongrois, qu'ils ont accompli leur crime dans la capitale d'une province austro-hongroise, que l'attention de la police austro-hongroise avait été préalablement attirée sur eux par la police serbe, et que, malgré les avertissements venus du dehors et du dedans, et malgré les pressentiments de l'archiduc-héritier, les précautions les plus élémentaires n'avaient pas été prises par les autorités locales, cette prétention paraît simplement monstrueuse. Or, les principaux journaux de Vienne et de Pest la soutiennent aujourd'hui plus énergiquement que jamais. Avec un cynisme qui ne recule devant aucun moyen, ils ont entrepris de forcer la main au vénérable monarque qui, durement frappé par le destin, doit encore lutter contre son propre entourage.

Ce ne sont plus seulement les organes du parti clérical et du grand état-major qui mènent la campagne; ce sont encore les journaux qui ont toujours affecté de défendre les idées de liberté, de justice et même les idées pacifistes. Après avoir procédé par

allégations tendancieuses, ils recourent maintenant aux affirmations nettement mensongères. Depuis plus d'une semaine, ils publient coup sur coup des nouvelles fausses. Ainsi, ils ont annoncé que l'enquête judiciaire avait établi que le crime de Seraïévo avait été préparé en Serbie avec le concours d'autorités serbes. Pourtant, jusqu'ici, rien, absolument rien de l'enquête officielle n'a été divulgué, et les éléments d'appréciation recueillis d'autre part tendent plutôt à détruire ce soupçon. Puis on a déclaré, comme venant de source officielle, que le Cabinet de Vienne avait communiqué aux grandes puissances le texte ou la substance des conditions qu'il avait décidé de formuler à Belgrade. Or, le Cabinet de Vienne n'a fait aucune communication de ce genre aux grandes puissances; à la date d'hier, il n'était même pas sûr qu'il eût arrêté le texte des conditions ou plutôt des observations en question. Cela ne trouble point nos confrères des rives du Danube. Tenant la communication pour faite, ils disent qu'elle a reçu partout un accueil favorable et qu'aucune

grande puissance n'a l'intention d'intervenir dans le conflit qu'ils préparent. Ils assurent notamment que leur politique d'agression trouvera en France « une approbation générale ».

Ici, l'effronterie dépasse toutes les bornes. Tous les grands journaux français, croyons-nous, ou du moins la très grande majorité d'entre eux ont protesté d'avance contre une sommation austro-hongroise qui mettrait en cause les droits de souveraineté de la Serbie. Tous, il est vrai, et très justement, ont engagé et engagent encore la Serbie à se prêter à toutes les enquêtes compatibles avec le respect de son indépendance et de sa dignité. Il est de l'intérêt de la Serbie elle-même de ne tolérer sur son territoire aucune préparation de complot et de ne donner en rien prise à sa grande voisine. Mais, à notre connaissance, il n'a pas été imprimé à Paris un seul article permettant de croire que la France resterait indifférente en présence du règlement par les armes d'un conflit austro-serbe. Comment, dès lors, a-t-on affirmé que la répression par les armes du « grand-ser-

bisme » rencontrera en France une approbation générale? Si nos confrères de Vienne et de Pest ont à Paris des correspondants dignes de ce nom, c'est un devoir d'honneur pour ceux-ci de rectifier des contre-vérités aussi flagrantes. Ce serait aussi de leur part un devoir patriotique, car si l'opinion publique dans la monarchie dualiste n'est pas tirée des erreurs grossières où l'on a entrepris de l'entretenir, l'Autriche-Hongrie marche vers une aventure où elle risquera toutes ses destinées.

En effet, il est aussi certain qu'une chose peut l'être que la Russie ne laissera point toucher à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la Serbie. Et elle ne sera point seule. Le *Times* a publié hier à ce sujet un article magistral, écrit avec une extrême modération, mais qui ne laisse aucun doute sur les conséquences qu'aurait en Europe une initiative belliqueuse de l'Autriche-Hongrie. S'il n'a pas été fait d'allusion au conflit austro-serbe dans les toasts de Peterhof, ce n'est point, comme on l'a proclamé à Vienne avec autant d'empressement que peu de

clairvoyance, parce que la Russie et la France étaient résolues à s'en désintéresser; c'est par modération naturelle, par réserve, par répugnance pour les manifestations bruyantes, et par égard pour l'empereur François-Joseph vis-à-vis duquel un avertissement de ce genre, dans les circonstances actuelles, aurait été tout à fait déplacé. « Un danger pour l'Europe », tel est le titre de l'article du *Times*. C'est bien, en effet, d'un danger européen qu'il s'agit.

LA MISE EN DEMEURE AUTRICHIENNE

Vendredi 24 juillet 1914.

Le gouvernement austro-hongrois vient de frapper le grand coup qu'il préparait depuis le drame de Serajévo. Ce coup dépasse en brutalité tout ce qu'il était permis de craindre. Le comte Berchtold a fait remettre hier soir à Belgrade une note sommant le gouvernement serbe et le roi d'accepter sans discussion ni réserve, dans un délai de quarante-huit heures expirant demain soir samedi à six heures, une série de conditions extrêmement dures, dont la rédaction semble calculée de manière à accentuer la dureté. Nous n'avons pas encore sous les yeux le texte authentique de cette mise en demeure, et par conséquent nous ne pouvons en apprécier les termes mêmes. Mais, à n'en pas douter, l'ensemble et certains des articles

produiront à Belgrade la plus douloureuse impression. Il faut espérer que l'indignation du peuple serbe saura se contenir et qu'il ne se produira dans le royaume aucune manifestation de nature à fournir à l'Autriche-Hongrie de nouveaux prétextes. Les circonstances sont extrêmement critiques pour la Serbie ; elle doit garder à tout prix son sang-froid et s'attacher à mériter la confiance de l'Europe par la dignité de son attitude.

La note du 23 juillet contient un certain nombre de demandes qui seraient légitimes si elles n'étaient pas présentées sous une forme comminatoire. D'après le comte Berchtold, l'enquête austro-hongroise sur le drame de Serajévo a fait apparaître la culpabilité directe ou indirecte d'un certain nombre de sujets serbes, dont plusieurs officiers et fonctionnaires. On comprendrait que le Cabinet de Vienne pressât celui de Belgrade, après lui avoir communiqué toutes les pièces utiles, d'ouvrir immédiatement une instruction contre les personnes en question. De même, on admettrait très bien qu'après avoir constaté, ou cru constater que l'assassinat

de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg était la résultante de menées anti-autrichiennes dans certains milieux serbes, le comte Berchtold signalât au gouvernement serbe les cercles ou individus suspects résidant dans le territoire serbe et le priât de prendre contre eux les sanctions légales dont l'instruction judiciaire ferait apparaître le bien-fondé. Mais les auteurs de la note n'ont point adopté cette procédure. Ils déclarent que leur enquête a abouti à telles et telles conclusions et ils invitent le gouvernement serbe à appliquer immédiatement les sanctions qu'elles comportent suivant eux. Bien plus, ils prétendent imposer « la collaboration en Serbie des organes du gouvernement austro-hongrois dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité de la monarchie ».

Ce n'est pas tout. Le comte Berchtold dicte au gouvernement serbe les termes *ne varietur* d'un ordre du jour du roi de Serbie à son armée et de déclarations au peuple serbe qui doivent paraître en première page du numéro du *Journal officiel* du dimanche 26 juil-

let. Ordre du jour et déclarations ont pour objet de désavouer et de flétrir la propagande dite panserbe. Plus on relit le texte de la note, tel qu'il nous est parvenu, plus on se voit obligé de reconnaître qu'il a été combiné pour acculer la Serbie à une humiliation sans précédent dans l'histoire ou à la guerre. Et, en se reportant aux journaux de Vienne et de Pest dont nous dénoncions hier les violences, il ne paraît pas douteux que c'est la guerre que l'on désire à Vienne. Guerre monstrueuse et bien propre à montrer dans tout son éclat l'inintelligence politique totale des pacifistes.

C'est cependant cette guerre, prémeditée à Vienne depuis près d'un mois, qu'il s'agit de prévenir. On ne peut laisser s'accomplir un pareil attentat. De son côté, le gouvernement serbe doit accepter tout, absolument tout ce qu'un État indépendant peut admettre sans forfaire à l'honneur ou abandonner ses droits de souveraineté. Il doit ouvrir une instruction loyale, arrêter et punir tous les coupables dont la complicité sera démontrée, se désolidariser de toute propagande contre

un État voisin, réprimer sur son territoire toutes les excitations, faire et permettre de faire toute la lumière sur les faits incriminés. Si on exige de lui quelque chose de plus, il sera en droit de le refuser. Et si, malgré une condescendance poussée jusqu'à l'extrême limite du possible, on veut procéder contre lui à des actes de force, il ne fera pas appel en vain à l'opinion européenne et à l'appui de celles des grandes puissances qui veulent à tout risque maintenir l'équilibre.

LA CRISE EUROPÉENNE

Samedi 25 juillet 1914.

C'est bien d'une crise européenne qu'il s'agit. Le gouvernement austro-hongrois a-t-il simplement voulu régler ses vieux comptes avec la Serbie, ou bien a-t-il, avec la complicité d'autres puissances, saisi une occasion supposée favorable de déchaîner une crise générale? On ne saurait rien affirmer encore. En tout cas il est absolument invraisemblable qu'il ait pu croire que les autres puissances assisteraient impassibles à l'étranglement de la Serbie. Nous savons bien que la presse austro-hongroise s'est pour ainsi dire portée garante de l'indifférence européenne, et peut-être les conseillers de l'empereur François-Joseph lui ont-ils donné la même assurance. Mais aucun des ministres austro-hongrois responsables n'a pu pousser

l'aveuglement jusque là. Quoi qu'il en soit, les faits sont venus immédiatement démentir ces assurances.

Le gouvernement russe a fait publier, hier soir, une note aux termes de laquelle il déclare que « préoccupé par les surprenants événements qui viennent de se produire et par l'ultimatum adressé à la Serbie par l'Autriche-Hongrie, il suit avec attention le développement du conflit austro-serbe, auquel la Russie ne peut rester indifférente ». D'autre part, après un conseil des ministres tenu à Pétersbourg, il a été envoyé dans la journée d'hier au représentant de la Russie à Vienne des instructions lui prescrivant de demander au comte Berchtold de prolonger le délai fixé dans l'ultimatum et de laisser aux puissances le temps nécessaire d'examiner les pièces communiquées à M. Sazonof dans la matinée du même jour par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Enfin, les Cabinets de la Triple Entente se sont concertés pour parler dans le même sens à Vienne. Tous trois, à l'heure où paraîtront ces lignes, auront dû exprimer au comte Berchtold leur étonne-

ment de sa démarche et leur désir très vif qu'il ne soit pris aucune mesure coercitive contre la Serbie avant que les puissances aient été en mesure d'en constater la légitimité.

La demande de prolongation de délai ne saurait être rejetée sans que l'Autriche-Hongrie se déshonore. Les injonctions de l'ultimatum sont aussi brutales qu'insuffisamment justifiées. Tout le monde saura qu'elles ont été préparées, sinon rédigées, par le comte Forgasch, chef de section au Ballplatz, qui dirigeait la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade en 1908-1909, quand on y fabriquait méthodiquement les faux destinés à perdre les accusés du procès d'Agram et à prouver la prétendue complicité de la Serbie dans le mouvement anti-autrichien chez les Jougo-Slaves. C'est le même homme, c'est le même gouvernement qui prétend aujourd'hui qu'on le croie sur parole lorsqu'il affirme la culpabilité ou la complicité des autorités serbes dans le drame de Serajévo et qu'il enjoint à la Serbie de faire solennellement, avant tout examen, amende hono-

rable. Ce sont les mêmes hommes qui ont fabriqué les papiers Friedjung et qui ont affirmé avec obstination pendant plus d'une semaine que le consul Prochaska avait été mutilé par les Serbes pendant les guerres balkaniques. Eh bien, non, l'Europe ne croit pas, ne croira pas sur parole ces hommes-là. Elle veut des preuves, et si on ne lui en fournit pas de suffisantes, elle ne restera point indifférente, selon l'expression du Cabinet de Pétersbourg, à l'exécution de la Serbie par un ennemi déloyal.

Le caractère européen de la crise a été accentué par la démarche faite hier par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris près du président du Conseil intérimaire. Le baron de Schœn est venu dire à M. Bienvenu-Martin que l'Allemagne désirait que le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie restât localisé entre ces deux puissances et que, s'il se produisait une intervention de puissances tierces, il en résulterait des conséquences incalculables. D'autre part M. de Jägow, secrétaire d'Etat à l'Office impérial des affaires étrangères, a déclaré hier aux chefs

de mission accrédités à Berlin que, sans avoir été précisément consulté par le Cabinet de Vienne sur la teneur de l'ultimatum, le gouvernement allemand approuvait complètement l'Autriche. De quelque façon qu'on tourne ces phrases, on ne peut les interpréter que d'une façon : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont d'accord et solidaires. L'Europe se trouve donc sous la menace d'une conflagration générale.

Elle saura à quoi s'en tenir demain. Ce soir, à six heures, expire le délai fixé dans l'ultimatum pour la soumission de la Serbie. Sans le moindre doute, la réponse du Cabinet de Belgrade, tout en étant parfaitement courtoise et en offrant toutes les satisfactions possibles compatibles avec le respect de son indépendance, sera un refus partiel et sera considérée à Vienne comme une fin de non-recevoir. Il s'agira de savoir si, dans la nuit même, le gouvernement austro-hongrois se livrera à des actes de violence avec ou sans déclaration de guerre, ou bien s'il se bornera à rompre les relations diplomatiques. S'il s'en tient à cette dernière mesure,

la conflagration pourra être évitée. Mais si, cédant aux influences qui l'assailgent depuis près d'un mois, il donne l'ordre à ses troupes de franchir la Save et le Danube, nous serons immédiatement en présence d'événements dont les conséquences seront vraiment incalculables.

LA RUPTURE AUSTRO-SERBE

Dimanche 26 juillet 1914.

La rupture austro-serbe est consommée. La vérité et l'honneur commandent de dire qu'elle se produit dans des conditions déshonorantes pour l'Autriche-Hongrie. Hier soir, un peu avant six heures, M. Pachitch a remis au baron Giesl la réponse du gouvernement serbe à la mise en demeure de jeudi. *Cette réponse était une acceptation générale de principe* des conditions, même les plus humiliantes, de cet ultimatum sans précédent. Poussant jusqu'à l'extrême limite l'esprit de conciliation, de résignation, d'abnégation, la Serbie acceptait toutes les conditions articulées, même l'insertion au *Journal officiel* de cet ordre du jour inouï dont on dictait les termes au roi Pierre. On ressent un frisson à la pensée que des hommes d'Etat serbes, responsables des destinées de

leur pays à cette heure tragique, ont pris sur eux de s'incliner à ce point. Eh bien, ce sacrifice unique dans l'histoire n'a pas été jugé suffisant. Le Cabinet serbe se bornait à demander des explications sur la façon dont le Cabinet de Vienne comprenait l'exercice du contrôle qu'il réclamait pour ses agents en Serbie, et à formuler des réserves sur la conformité des exigences austro-hongroises avec le droit international. Enfin, la Serbie proposait le recours à l'arbitrage du tribunal de La Haye pour le cas où sa réponse serait jugée insuffisante, et elle réservait l'intervention éventuelle des puissances qui ont participé en mars 1909 à la rédaction des conditions imposées à cette époque au Cabinet de Belgrade. Ces réserves, si légères qu'on hésite à croire qu'elles aient pu se limiter là, ont été considérées comme un refus. Presque immédiatement après avoir reçu M. Pachitch, le baron Giesl a rompu les relations diplomatiques avec la Serbie et est parti pour Semlin avec tout le personnel de la légation. L'Autriche-Hongrie vient de s'exclure des nations civilisées. On se de-

mande maintenant quelle autre puissance voudra la suivre.

Le premier acte de la tragédie, dont le drame de Serajévo a été le prologue, est joué. Dès le surlendemain de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg, nous avons signalé l'intention du Cabinet de Vienne de s'en prendre à la Serbie, avant toute enquête, sans explication ni contrôle, de ses déboires des six dernières années. L'agression est prémeditée. Le temps qui s'est écoulé depuis le 28 juin n'a pas été consacré à une enquête judiciaire impartiale ; on l'a mis à profit pour composer un dossier de complaisance et préparer une campagne. Personne ne s'y trompera. Si le Cabinet de Vienne avait tenu à faire partager à l'Europe la conviction de la culpabilité de la Serbie, il aurait communiqué son dossier aux puissances préalablement à toute mesure d'exécution. S'il n'avait pas résolu d'étrangler la Serbie, il aurait accepté hier la réponse étonnamment conciliante remise par M. Pachitch. Non, comme nous l'avions pressenti sans

oser y croire, l'agression a été préméditée. L'Europe retombe en pleine barbarie.

Aucune dépêche relatant des faits de guerre n'est encore parvenue à Paris. Mais le fait que la nouvelle n'en soit pas arrivée ici ne prouve pas que les troupes austro-hongroises ne sont pas entrées en ligne. L'état de siège le plus rigoureux a été proclamé dans toute la monarchie dualiste. Tous les pouvoirs administratifs ont été transférés aux autorités militaires, la liberté de la presse a été supprimée. On ne saura en Europe, *viâ* Vienne ou Pest, que ce que l'état-major austro-hongrois voudra faire savoir. Très probablement le gouvernement austro-hongrois n'attend, pour donner les ordres décisifs, que le moment d'être fixé sur les intentions de la Russie. En effet, il doit adapter sa concentration à la situation diplomatique. Il ne peut combiner ses opérations militaires de la même manière s'il se trouve en tête à tête avec la Serbie, comme les journaux de Vienne et de Pest l'affirmaient toute la semaine dernière, ou bien s'il doit faire face à la Russie.

Il est hors de doute aujourd'hui pour tout le monde que la Russie ne permettra pas le tête-à-tête austro-serbe, et que ni la France, ni la Grande-Bretagne ne resteront indifférentes au conflit. L'honneur de l'Europe et les intérêts de la civilisation sont en jeu. A Londres et à Paris, comme à Pétersbourg, tout le monde comprend que la question austro-serbe est au premier chef une question européenne, et que l'exécution de la Serbie devant l'Europe indifférente conduirait infailliblement à l'hégémonie germanique, c'est-à-dire à la ruine politique économique et commerciale de l'Europe occidentale et du monde slave. Certes, si les puissances occidentales se trouvent engagées, bien malgré elles, dans une conflagration générale, ce n'est point une « guerre de magnificence » qu'elles feront. Elles lutteront pour l'existence, pour leur sécurité territoriale, pour le pain de leurs ouvriers. Il n'est question, à l'heure actuelle, ni de prestige, ni d'amour-propre, ni de priviléges, ni de classes. L'hégémonie germanique pèserait beaucoup plus lourdement sur les classes

laborieuses, sur les ouvriers, que sur la bourgeoisie et l'aristocratie financière. Elle aboutirait promptement à l'invasion de nos usines, de nos fabriques, de nos chantiers, par les ouvriers et les contremaîtres allemands ; à la suppression de notre marine marchande ; à l'absorption de nos ressources financières par les entreprises d'outre-Rhin. Le rentier, le capitaliste, voué par les chefs socialistes à la haine des ouvriers, ne souffrirait pas spécialement de ce régime. Mais que deviendraient les salaires de l'ouvrier français ? Si M. Jaurès et ses amis n'étaient point emportés aveuglément par des préventions abstraites, ils devraient reconnaître que l'armée française a pour mission essentielle de protéger le travail national et non, comme ils le déclament dans les réunions publiques, la ploutocratie.

A aucun moment, au cours de ce siècle déjà si fécond en bouleversements, l'Europe ne s'est trouvée dans une situation aussi critique. Toutes les nations civilisées doivent faire front ensemble contre la sauvagerie qui renaît.

LA CRISE EUROPÉENNE

Lundi 27 juillet 1914.

L'Autriche hésite : tel est le fait important d'aujourd'hui. Quoique, dans l'état actuel des communications télégraphiques et téléphoniques, on ne puisse conclure de l'absence de nouvelles sur des faits de guerre au maintien de l'état de paix entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, il y a tout lieu de supposer que les hostilités ne sont pas encore engagées. C'est un premier signe à noter. En effet, à la veille et au moment de la remise de l'ultimatum du comte Berchtold, tous les interprètes de la politique du Ballplatz avaient déclaré que le refus ou l'acceptation seulement partielle de l'ultimatum serait immédiatement suivi d'actes de guerre. Les journaux de Vienne et de Pest arrivés ce matin à Paris, et parus là-bas après la nouvelle de la rupture des relations

diplomatiques par le baron Giesl, annoncent la guerre. Ils donnent pour titres à leurs articles de tête : la guerre contre la Serbie. Ils semblent croire que les hostilités sont déjà engagées. Cette conviction répond si bien aux instructions données précédemment aux agents de tout ordre et aux journalistes que le généralissime serbe, venant des bains de Gleichenberg, a été arrêté à la gare de Kelenföld, au grand croisement de lignes près de Budapest. Sans aucun doute possible, tout le monde s'attendait dans le public austro-hongrois à ce que les troupes de l'empereur-roi franchissent le Danube devant Belgrade dans la nuit de samedi à dimanche.

Donc, en fait, les intentions premières de l'Autriche n'ont pas reçu tout de suite l'exécution prévue. Or, depuis plus de quinze jours, tout avait été minutieusement réglé en vue de cette exécution. Toutes les mesures administratives, militaires, gouvernementales et diplomatiques avaient été prises. Dans l'heure qui suivit le départ de Belgrade du baron Giesl, tous les décrets relatifs à l'état de siège furent mis en vigueur. On

avait poussé la précaution jusqu'à choisir, probablement de concert avec d'autres Cabinets, l'heure où le Président Poincaré venait de quitter la Russie et se trouvait en haute mer, pour remettre à Belgrade l'ultimatum qu'on sait, après avoir assuré la veille la France et la Russie que les conditions posées à la Serbie excluaient toute chance de conflit. Le lendemain, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris venait dire au chef du gouvernement français par intérim que toute intervention d'une tierce puissance serait suivie de conséquences incalculables. Une démarche analogue était faite peu après, on ne sait pas encore exactement quand, par les représentants de Guillaume II à Londres et à Pétersbourg¹. On est logiquement forcé de croire que l'exécution de la Serbie avait été combinée avec le plus grand soin et que les auteurs du plan comptaient sur l'apathie ou le fléchissement, soit de la France, soit de l'Angleterre, pour intimider par ricochet la Russie.

1. En fait, les démarches furent faites à peu près en même temps près des trois Cabinets. Seulement, rien ne fut publié à ce sujet à Londres et à Pétersbourg.

Cette combinaison a échoué. A Paris et à Londres, on n'a perdu ni le sang-froid, ni le sens des engagements internationaux, ni la notion du devoir européen. On a conseillé la plus grande conciliation à la Serbie tout en se préparant à faire face au conflit annoncé. Quand on a connu la réponse serbe, il n'y a eu partout qu'un cri de réprobation contre la conduite du gouvernement austro-hongrois qui avait rompu avec un pays qui lui accordait des satisfactions inespérées. Ce cri a été entendu à Vienne et à Berlin. A Vienne, on hésite à passer outre. A Berlin, on hésite à donner suite aux avertissements comminatoires de samedi. Personne ne peut dire à l'heure actuelle ce que signifie exactement et combien de temps durera cette hésitation. Mais on doit la constater en même temps que le fait que, malgré le désir austro-allemand — désir exprimé sous forme comminatoire — les puissances de la Triple Entente ne se désintéressent pas du conflit austro-serbe. Le conflit, s'il va jusqu'aux hostilités, ne sera pas localisé. La question est donc celle de savoir si l'Au-

triche, déçue dans ses calculs, renoncera à l'exécution projetée et se pliera à un arrangement diplomatique sous les auspices d'autres puissances, de l'Allemagne par exemple, ou bien si le conflit austro-serbe a été mis sur pied pour fournir le prétexte d'une guerre générale, c'est-à-dire d'un grand règlement de comptes européen.

Hier dimanche, le baron de Schœn a fait au président du Conseil par intérim deux visites qui semblent ouvrir la voie à des négociations. D'autre part, on lit ce matin dans le *Neues Wiener Tagblatt* que l'Autriche est assez forte « pour accorder à la Serbie, jusqu'à l'accomplissement de la mobilisation, un délai pendant lequel elle peut encore se raviser ». Ainsi, ce délai dont on ne voulait point entendre parler samedi, ce très court ajournement proposé par la Russie que l'Autriche rejetait sans discussion avant-hier, c'est un interprète du Ballplatz qui le suggère aujourd'hui. Voilà un second signe des plus intéressants.

Si les négociations dont on repoussait naguère l'idée à Vienne avec un superbe

dédain viennent à s'ouvrir, elles seront conduites de notre côté dans le plus grand esprit de conciliation. Mais, après les démarches de ces jours derniers, il ne nous appartient point de prendre des initiatives. Nous attendons. Si l'Allemagne, comme elle l'affirme officiellement, désire sincèrement la paix, c'est à elle de le faire comprendre à Vienne. Pour notre part, il nous suffit de persévérer dans notre attitude. Plus nous montrerons de sang-froid, d'esprit de suite et de fermeté, mieux nous défendrons la cause de la paix. Le moindre fléchissement nous précipiterait dans les complications, dans la confusion, c'est-à-dire dans la guerre — dans une guerre engagée, cette fois, dans de déplorables conditions.

LE PLAN AUSTRO-ALLEMAND

Mardi 28 juillet 1914.

Quelques précautions qu'on ait prises à Vienne et à Berlin pour dissimuler le plan concerté dont nous voyons jour après jour s'exécuter les différentes parties, le grand dessein austro-allemand apparaît clairement maintenant aux yeux de toutes les personnes qui connaissent l'histoire, les ressorts de la diplomatie germanique, les ambitions de l'Allemagne et les difficultés austro-hongroises. Hier, on pouvait encore hésiter ; aujourd'hui on ne peut plus.

Hier, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris est venu déclarer au chef intérimaire du gouvernement français que, vu la réponse insuffisante de la Serbie à l'ultimatum de jeudi, l'Autriche-Hongrie allait prendre les mesures propres à amener la Serbie à se

soumettre. En même temps la chancellerie du Ballplatz communiquait à toute la presse une note, monument impérissable de mauvaise foi, où la situation était représentée sous l'aspect exactement contraire du véritable. Il est hors de doute que le Cabinet de Vienne n'a pas admis un instant la possibilité de l'acceptation « intégrale » de son ultimatum et qu'il a pris à l'avance toutes les mesures que comportait, suivant lui, un refus total ou partiel. Il est en ce moment étonné de l'étendue imprévue des concessions serbes, mais il n'en poursuit pas moins l'accomplissement du plan primitif élaboré dans ses moindres détails. Il a rédigé un ultimatum intentionnellement outrageant parce qu'il voulait que la Serbie n'en pût pas accepter la teneur intégrale. Il a décidé que le moment était venu de prendre dans les Balkans une revanche définitive, de détruire les résultats des deux dernières guerres et de reparaître, lui aussi, sur la scène mondiale avec une armure étincelante.

L'Allemagne est d'accord avec l'Autriche-Hongrie. Peut-être n'a-t-elle pas elle-même

choisi l'heure et les moyens. Mais, bon gré mal gré, elle est derrière son alliée et elle la soutient de toutes ses forces. Peut-être n'a-t-elle pas prémedité la guerre ; mais elle veut, au risque d'une guerre, permettre à l'Autriche-Hongrie, affaiblie et compromise à l'intérieur comme à l'extérieur par une série de lourdes erreurs, de reconquérir en Orient, en Europe et chez elle, une autorité telle que, d'alliée embarrassée et embarrassante, elle redevienne une puissance forte, sûre d'elle, capable de concourir efficacement au triomphe du *Deutschum*. Peut-être l'Allemagne eût-elle préféré laisser le temps courir dans l'espoir qu'il travaillerait pour elle. C'est très douteux ; mais ce qui ne l'est pas, c'est que, mise en demeure par son alliée de l'aider à sortir du marais où elle s'enlizait, elle lui a donné son appui. Il est même probable que les bases de l'accord ont été posées à Konopischt et que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand a seulement hâté la mise en mouvement de la manœuvre en fournissant un prétexte. L'empereur François-Joseph s'est-il laissé entraîner

par l'assurance de ses ministres et de Guillaume II que la paix ne serait pas troublée, ou bien a-t-il résolu de jouer le va-tout de la monarchie ? Nous ne pouvons savoir. Mais pour nous Français, pour la Russie et l'Angleterre, le résultat est le même.

Il ne s'agit de rien de moins qu'un remaniement de l'Europe analogue à celui qui suivit la guerre des duchés, Sadowa et Sedan. Au fond, ce n'est pas la Serbie qui est en jeu maintenant, ce n'est même pas seulement l'Europe, c'est l'équilibre mondial, c'est la politique mondiale, suivant l'expression employée presque à chaque page par le prince de Bülow dans le livre que nous analysions ici dernièrement. Si la France, si la Russie, si l'Angleterre, oubliant l'histoire et renouvelant une faute capitale, laissaient étrangler la Serbie en 1914 comme elles laissèrent dépouiller le Danemark en 1864, elles commettraient un suicide. Victorieuses en Orient sans avoir tiré l'épée en Occident, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne tarderaient pas, après un temps d'arrêt utile pour égarer l'opinion, à poser ensemble

de nouvelles questions, à adresser des sommations à l'une des trois puissances de la Triple Entente. Aux quatre coins du monde, les prétextes abondent. Lorsqu'on réfléchit à celui que vient de saisir le Cabinet de Vienne, on peut être assuré que, le moment jugé favorable une fois venu, les adversaires des puissances qui essayent de défendre l'équilibre ne reculeront devant aucune audace, aucune manigance. La mise en train de l'affaire serbe a deux objets : renforcer l'Autriche-Hongrie et sonder l'Europe ou plutôt la Triple Entente. Si l'une des puissances quelconques de la Triple Entente faiblit à l'heure critique d'aujourd'hui, si elle se laisse enjôler dans des conversations dilatoires, si elle perd son temps à examiner des combinaisons successives destinées à tromper et à énerver l'opinion, c'en est fait de l'équilibre européen, c'en est fait de l'indépendance des grandes puissances occidentales.

Cette fois, l'heure est décisive. Tout homme détenant actuellement une parcelle de pouvoir et d'influence en France, en Angleterre

ou en Russie, doit se graver dans l'esprit que toute parole de défaillance, tout geste de lassitude, serait un crime. Les Cabinets de Vienne et de Berlin ont escompté l'ignorance des masses, l'imprévoyance de nos gouvernants et une certaine coïncidence de circonstances pour jouer leur grande partie en déguisant la véritable signification de leurs actes. Que le public ne croie pas que la situation s'améliore ou empire à tel ou tel instant parce que telles ou telles paroles auront été prononcées. Il est une seule question : l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne réussiront-elles, sous une forme ou une autre, à reconstituer au profit de leur influence l'Orient issu des événements des six dernières années ? Si on les laisse faire, le tour de l'Occident viendra bientôt. Sir Edward Grey semble bien l'avoir compris, et son discours d'hier à la Chambre des Communes renseigne assez sur la portée de ses préoccupations. Faisons bloc avec lui et envisageons en face les réalités. C'est le seul moyen qui reste de sauver la paix avec notre avenir. La moindre imprudence, la

plus faible oscillation de notre part sera considérée et exploitée comme un acquiescement ou un encouragement. Montrons-nous résolus à empêcher, à tout risque, l'exécution d'un plan destructeur de l'équilibre, et peut-être l'Allemagne hésitera-t-elle à soutenir jusqu'au bout son alliée. Ne nous prêtons, à aucun prix, à aucune démarche de prétendue conciliation à Pétersbourg. Ce n'est pas à Pétersbourg, c'est à Vienne qu'il faut imposer la modération.

LA DÉCLARATION DE GUERRE AUTRICHIENNE

Mercredi 29 juillet 1914.

L'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie. L'empereur François-Joseph a lancé une proclamation « à ses peuples » où il déclare : « Tout examiné, tout considéré, c'est avec une conscience sereine que j'entre dans la voie que le devoir m'indique. » Cette « conscience sereine » pèsera plus lourdement sur la mémoire de François-Joseph I^{er} que le « cœur léger » sur celle d'Émile Ollivier. Le ministre français, infatué de lui-même et mis inopinément en face d'événements qu'il n'était pas de taille à dominer, se laissa prendre au piège tendu par un adversaire mieux préparé et moins scrupuleux que lui. Dans des circonstances critiques, il se laissa imposer par un entourage de brouillons la politique qu'il com-

battait la veille et il céda à une malheureuse inspiration d'un tempérament oratoire. L'empereur François-Joseph accomplit aujourd'hui un acte raisonné, concerté, machiné durant des semaines de réflexion. Il se précipite sur un petit peuple inoffensif en lui attribuant ses propres mauvais desseins. Il donne carrière aux passions sauvages que les gens de la *Reichspost*, de la *Danzer's Armee Zeitung* étaient sans retenue depuis 1909. Il prend pour prétexte un assassinat commis sur son territoire, par ses sujets, sur un prince autrichien dont ses propres parents avaient beaucoup à craindre et dont l'existence était indifférente à la Serbie. Il ne produit pas la moindre preuve à l'appui de sa monstrueuse accusation ; il se contente de l'affirmation d'agents déjà pris en flagrant délit de faux. Le règne de François-Joseph a commencé dans une révolution ; il semble bien qu'il doive finir de même.

Quel est donc le but avoué de cette guerre déclarée en violation de tout droit ? La proclamation impériale le dit : « Je dois m'oc-

cuper de créer, par la force des armes, les garanties indispensables qui doivent assurer à mon pays le calme intérieur et une paix durable à l'extérieur. » Jamais la théorie de « la force prime le droit » n'a été formulée plus cyniquement, même par Bismarck. La Serbie nous gêne : supprimons-la ! Le raisonnement n'est pas compliqué. Diplomatiquement, la formule est rédigée conformément à l'hypocrisie classique : « Nous ne songeons pas à supprimer la Serbie — du moins pas tout de suite ; — nous voulons seulement prendre chez elle des garanties indispensables. » Depuis l'automne de 1908 nous dénonçons ici sans relâche cette politique. Jusqu'ici les puissances gardiennes de l'équilibre avaient réussi à la contenir. A la vérité, elles avaient été mieux servies par les événements que par leur habileté. L'année dernière encore elles étaient restées immobiles lorsque la Bulgarie, poussée par l'Autriche-Hongrie, se jeta sur la Serbie, son alliée, afin de lui ravir les fruits d'une victoire commune où les troupes du roi Ferdinand n'auraient pu vaincre sans le secours des

troupes du roi Pierre. Heureusement, malgré les prévisions contraires des conseillers de l'empereur François-Joseph, cette trahison fut punie par une défaite totale. Depuis, le Cabinet de Vienne rongeait son frein. N'ayant plus à sa disposition d'Etat mercenaire, il s'est décidé à opérer lui-même.

Le but est le même. Il s'agit d'occuper — avec ou sans annexion, suivant les circonstances — la partie occidentale de la Serbie depuis la frontière entre la Bosnie et l'ancien sandjak de Novi-Bazar jusqu'au Vardar et à la Bulgarie. Soit par la guerre, soit par une insurrection fomentée par l'Organisation intérieure bulgare, avec la complicité de l'armée du roi Ferdinand, les territoires de la Nouvelle Serbie seraient soustraits à la souveraineté serbe. À un point difficile à fixer aujourd'hui, la Bulgarie se relierait à l'Albanie du prince de Wied et au territoire occupé par l'Autriche-Hongrie. Celle-ci aurait ainsi une emprise sur Salonique et sur Durazzo, sinon sur Valona. Liée par un pacte de sang à la Bulgarie, elle encerclerait complètement le Monténégro, la Serbie et la

Roumanie. Ces trois royaumes seraient réduits à l'état de vassaux. Il est impossible qu'on nourrisse à ce sujet la moindre illusion à Bucarest, malgré toutes les belles paroles qu'on prodigue sans doute en ce moment au roi Charles. Le rêve national roumain serait anéanti. En compensation de la ruine de cet idéal et de la rétrocession de la Dobroudja à la Bulgarie, on céderait à la Roumanie une province serbe de la rive droite du Danube où se trouvent quelques douzaines de mille roumanisants, d'ailleurs fidèles sujets serbes.

Laissera-t-on, sous prétexte de « localiser le conflit austro-serbe », se consommer ce bouleversement ? Nous avons montré hier que ni la Russie, ni les puissances occidentales ne sauraient le souffrir sans aller au devant d'une catastrophe nationale. L'Autriche-Hongrie maîtresse des Balkans, c'est l'Allemagne maîtresse à Constantinople et en Asie-Mineure ; c'est la question des Détroits résolue contre la Russie et les nations occidentales ; c'est la Russie rejetée en Asie et l'Europe livrée au germanisme.

Il faudrait être aveugle ou fou, ou tous les deux à la fois, pour ne pas voir que la diplomatie austro-allemande s'efforce en ce moment de duper la diplomatie européenne avec des bavardages. Dans cette tragicomédie, les rôles sont habilement distribués. L'Autriche agit derrière les décors tandis que, sur la scène, l'Allemagne distrait le public. Le coup fait, on baissera le rideau et le public sera invité à rentrer chez lui. Nous n'attribuons pas la moindre importance aux communications des diplomates allemands et aux dépêches, toutes tendancieuses, de Berlin, Vienne et Rome. Tout cela n'est que de l'apparence; la seule chose importante est le forfait en train de s'accomplir.

Le bouleversement de l'Orient touche l'Angleterre et la France aussi directement que la Russie. L'intérêt national commande de l'empêcher à tout prix. Plus tard, les risques seraient plus grands et les chances de succès plus faibles.

LE « COUP » AUSTRO-ALLEMAND

Jeudi 30 juillet 1914.

A mesure que se développent les événements, on découvre mieux le grand dessein austro-allemand. Il devient de plus en plus clair que les Cabinets de Vienne et de Berlin avaient choisi avec préméditation, pour frapper un grand coup, le moment où ils croyaient la France et l'Angleterre aux prises avec des difficultés intérieures inextricables. Ils comptaient fermement que la Russie, se défiant de la promptitude et de l'efficacité du concours de ses alliés et amis désemparés, n'oseraient pas prendre nettement position dès le début de la crise. Ils espéraient amuser le tsar avec de vagues protestations de désintérêt territorial et le placer ensuite devant les faits accomplis. Ils auraient ainsi fait coup double : ils auraient

réalisé leur plan oriental et dissocié la Triple Entente. En effet, la Serbie une fois matée, la Roumanie encerclée, la Grèce livrée à la Bulgarie, rien n'aurait plus empêché l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie associées d'installer leur prépondérance définitive de Belgrade à Bagdad. Le commerce austro-hongrois aurait enfin retrouvé sur une partie du marché oriental la place que le commerce allemand lui dispute âprement depuis vingt ans. On se serait partagé les sphères d'influence. D'autre part, la Triple Entente n'aurait pas résisté à une pareille mortification. Entre la France et la Russie notamment, il se serait élevé une méfiance qui eût rendu impossible ou stérile toute communauté d'efforts.

La première partie de la combinaison est actuellement ruinée. Si l'Austro-Allemagne veut s'emparer de l'Orient, elle ne le pourra plus subrepticement; il lui faudra se battre. La Russie a notifié hier à Vienne et à Berlin qu'elle mobilisait quatorze corps d'armée sur la frontière austro-hongroise. Elle a donné en même temps à entendre qu'elle ne

s'en tiendrait pas là si l'Autriche prononçait son attaque contre la Serbie. Diplomatiquement et militairement les positions sont donc prises. Le grand conflit ne peut plus être évité que si l'Autriche s'abstient d'actes irréparables, c'est-à-dire si l'Allemagne lui recommande la prudence. Malheureusement, rien ne permet de croire que le Cabinet de Berlin soit disposé à une démarche de ce genre. En cette affaire, dans la préparation et dans l'exécution, les deux gouvernements apparaissent étroitement solidaires. Ils se sont chargés de rôles différents, mais ils jouent ensemble la même pièce. Berlin s'obstine à demander à Paris de peser sur Pétersbourg. Il s'entête à vouloir dissocier la Double Alliance.

Cette seconde partie de la combinaison échouera comme la première. Le Cabinet de Paris ne dira pas à celui de Pétersbourg un mot pour l'empêcher de prendre les mesures que commandent la sauvegarde des intérêts vitaux de la Russie et le maintien de l'équilibre mondial. Contractuellement, diplomatiquement, politiquement, militairement, la

France et la Russie sont et resteront solidaires. L'Angleterre n'est pas liée avec nous ni avec la Russie par des liens aussi forts. Mais ses intérêts sont les mêmes et elle est résolue à les défendre avec la même énergie. Elle non plus, tout en souhaitant très sincèrement la préservation de la paix et en considérant l'ouverture d'hostilités générales comme la plus grande calamité imaginable, ne demandera pas au tsar de s'incliner devant les sommations de l'Austro-Allemagne. Le moment est venu pour la Triple Entente de défendre son existence par tous les moyens y compris la force. On commence très bien à voir à Londres qu'il s'agit en ce moment, non de la Serbie, mais de l'indépendance du monde. On se trouve en effet devant la tentative d'hégémonie la plus caractérisée qui se soit produite depuis cent ans. Les nations soucieuses de leur indépendance doivent donc résister jusqu'à la dernière extrémité. Pour elles, ce n'est point une affaire de Cabinet, c'est une question nationale au premier chef qui est en jeu.

Il faudrait se garder de croire qu'on peut

résoudre la crise actuelle en recherchant une formule de conciliation. Toutes les formules seront dépourvues de signification. La grande, la seule question est celle de savoir si la Triple Entente s'abaissera plus ou moins bas devant la Triple Alliance, ou si elle fera décidément reconnaître qu'elle entend qu'on ne touche désormais plus à elle. La question serbe sera la pierre de touche. Il faudra que l'Autriche-Hongrie ne porte, ni directement, ni indirectement, atteinte à l'indépendance de la Serbie. Elle affirme, assure-t-on, qu'elle n'en veut pas à l'« intégrité » du jeune royaume. Mais ses assurances n'ont aucune valeur, et le mot « intégrité » peut être interprété comme on veut. Qu'est-ce que le respect de l'intégrité d'un pays qui se manifeste par l'invasion de ce pays? Qu'est-ce que les assurances de désintéressement d'un État qui déclare la guerre afin de prendre chez son voisin « des garanties indispensables »? Toutes ces formules des vieilles chancelleries n'ont plus cours. Considérons seulement les faits. La Triple Alliance a porté un défi à la Triple

Entente. Les ambassadeurs d'Allemagne à Paris, à Londres et à Pétersbourg sont venus appuyer l'ultimatum autrichien à la Serbie en déclarant que, sous peine de conséquences incalculables, les gouvernements près desquels ils étaient accrédités devaient laisser l'Autriche asservir la Serbie. Les Cabinets de Pétersbourg, de Paris et de Londres ont répondu, en termes courtois, qu'ils ne laisseraient pas s'accomplir ce forfait. On en est là. Toutes les formules du monde ne changeront rien à la situation. L'Austro-Allemagne doit renoncer effectivement à l'exécution de son plan ou bien les deux groupes s'affronteront.

L'ATTAQUE BRUSQUÉE DIPLOMATIQUE

Vendredi 31 juillet 1914.

L'attaque brusquée militaire n'est pas seule à redouter dans les relations internationales. L'attaque brusquée diplomatique n'est pas moins dangereuse. Pour des gouvernements résolus à réaliser un grand dessein, il est aussi avantageux de surprendre leurs rivaux en plein désarroi diplomatique et politique que de profiter d'une avance de préparation militaire pour envahir le territoire du voisin. Peut-être même l'attaque brusquée diplomatique est-elle préférable à l'autre, car on l'entreprend avec moins de risques. En cas de succès, elle procure tous les résultats d'une guerre heureuse, sans effusion de sang. En cas d'échec, les diplomates qui ont risqué le coup peuvent espérer se replier en bon ordre en désavouant toute

mauvaise intention. Au contraire, le brusque envahissement d'un Etat officiellement ami la veille peut aboutir à un désastre s'il n'est pas immédiatement suivi d'une victoire décisive. Au cours de ce mois, la Triple Alliance s'est résolue à frapper le grand coup qui devait lui donner l'hégémonie de l'Orient. Après réflexion, elle a choisi comme moyen l'attaque brusquée diplomatique sur la Triple Entente.

Les circonstances paraissaient extrêmement favorables. On comptait à Vienne et à Berlin que la Russie n'oseraient jamais protéger la Serbie si elle n'était pas absolument sûre du concours effectif immédiat de la France et de l'Angleterre, de l'Angleterre surtout. Or, à l'heure choisie par le comte Berchtold d'accord avec M. de Jagow, le chef de l'Etat français et son président du Conseil voguaient sur la mer Baltique. A Paris, il restait des ministres peu au courant des ressorts de la diplomatie germanique, lents à saisir l'importance de certaines démarches, et de caractère éminemment pacifique. A Londres, on se croyait à la veille d'une guerre

civile et toute l'attention était absorbée par les troubles d'Irlande. A Pétersbourg, des émeutes ouvrières, si opportunes qu'il est difficile de les croire spontanées, tendaient à faire croire que le gouvernement russe, en proie à des difficultés intérieures, était incapable de prendre à l'extérieur une décision énergique. Par précaution, on avait fait mobiliser plus de 100 000 hommes en Italie, afin d'être sûr qu'un mouvement populaire ou une grève générale ne viendrait pas obliger l'Italie à refuser au moment critique son appui à ses deux alliées¹. Enfin, afin de choquer le moins possible la Russie et l'Angleterre, on avait fait la première démarche comminatoire à Paris, au point diplomatique supposé le plus faible, près des hommes les moins préparés à supporter l'attaque. On espérait que Paris se hâterait de « modérer » Pétersbourg, ou du moins d'y faire passer

1. On ne sait pas encore exactement si cette mobilisation correspondait à des intérêts intérieurs ou extérieurs. Il semble établi que le Cabinet de Rome n'a pas été mis au courant des conditions imposées par Vienne à la Serbie. Mais on peut supposer qu'il en a connu la substance et que, prévoyant des complications, il a d'autant plus tenu à ne pas être pris au dépourvu que la situation intérieure était plus troublée dans les Romagnes.

l'expression de ses inquiétudes, et qu'on réussirait ainsi à berner la Russie sans avoir eu besoin de lui parler haut.

A Vienne et à Berlin, même à Rome, on feint encore de croire au succès de l'attaque. On ne met plus en doute, il est vrai, la fermeté et la clairvoyance françaises. Si pleins d'illusions que soient certains de nos hommes politiques en temps ordinaire, les moins perspicaces recouvrent la vision des réalités aux heures où les grands intérêts nationaux sont en jeu. D'ailleurs l'attitude du pays et l'opinion publique par la voix de la presse achèvent de les éclairer. De notre côté donc, il ne subsiste plus aucun doute. Mais les espoirs et les efforts de la Triple Alliance se tournent du côté de l'Angleterre. De Rome et de Berlin, on agit à Londres de toute son énergie, de toute son astuce, par tous les intermédiaires, pour berner l'Angleterre. On essaye de lui faire croire que le conflit actuel ne la touche point et qu'elle doit assister l'arme au bras au bouleversement de l'Orient présenté sous la forme anodine — et provisoire — de la « punition » de

la Serbie. On va plus loin. On promet la neutralité italienne en compensation de la neutralité britannique — comme si les deux neutralités se balançaient ! En somme l'attaque brusquée diplomatique n'a été livrée que dans la conviction que l'Angleterre au moins serait hors du combat.

En dépit des affirmations tendancieuses contraires de la presse germanique, ce calcul est déjoué. Peut-être l'Angleterre a-t-elle été déconcertée au premier abord. Il y avait en effet de quoi. Les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie n'avaient-ils pas déclaré catégoriquement un ou deux jours auparavant que la note de leur gouvernement serait excessivement modérée ? L'Angleterre s'émeut lentement et ne croit pas volontiers au machiavélisme d'autrui. Mais, quand elle connaît la note austro-hongroise, quand elle vit rejeter la réponse conciliante à l'excès de la Serbie, quand elle entendit la déclaration de guerre de l'empereur François-Joseph au roi Pierre, elle comprit qu'on l'avait trompée comme le baron d'Aehrenthal lui avait menti en 1908 au sujet de l'annexion de la Bosnie-Her-

zégovine et de la proclamation de l'indépendance bulgare. Elle pardonne difficilement ces choses-là. Depuis, tous les jours, elle aperçoit mieux que la question en jeu est non pas celle de la Serbie — pays pour lequel on lui supposait peu de sympathie, — mais celle de l'Orient tout entier, de l'équilibre européen et mondial. Donc, elle s'est décidée à faire front avec ses amis contre l'assaillant.

Si l'on semble en douter encore dans les capitales de la Triple Alliance, c'est sans doute qu'il n'y a pas encore été fait de déclarations catégoriques. Mais il n'entre pas dans les habitudes de la diplomatie britannique de se livrer à des manifestations de ce genre. Elle recourt à d'autres procédés. Par exemple, après le coup d'Agadir, le discours de M. Lloyd George vint ruiner la combinaison allemande aussi sûrement qu'une déclaration d'ambassadeur à ministre des affaires étrangères. Hier, M. Asquith et Sir Edward Grey ont employé un moyen analogue. Ils ont averti nettement leur pays, et l'Europe avec lui, que l'Angleterre était derrière la France, et par conséquent derrière la Russie, si la France, comme

il est certain, faisait front avec la Russie¹. Voilà la Triple Alliance avertie. Il n'y a plus ni tergiversation, ni obscurité. La question est franchement posée. L'Angleterre ne songe pas à se battre pour la Serbie, c'est entendu. Mais elle se battra pour le salut de la France solidaire de la Russie, et pour le maintien de l'équilibre mondial. Si les paroles prononcées hier aux Communes par M. Asquith et Sir Edward Grey n'avaient pas, dans les pays de la Triple Alliance, le retentissement qui convient, elles seraient probablement suivies d'autres destinées à supprimer publiquement toute équivoque. Ce sera le meilleur, peut-être le seul moyen de conserver la paix.

1. À l'heure où cet article fut écrit, on ne connaissait le langage de M. Asquith et de Sir Edward Grey que par une analyse télégraphique. En réalité, les déclarations en question furent moins nettes, mais le sens général était assez clair.

A LA VEILLE DE LA GUERRE

Samedi 1^{er} août 1914.

Les dernières batteries sont démasquées. Devant la mobilisation générale officielle autrichienne et la mobilisation générale allemande s'effectuant clandestinement sous le couvert de l'état de siège, la Russie a dû, elle aussi, proclamer la mobilisation générale. Tout retard aurait pu lui être fatal, à elle et à l'Europe civilisée. Comme nous n'avons cessé de le dire depuis la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, l'Austro-Allemagne a minutieusement préparé la réalisation par les armes de son grand dessein d'hégémonie. Tout a été combiné pour tromper les autres puissances et l'opinion européenne, pour permettre à l'Austro-Allemagne, sous le prétexte d'une guerre austro-serbe, de gagner quelques jours de préparation militaire. Au début de cette campagne diplomatique, les

puissances amies de la paix, trop enclines à prêter à leurs adversaires leurs propres sentiments de loyauté, ont pu hésiter sur les véritables intentions des agresseurs de la Serbie. Mais, à la fin, leurs yeux ont dû s'ouvrir. La Russie, se sentant visée à travers la Serbie et voyant tout le slavisme en péril, a pris les mesures décisives absolument indispensables. Hier aussi, M. de Schœn est venu demander au gouvernement français si la France resterait neutre en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie, et il a exprimé le désir que la réponse fût donnée promptement.

La réponse de la Russie et celle de la France ne sont pas douteuses. La Russie réservera son entière liberté d'action, et la France déclarera que, si son alliée est attaquée, elle la soutiendra. C'est donc, à moins de revirement inespéré, la mobilisation générale décrétée officiellement aujourd'hui ou demain en Allemagne et en France. L'Italie n'a pas encore pris position. Son gouvernement, à l'instigation des Cabinets de Vienne et de Berlin, a très vivement pressé

l'Angleterre de lier la neutralité des deux pays. Pour beaucoup de raisons, intérieures et extérieures, il appréhende de se jeter dans la mêlée au début des hostilités. Il eût été infiniment heureux de rester à l'abri du cataclysme et de rendre en même temps un signalé service à ses alliés en obtenant au bénéfice de ceux-ci la neutralité britannique. Mais il n'a pas réussi. Il attend donc les événements. Comme son traité d'alliance ne l'oblige pas à se solidariser militairement avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en cas d'offensive de leur part, il peut rester neutre. Il doit aussi prendre en considération l'opinion publique, qui est nettement antipathique à l'Autriche-Hongrie. A la vérité, on n'avait rien négligé de certains côtés pour brouiller la France et l'Italie et pour fournir à l'opinion publique italienne des prétextes d'irritation contre nous. Depuis un an que les événements actuels se préparent, nous avons signalé les manœuvres diffamatoires organisées en Italie contre nous par les agents tripliciens. Heureusement, depuis l'arrivée au pouvoir du Cabinet Salan-

dra, ces manœuvres ont cessé. Nous devons veiller à ce qu'un incident de dernière heure artificieusement provoqué ne vienne pas troubler malencontreusement les relations de nos deux pays, liés par tant d'intérêts communs, et qui ne se sont quelquefois défiés l'un de l'autre que parce que des ambitieux s'acharnaient à les diviser. A cette heure critique aussi pour elle, la nation italienne ne peut pas ne pas reconnaître que des intérêts vitaux *lui* défendent de se joindre aux puissances germaniques contre les nations qui l'ont aidée à secouer le joug tudesque et qui sont toujours prêtes à lutter avec elle pour le triomphe de la liberté et de la civilisation.

Le gouvernement anglais n'a pas voulu, dès hier, se prononcer publiquement. C'est qu'à ses yeux, ou plutôt à ceux d'une partie du public britannique, le conflit n'est pas encore irrémédiablement ouvert et que, afin de libérer sa conscience et de satisfaire les scrupules des pacifistes, il a tenu à tenter une suprême tentative de conciliation. Son intention de soutenir de toutes ses forces la France attaquée est inébranlable, car, en face

du germanisme marchant vers l'hégémonie, l'indépendance de la Grande-Bretagne est solidaire de celle de la France. Seulement, sous l'influence d'une action persévérente des agents allemands de toute sorte dans le Royaume-Uni et de quelques journaux puisant leurs informations à des sources germaniques, un groupe d'hommes politiques jouissant de quelque pouvoir sur l'opinion est encore aveuglé sur les véritables intentions du Cabinet de Berlin. Mais, dans son immense majorité, le peuple britannique sait qu'il commetttrait une faute vitale en laissant l'Allemagne écraser la seule puissance européenne capable de contenir la puissance qui a proclamé que son avenir était sur la mer. L'hégémonie maritime suivrait infailliblement l'hégémonie européenne. De seconde puissance maritime qu'elle est aujourd'hui déjà, l'Allemagne deviendrait la première avec ou même sans le concours de ses alliés d'aujourd'hui. Ce jour-là, la Grande-Bretagne, qui n'a pas un mois de vivres chez elle pour nourrir sa population, tomberait à l'état de dépendance germanique.

Il y a plus. Il ne s'agit plus seulement de combinaisons diplomatiques et de perspectives d'avenir. Il s'agit aussi de sauver la civilisation européenne de l'assaut le plus sauvage qui lui ait été livré depuis les temps barbares. Depuis cinq ans, les Austro-Hongrois déclarent qu'ils veulent exterminer les Serbes : c'est le mot même employé par leurs organes militaires. Aujourd'hui la question serbe passe au second plan ; elle a servi seulement de prétexte à une guerre générale conçue et préparée dans ses moindres détails depuis les défaites de la Bulgarie dans les Balkans. Aujourd'hui toutes les forces germaniques, avides de puissance et de butin, se lancent d'un élan formidable contre la civilisation occidentale et le slavisme. Elles ne reculeront devant aucune destruction pour abattre l'ennemi qu'elles ont juré de réduire à merci.

Comme nous le disions le jour même de la rupture des relations diplomatiques de l'Autriche avec la Serbie, toutes les nations civilisées doivent faire front ensemble contre la nouvelle invasion des barbares.

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE À LA RUSSIE

Dimanche 2 août 1914.

Les événements se précipitent en suivant le cours que la politique austro-allemande leur a préparé. L'Allemagne a déclaré hier soir la guerre à la Russie. La France a décrété la mobilisation générale. En déclarant la guerre à la Russie, ce n'est pas notre alliée que l'Allemagne vise principalement, c'est nous. C'est nous qu'elle veut mettre en cause. C'est de nous qu'elle attend un acte qui lui permette de dire au peuple allemand que la France l'a provoquée. C'est à notre frontière, non à la frontière russe, qu'elle masse ses troupes mobilisées clandestinement depuis au moins deux jours. Et, comme nous restons calmes, l'arme au pied, elle fait tirailler sur nos avant-postes dans l'es-

poir qu'une riposte de notre part lui donnera l'occasion de signaler au *Deutschton* l'agression française. C'est si bien nous, nous d'abord, qu'elle veut atteindre par une offensive foudroyante, qu'elle a déjà violé la neutralité du Luxembourg. Ses troupes occupent actuellement le grand duché. Enfin, à la Belgique qui lui demandait si elle respecterait la neutralité belge, l'Allemagne n'a voulu donner aucune assurance, tandis qu'à la même question la France a répondu sans hésitation par une promesse formelle.

On ne saurait trop le répéter, car la plus grande partie du public et même de nombreux hommes politiques ne l'ont pas compris tout de suite : la question austro-serbe n'était qu'un prétexte combiné à loisir entre Vienne et Berlin pour duper l'Europe et prendre sur la France une avance décisive dans la préparation militaire. Dans la première phase de la crise, l'Autriche-Hongrie seule s'est mise en avant. Dans la seconde, celle d'hier et d'aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui dirige tout. Les négociations

austro-serbes, bonnes pour amuser quelque temps les chancelleries, se sont évanouies. Le Cabinet de Vienne cause encore à mi-voix à ce sujet avec les intermédiaires bénévoles qui persistent à nourrir des illusions. Après s'être déclaré irréductible au début, il feint la conciliation. Avec l'hypocrisie caractéristique de sa diplomatie, il se donne un air de bon apôtre à l'heure où les armées sont de toutes parts en marche. De son côté, l'Allemagne, voulant à tout prix prononcer son attaque sur nous dans les conditions les plus favorables, n'a cure de négociations. Elle brusque le déclenchement de l'alliance franco-russe au moment où le roi d'Angleterre adresse un appel personnel à l'empereur Guillaume et au tsar Nicolas, et où le Cabinet britannique propose de réunir à Londres une conférence d'ambassadeurs chargée de résoudre sans retard le conflit austro-serbe. Aujourd'hui, tous les yeux sont-ils enfin dessillés?

La France doit donc se préparer à lutter pour son existence. L'Allemagne a choisi pour l'attaquer l'instant où elle espérait la

trouver désemparée. Elle comptait sur notre négligence, sur des imprudences de notre part, et sur la veulerie de l'Europe. Tous ces calculs sont déjoués. Tout en attendant la dernière extrémité, nous avons mobilisé. Ni diplomatiquement, ni militairement, nous n'avons donné la moindre prise sur nous. Inébranlablement fidèles à notre alliance et à nos amitiés, nous accomplissons tout notre devoir sans prendre aucune initiative. Même après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, nous ne nous livrons à aucun acte de guerre contre l'ennemie de notre alliée. Toute l'Europe, le monde entier, peut constater notre calme, notre correction, notre résolution. Cette fois, en dépit de toutes les manigances des disciples de Bismarck, de toutes les fausses nouvelles propagées depuis trois semaines, personne au monde ne pourra alléguer, même en Allemagne, sans mentir effrontément, que la France a voulu la guerre. Le trouble-paix de l'Europe, c'est l'Austro-Allemagne aspirant à l'hégémonie.

A l'étranger, on reconnaît déjà partout

le caractère agressif de la politique austro-allemande. Devant le péril imminent, aussi grave pour eux que pour nous, les Anglais, divisés par le Home Rule, se sont réconciliés. Ils ne forment plus qu'un bloc. La violation de la neutralité du grand-duc de Luxembourg garantie par le traité de 1867 est un défi à la signature de la reine Victoria. Le refus de promettre de respecter la neutralité belge ouvre la perspective la plus redoutable pour la sécurité de l'empire britannique. Demain, à la Chambre des Communes, M. Asquith fera une déclaration que nous attendons avec une entière confiance. En attendant, l'Amirauté britannique prend toutes les dispositions imposées par la situation.

L'Italie manifeste son intention de rester neutre. Elle ne croit pas devoir faire encore de déclaration officielle à ce sujet. Mais son ministre des affaires étrangères a dit aux ambassadeurs accrédités à Rome que le *casus fœderis* ne jouait pas dans les circonstances actuelles. Nous espérons fermement qu'à mesure que se développe-

ront les événements, tout le peuple italien comprendra mieux que ses intérêts essentiels sont opposés à ceux de l'Austro-Allemagne.

Dans les Balkans, on attend. Les jeunes royaumes issus des démembrements de la Turquie d'Europe survenus depuis soixante ans voient arriver la grande crise européenne avec autant d'anxiété que d'espoir. Ils sont partagés entre le désir de sauvegarder tout d'abord ce qu'ils ont eu tant de peine à conquérir, et l'envie de réaliser leurs grands rêves nationaux. Ce désir et cette envie ne sont pas inconciliables. Ils se confondent plutôt. A défaut des Cabinets, de nature plus prudents, les peuples balkaniques verront tous les jours davantage que le moment est venu pour eux de s'unir dans un effort commun pour la libération complète.

Dans la lutte gigantesque à laquelle nous acculent des adversaires sans scrupules, la France peut avoir confiance. Elle a pour elle une bonne armée, de bons amis et le bon droit.

LA RUÉE GERMANIQUE ET LE DEVOIR DES NATIONS

Lundi 3 août 1914.

Par le fait de l'Austro-Allemagne, toute l'Europe se trouve en ce moment dans une situation sans précédent dans l'histoire.

L'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie et elle ne la lui fait pas. Le bombardement de Belgrade est une opération de parade, terrible pour les habitants de cette malheureuse ville ouverte, mais sans importance militaire. Nulle part ailleurs sur le territoire serbe on ne signale de véritables faits de guerre. Suivant toute probabilité, le gros des forces austro-hongroises est massé à la frontière russe.

Sous le prétexte que la Russie mobilisait pour défendre la Serbie attaquée par l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie quoique celle-ci ne fût pas

en guerre avec l'Autriche-Hongrie. Pourtant le *casus fœderis* n'était pas en jeu, puisque l'alliée de l'Allemagne n'avait pas été attaquée par la Russie et n'avait elle-même pas attaqué celle-ci.

Sous le prétexte qu'elle est en guerre avec la Russie, l'Allemagne somme la France de prononcer sa neutralité ou de lui déclarer la guerre à elle Allemagne. Or, sur notre réponse que nous sommes fidèles à l'alliance russe, elle ne donne aucune suite officielle à sa sommation. Cette réponse la déconcerte : elle veut que, en vertu du traité d'alliance franco-russe, nous lui déclarions la guerre afin de pouvoir dire à la nation allemande et au gouvernement italien que la France a attaqué l'Allemagne. Elle veut à la fois galvaniser l'opinion allemande, qui semble beaucoup moins enthousiaste, et faire jouer le *casus fœderis* du traité italo-allemand.

Ce dernier point est du plus haut intérêt. Le public ne paraît pas apprécier la véritable signification de la déclaration de neutralité italienne faite avant-hier à Rome. L'ambassadeur d'Allemagne à Rome est venu

notifier au ministre des affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel que l'Allemagne se trouvait en état de guerre avec la Russie. Le marquis de San Giuliano a répondu que, l'Allemagne n'ayant pas été attaquée, le *casus foederis* italo-allemand ne jouait pas et que l'Italie observerait la neutralité en attendant les événements. L'ambassadeur de Guillaume II n'a pas insisté. En effet, cette réponse n'a pu ni le surprendre, ni le décourager. Ce n'est pas sur la guerre avec la Russie que l'Allemagne compte pour faire jouer le *casus foederis* avec l'Italie, c'est sur la guerre avec la France. Si nous commettons la moindre imprudence, si, même provoqués par des irruptions de troupes allemandes sur notre territoire, nous déclarions la guerre à l'Allemagne, celle-ci se hâterait de se dire attaquée et d'invoquer à Rome le *casus foederis*. Certes, l'opinion italienne est en très grande majorité hostile à une guerre contre la France avec l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. Mais il reste un certain inconnu. Donc, à tout prix, que personne ne donne prise à l'Italie contre nous,

qu'aucun incident de terre ou de mer ne surgisse entre Italiens et Français, nulle part, ni à la frontière, ni à Marseille, ni à Nice, ni en aucun endroit où des rixes préparées peuvent dégénérer en conflit!

Pendant ce temps, l'Autriche-Hongrie ne bronche pas. L'Europe tout entière est sur le point de se déchirer à cause de ses provocations, et les ambassadeurs de François-Joseph se comportent comme si le conflit ne regardait pas leur pays.

Mais l'Allemagne agit. Hier elle a violé la neutralité du grand-duc de Luxembourg. Aujourd'hui elle s'apprête à violer, si elle ne l'a déjà fait à l'heure où nous écrivons, la neutralité de la Belgique. *Elle a sommé la Belgique de lui laisser utiliser le territoire belge pour ses opérations militaires.* Elle prend pour prétexte qu'elle sait que des masses françaises se préparent à passer la frontière belge. Jamais, depuis qu'il y a une diplomatie et des nations vivant en société, pareil cynisme ne s'est étalé devant le monde. Sous ce rapport Bismarck est dépassé de beaucoup. L'Allemagne envahit le Luxem-

bourg neutre parce qu'elle prétend avoir le droit (?) d'utiliser ses voies ferrées. Elle envahit le territoire belge parce que l'ennemi provoqué par elle et à qui elle n'a pas déclaré la guerre pourrait être tenté de l'envahir.

Si les nations civilisées assistent immobiles et muettes à ce spectacle, il n'y aura plus d'Europe ni de civilisation. A cette heure décisive dans l'histoire de l'humanité, toutes doivent se lever pour défendre le patrimoine commun accumulé pendant dix siècles.

Nous apprenons au dernier moment que le gouvernement belge a répondu très dignement à l'Allemagne qu'il avait reçu de la France l'assurance formelle du respect de la neutralité de la Belgique et qu'il défendrait avec toutes ses forces la neutralité du territoire national garantie par un traité solennel.

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Mardi 4 août 1914.

La guerre est déclarée entre la France et l'Allemagne. Tel était le terme inévitable de la comédie diplomatique jouée depuis trois semaines par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les dernières paroles prononcées par le représentant de l'Allemagne à Paris ont encore été des mensonges. M. de Schœn a pris prétexte de ce que des aviateurs français auraient violé le ciel germanique pour déclarer que l'Allemagne était « obligée de se déclarer en état de guerre avec la France ». L'hypocrisie qui a présidé à toute cette machination se retrouve dans cette formule. Après avoir mobilisé en secret, envahi notre territoire, violé la neutralité du Luxem-

bourg, annoncé la violation de la neutralité belge, on vient nous déclarer que c'est nous, spectateurs impassibles de ces monstruosités, qui avons engagé la guerre avec l'Allemagne. Soyons sûrs que, dès hier soir, les journaux allemands ont dénoncé en termes indignés au peuple allemand les « provocations » de la France. La postérité jugera.

L'ambassadeur de Guillaume II à Rome s'est empressé d'aller notifier à la Consulta l'état de guerre entre la France et l'Allemagne. Espérait-il que le *casus foederis* italo-allemand, qui ne jouait pas dans la guerre russo-allemande, jouerait dans la guerre franco-allemande? Le gouvernement italien, approuvé par le vénérable et loyal marquis Visconti-Venosta, avait pris les devants en déclarant sa neutralité dans les divers conflits ouverts en Europe.

A Londres, Sir Edward Grey a fait des déclarations capitales : La flotte britannique garantit les côtes françaises contre toute attaque de la flotte allemande (par conséquent, nous pouvons employer toutes nos forces navales contre la flotte de commerce

ennemie) — La Grande-Bretagne défendra la neutralité belge avec toutes ses forces. — « Si la situation se développe dans le sens qui paraît probable, a conclu le chef du Foreign Office, nous y ferons face. » Les armées de terre et de mer sont mobilisées.

L'état de guerre actuel ne met pas complètement fin à la tragi-comédie diplomatique. L'Autriche-Hongrie, dont les provocations ont mis toute l'Europe en armes, n'est officiellement en guerre qu'avec la Serbie. Elle désire évidemment, tant qu'elle gardera l'espoir de la coopération italienne, rester en apparence neutre à l'égard de la Russie et de la France pour que sa flotte de guerre ne soit pas exposée, que ses côtes ne soient pas bloquées, que son commerce maritime ne soit pas troublé et que le hasard lui réserve les chances d'un incident franco-italien. A aucun prix, sous aucun prétexte, ne laissons se produire l'incident qui fournirait l'occasion de tourner contre nous l'opinion italienne.

Jusqu'ici les « trucs » diplomatiques de l'Allemagne ont manqué leur effet. Si nous

sommes patients et clairvoyants, les autres ne réussiront pas davantage. Il en sera de même de la mécanique militaire montée par le grand état-major de Berlin, et Alexis Samain, fusillé hier, aura sa statue à Metz.

1. Le matin du 4 août, on avait annoncé qu'Alexis Samain avait été fusillé la veille à Metz. Mais, d'après des informations obtenues beaucoup plus tard, les deux frères Samain seraient vivants, internés dans la forteresse d'Ehrenbreitstein.

LA GUERRE EUROPÉENNE

Mercredi 5 août 1914.

Hier soir, à onze heures, le gouvernement allemand a remis ses passeports à Sir Edward Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin. C'est la réponse à la sommation britannique à l'Allemagne d'avoir à respecter la neutralité de la Belgique. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont en état de guerre. Les troupes allemandes essaient de forcer le passage à travers la Belgique; elles portent leur principal effort sur Liège. De la Baltique à Gibraltar, des mers arctiques à la Méditerranée, c'est donc la guerre.

Beaucoup de puissances se sont hâtées de proclamer leur neutralité et l'observeront sans doute jusqu'à la fin. Il est peu probable, contrairement à certaines informations,

issues probablement de l'interprétation inexacte d'incidents locaux sans véritable importance, que la neutralité suisse soit violée. Mais l'attitude de certains États est ambiguë. Nous ne faisons pas ici allusion à l'Italie, qui ne se départira pas, nous y compsons, de l'attitude très correcte dont le gouvernement français l'a justement remerciée. En effet, plus les événements se développent, plus le peuple italien reconnaît, comme cela ne pouvait manquer, que le droit, les intérêts de la civilisation et les sympathies générales sont du côté de la France, et que la force ne tardera pas à l'être également. Les mesures militaires de nos voisins, restreintes d'ailleurs, du côté des Alpes françaises, sont de simples précautions qui sont prises aussi du côté des Alpes autrichiennes. En conséquence, tout permet de croire, surtout après l'intervention de l'Angleterre dans le conflit avec toutes ses forces, que notre frontière du sud-est ne court aucun péril. Des précautions élémentaires suffiront aux confins de la Savoie et du Dauphiné. Seulement, répétons-le encore, évitons à tout prix un inci-

dent quelconque entre les deux pays. La France et l'Italie amies peuvent être récompensées par de grands résultats et fonder dans la Méditerranée un état de choses nouveau qui, sans porter le plus léger ombrage aux autres puissances, grandes ou petites, supprime entre elles deux tout prétexte de rivalité.

La conduite de la Bulgarie justifie tous les soupçons. Nous avons la certitude morale que le roi Ferdinand s'est concerté avec le Cabinet de Vienne. Il est aux aguets pour regagner la Macédoine perdue et son prestige effondré. Il s'efforce de déterminer la Turquie à le suivre dans une nouvelle aventure. La Bulgarie peut être matée par la Roumanie et la Grèce coalisées dans un intérêt supérieur commun. Quant à la Turquie, si, sous des inspirations faciles à deviner, elle commettait la folie de lier partie avec la Bulgarie contre la Serbie et la Grèce, ce serait son suicide. Elle ne mériterait plus de vivre. Nous avons ici lutté avec une persévérence quotidienne pour le maintien et la prospérité de l'empire ottoman. Mais si la

Turquie, à cette heure décisive dans l'histoire du monde, osait prendre parti contre les puissances occidentales qui ont autrefois risqué leur existence pour sauver la sienne, c'en serait fait d'elle à jamais. Constantinople, le Bosphore et toutes les côtes de la mer Noire sont à la merci de la flotte russe de Sébastopol. Si la Sublime Porte ruse ou tergiverse, elle s'expose à voir prendre contre elle des mesures foudroyantes.

Le Reichstag s'est réuni hier et s'est ajourné au mois de novembre après avoir voté cinq milliards de crédits. Quand le Reichstag se rouvrira, il y aura une autre Allemagne.

LA RUÉE GERMANIQUE

LE RÔLE DE L'AUTRICHE

Jeudi 6 août 1914.

La mécanique militaire du grand état-major de Berlin commence à se détraquer. Nul ne peut prévoir encore les résultats définitifs de la conflagration générale où l'Europe est engagée. Mais, sans préjuger le dénouement, on peut constater dès aujourd'hui que l'offensive foudroyante sur Paris est manquée comme l'attaque brusquée diplomatique des 24 et 25 juillet. La Belgique se défend avec toutes ses forces contre la violation de son territoire. Elle est secourue par l'Angleterre qui lui fournit, à elle et à nous, un concours illimité. La place de Liège tient bon et celle de Namur est maintenant impos-

sible à enlever par surprise. La concentration des masses allemandes sur la frontière franco-belge est donc retardée, sinon arrêtée. Notre mobilisation s'effectue en ordre parfait et il en sera certainement de même de notre concentration. Notre couverture n'a pas été bousculée. Pour pénétrer en Champagne, les armées allemandes devraient forcer le passage à travers la Belgique et gagner ensuite au moins deux grandes batailles. Ce n'est pas du tout ce qu'avait prévu le grand état-major de Guillaume II. Actuellement, autant qu'on puisse deviner ce qui se passe chez nos agresseurs, l'état-major modifie son plan primitif et se prépare à faire face à la fois aux diverses opérations militaires qu'il avait espéré pouvoir exécuter l'une après l'autre. Mais chacun se prépare de son côté. Coupée de ses communications avec la mer du Nord, l'Atlantique et presque toute la Méditerranée, l'Allemagne court le risque d'être affamée. Même au cas, qui n'est nullement une probabilité, où elle réussirait à remporter prochainement un grand succès sur terre, cela n'avancerait pas

beaucoup ses affaires. Elle trouverait des troupes fraîches derrière celles qu'elle aurait battues. Pour venir à bout de la France et de la Russie alliées, appuyées par la flotte britannique, il lui faudrait soutenir victorieusement, à l'Est et à l'Ouest, un effort très prolongé qui, militairement, matériellement, financièrement et moralement, dépasse ses forces. La ruée germanique se brisera tôt ou tard contre le bloc des nations civilisées.

On se demande toujours quel rôle joue l'Autriche-Hongrie dans ce grand drame. Trop de personnes conservent quelques illusions à son sujet. On allègue qu'elle est entraînée, embarrassée, qu'elle songe peut-être à se dégager. En réalité, sa conduite en toute cette affaire est peut-être encore plus basse que celle de l'Allemagne. Comme la chancellerie allemande, la chancellerie austro-hongroise ment depuis des mois. Toutes deux ont laborieusement échafaudé leur monstrueux complot. L'Allemagne, comme à l'ordinaire, a été fausse et brutale. Mais l'Autriche-Hongrie a usé de raffinements de duplicité inconnus jusqu'à ce jour.

A l'heure actuelle ses agents poursuivent leur besogne cynique avec une maestria dans l'impudeur qui confondrait d'admiration Machiavel. Pendant que les ambassadeurs de Sa Majesté apostolique continuent de converser sur un ton enjoué avec les ministres des affaires étrangères des pays en guerre avec l'Allemagne, les régiments slaves de la monarchie dualiste sont envoyés en Alsace, et les régiments bavarois dirigés sur la frontière austro-russe. Le souverain que sert le comte Szecsen ne se borne pas à s'associer à une entreprise contre la France et l'Angleterre ; il veut aussi que ses bons soldats tchèques et slovaques se heurtent aux nôtres aux pieds des Vosges. Ceci n'est point une improvisation. Depuis plusieurs mois, les officiers des régiments slovaques ont reçu des cartes de toute la région des Vosges. Depuis des mois, le transport de régiments austro-hongrois à la frontière franco-allemande et de régiments allemands à la frontière austro-russe est prévu dans ses moindres détails. Quand on connaîtra tous les détails de cette combinaison, le cœur

se soulèvera. Tout cela ne profitera point aux deux Majestés impériales et royales. En Bohême et dans toute la Slavie austro-hongroise, aucun Slave ne pardonnera sa félonie à François-Joseph I^{er}. Le jour de la justice viendra.

LA GUERRE AUSTRO-RUSSE

LES DÉCLARATIONS DE M. ASQUITH

Vendredi 7 août 1914.

Hier, enfin, le gouvernement austro-hongrois a déclaré la guerre à la Russie. La note que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg a été chargé de remettre à M. Sazonof est digne de l'ultimatum adressé à la Serbie et de l'appel de François-Joseph I^{er} à ses peuples. Le comte Berchtold ose invoquer « l'attitude menaçante prise par la Russie » et le fait que « la Russie, d'après une communication du Cabinet de Berlin, a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne ». Les mensonges continuent. Ils dureront jusqu'à la catastrophe finale. Quel réveil dans les deux parties de la monarchie quand la vérité y sera connue !

Avec la France, l'Autriche-Hongrie n'a toujours pas rompu. Elle persistait encore ce matin à espérer que nous lui déclarerions la guerre — comme nous en aurions cent fois le droit après les actes hostiles qu'elle prépare sans relâche contre nous depuis ce printemps — et que l'Italie serait tenue de marcher avec elle et l'Allemagne. Elle comptait probablement aussi que des incidents naîtraient infailliblement entre l'Italie et la France à la suite de mesures de notre part contre la contrebande de guerre ou contre les bateaux de guerre autrichiens et allemands réfugiés dans les ports italiens. En outre, elle avait préparé sur Salonique un coup dont le succès dépendait de la neutralité de la France et de l'Angleterre. Voyant qu'aucun de ses espoirs ne se réalisait, François-Joseph I^{er} a écrit à Victor-Emmanuel III une lettre très pressante pour l'inviter à se joindre à lui dans la conflagration générale. Nous ne connaissons pas la réponse du roi d'Italie. Mais nous avons la conviction qu'elle sera une fin de non-recevoir. Dans les conditions politiques actuelles,

dans l'état de préparation militaire des belligérants d'aujourd'hui, la coopération de l'Italie à l'attaque austro-allemande serait, à l'intérieur et à l'extérieur, un désastre. A l'intérieur, un mouvement irrésistible enlèverait le gouvernement. Au dehors de la péninsule, la Libye serait perdue à tout jamais, et la flotte commerciale, sinon la flotte de guerre, ruinée. A l'heure où nous sommes, il n'y a plus de tripliciens militants en Italie que quelques hommes politiques et quelques journalistes. Leur influence ne prévaudra pas contre celle de tout le reste de la nation. A défaut de sentiments d'amitié pour la France, la crainte de l'Angleterre retiendrait le gouvernement de Rome.

Au besoin, le discours prononcé hier aux Communes par M. Asquith achèverait de convaincre les tripliciens de l'autre côté des Alpes. Le Premier anglais a demandé et obtenu un crédit de deux milliards et demi et 500 000 hommes afin de pousser à fond la guerre gigantesque où la Grande-Bretagne a été jetée malgré ses efforts passionnés pour maintenir la paix. Nul ne peut plus ignorer

à Rome, à La Haye, à Bucarest, à Sofia, à Constantinople et ailleurs, que l'Angleterre, une fois mise en branle, ne s'arrêtera plus jusqu'à ce que les trouble-paix soient réduits à merci. Il y a là de quoi faire réfléchir tous les pays qui ont une flotte, des côtes et un commerce maritime.

M. Asquith a dit hier les paroles peut-être les plus fortes qui aient été prononcées devant le parlement britannique depuis Waterloo. Il a qualifié d'*infamous proposal*, de proposition infâme, le marché que M. de Bethmann-Hollweg — ce chancelier dont les badauds européens louaient la droiture et le pacifisme! — eut le front de proposer à Sir E. Goschen le 29 juillet dernier. A cette date, c'est-à-dire à un moment où ni la Russie ni la France n'avaient pris position, où notre attitude à l'égard de l'Allemagne était irréprochablement correcte, le chancelier allemand demandait à l'ambassadeur d'Angleterre un engagement de neutralité en cas de guerre avec la France et d'invasion de la Belgique par les troupes de Guillaume II, en échange de la promesse de ne

pas annexer de territoire continental français et de rétablir l'intégrité du royaume de Belgique après la guerre. Si nous avions accepté, s'est écrié M. Asquith aux applaudissements des Communes, notre pays aurait été à jamais déshonoré. Ces paroles retentiront comme un soufflet sur l'Allemagne tout autour du globe.

LA COALITION CONTRE LES BARBARES

Samedi 8 août 1914.

L'offensive foudroyante combinée par le grand état-major de Berlin pour réduire en quelques semaines la France à merci a produit en effet un résultat foudroyant : instantanément, elle a coalisé contre les hordes germaniques les États civilisés. La première, la Belgique s'est mise en travers de la route d'invasion des barbares. Malgré les plus furieux assauts, elle n'a pas lâché pied. Dès qu'elle reçut l'impudente sommation d'avoir à laisser ouverts les chemins de France, elle se dressa tout entière devant l'envahisseur. Il n'y eut plus de partis, plus de querelles politiques, plus de discordes religieuses, plus de rivalités de races : tous les Belges ne firent qu'un, et nos voisins justifièrent magnifiquement leur devise na-

tionale : l'union fait la force. L'union d'un petit peuple a eu raison de la force d'une grande nation. Liége a résisté victorieusement et l'ennemi refoulé doit attendre que le Moltke de 1914 remonte sa mécanique.

En Angleterre, où l'on était à deux doigts de la guerre civile, en Irlande, où les orangistes et les nationalistes se trouvaient en armes face à face et où le sang venait déjà de couler, il n'est maintenant pas plus question du Home Rule, de l'Amending Bill, d'élections générales et de crise ministérielle, que si l'Irlande n'existe pas. Tous les partis ont fait confiance à M. Asquith et à Sir Edward Grey. Tout l'effort national se concentre sur les opérations de la flotte et la mobilisation des troupes de terre. Aucun journal, même parmi ceux qui étaient les interprètes ordinaires de la pensée germanique, n'ose plus plaider la cause de l'Allemagne. La publication du petit Livre Bleu distribué mercredi et les révélations faites jeudi aux Communes par le premier ministre sur les « infâmes propositions » de M. de Bethmann-Hollweg ont dissipé

les dernières illusions des admirateurs de Guillaume II. Les goujateries des autorités berlinoises à l'égard de l'impératrice-mère de Russie, de l'ambassadeur britannique à Berlin, de M. Jules Cambon et de ses collaborateurs, les violations du droit des gens commises par le gouvernement allemand, et les exécutions sommaires de jeunes gens et de prêtres par les gens du souverain qui invoque toujours le nom du Très-Haut, ont achevé de retourner l'opinion des adversaires de la participation de la Grande Bretagne à la guerre européenne. Là aussi l'union est complète. On peut être assuré que le roi Georges V ne remettra l'épée au fourreau qu'après que l'Allemagne sera dans l'impossibilité de nuire.

En Russie, il n'y a pas eu de discussion. Le chef des germanophiles, le prince Metchersky, est mort juste à temps pour ne pas assister à l'effondrement de sa politique. La déclaration de guerre de l'Allemagne a soulevé une colère et un enthousiasme qui vont croissant. L'armée russe, que Guillaume II se proposait d'écraser avant

qu'eussent été réalisées les améliorations entreprises méthodiquement depuis quelques années par le tsar, se mobilise et se concentre en ordre parfait. Bientôt, plus tôt qu'on le prévoyait à Berlin, elle constituera une masse formidable prête à se répandre irrésistiblement en Allemagne. Le tsar a juré d'en finir avec un voisin qui, périodiquement, vient négocier avec lui le pistolet sur la gorge.

En Italie et dans les colonies italiennes à l'étranger, le sentiment populaire se prononce de plus en plus en faveur de la Triple Entente. On y reconnaît notre bonne foi dans le conflit actuel, la sincérité de notre amitié traditionnelle pour l'Italie, la communauté de nos intérêts méditerranéens ; les hommes qui ont naguère essayé de nous brouiller ont perdu tout crédit. De l'autre côté des Alpes aussi, l'union ne tardera pas à se faire et ce ne sera pas celle qu'espérait l'Austro-Allemagne.

De Hollande, de Norvège, d'Espagne, du Portugal, du Canada, jusque des États-Unis, nous arrivent des témoignages incessants de

sympathie et d'encouragement. Le Japon, allié de l'Angleterre en Extrême-Orient, se prépare à une action navale. Enfin, retour terrible mais prévu des choses d'ici-bas, l'opinion publique commence à s'inquiéter en Autriche-Hongrie. En dépit de toutes les précautions prises par le Cabinet de Vienne pour cacher à tout prix la vérité, on commence dans la Slavie de François-Joseph à deviner ce qui se passe. Les Serbes entrent en Bosnie; ils vont y porter l'affranchissement et la lumière. Les Tchèques s'émeuvent. Les Dalmates frémissent. La justice vient.

SALUT A L'ALSACE

Dimanche 9 août 1914.

Le 17 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, Emile Keller, au nom de tous les représentants des deux provinces dont la cession devait être la rançon de la France, lisait la protestation que voici :

« L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas être aliénées.

« Associées depuis plus de deux siècles à la France, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ces deux provinces, sans cesse exposées aux coups de l'ennemi, se sont constamment sacrifiées pour la grandeur nationale ; elles ont scellé de leur sang l'indissoluble pacte qui les rattache à l'unité française. Mises aujourd'hui en question par les prétentions étrangères, elles affirment à travers les obstacles et

tous les dangers, sous le joug même de l'envahisseur, leur inébranlable fidélité.

« Tous unanimes, les citoyens demeurés dans leurs foyers, comme les soldats accourus sous les drapeaux, les uns en votant, les autres en combattant, signifient à l'Allemagne et au monde l'immuable volonté de l'Alsace et de la Lorraine de rester françaises...

« Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs. »

Le 1^{er} mars 1871, après le vote des préliminaires de paix par 546 voix contre 107, Jules Grosjean, député et ancien préfet du Haut-Rhin, au nom de tous ses collègues annexés, dit à l'Assemblée cet adieu, qui était un au revoir :

« Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille com-

mune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. »¹

Les descendants des protestataires de 1871 ont tenu leur serment. Avant-hier soir, quand eurent passé les régiments qui, depuis quarante-trois ans, montent la garde à Belfort, ils ont arraché les poteaux-frontières qui séparaient le glorieux labeau de terre alsacienne resté à la France de l'ancien département du Haut-Rhin. Vendredi, après avoir défilé devant la citadelle où le lion de Bartholdi aiguise ses griffes dans l'énorme bloc de grès rouge qui domine la ville invaincue, nos petits troupiers sont allés sonner la *Marseillaise* et le *Sambre-et-Meuse* dans tous ces villages de la route de Mulhouse où l'on n'entendait plus, depuis 1871, que le son aigu du fifre. Nous aussi, nous avons tenu parole. Trop

¹1. Sous le titre : *La protestation de l'Alsace-Lorraine les 17 février et 1^{er} mars 1871, à Bordeaux*, M. Henri Welschinger a réuni dans une brochure (Berger-Levrault, 1914) tous les documents relatifs à ces solennels engagements pris devant l'Assemblée nationale dans deux séances inoubliables.

longtemps peut-être nous avons laissé souffrir les frères assujettis. Trop de fois peut-être nous avons douté de nous et trop cru dans la supériorité de notre ancien vainqueur. Mais nous ne voulions donner prise à personne. Nous recherchions non seulement la revanche des armes, mais encore la revanche du droit. Elle est venue. Alsaciens, nous voici !

Vétérans de Montreux-Vieux, de Lauw, de Senthal et de Cernay, vous avez revu, du pas de vos portes, les lignards aux pantalons rouges que vous portiez autrefois et qu'il était interdit à vos fils de porter. Le bruit des pas des nouvelles légions françaises en marche vers le Rhin a retenti jusqu'au fond de vos maisons où, sur les murs des chambres fermées au conquérant, au-dessous du crucifix, vos femmes avaient placé l'image de Jeanne d'Arc encadrée aux trois couleurs. Gens d'Altkirch, vous avez béni les balles françaises qui, frappant vos vieilles maisons, chassaient les usurpateurs. Gens de Mulhouse, où il n'est peut-être pas une famille qui n'ait quelqu'un des siens sous

nos drapeaux, vous avez salué vos enfants au milieu des régiments accourus par la trouée des Vosges. Quoi qu'il arrive maintenant, vos cœurs sont joyeux. Vous savez que la France, perfidement provoquée et enfin lasse de la présomption germanique, a juré de vous délivrer. Soldats tombés en 1870 sur les champs d'Alsace, cuirassiers de Morsbronn, vous avez tressailli dans les ossuaires et les tombes dispersées où vous attendiez le dernier jugement des armes. Voici le jour de la résurrection.

Alsace, salut !



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	VII
------------------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DE LA GUERRE

Chap. I. — Avant le drame de Serajévo.	3
Chap. II. — Le conflit austro-serbe.	62
Chap. III. — De la rupture austro-serbe aux déclarations de guerre.	122

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE EUROPÉENNE AU JOUR LE JOUR (Juin-Août 1914)

L'Assassinat de l'archiduc François-Fer- dinand.	173
Le drame de Serajévo et l'opinion euro- péenne.	183
Le drame de Serajévo et le vertige autri- chien.	190
Les aberrations de l'opinion en Autriche.	195
Après le drame de Serajévo.	199
Les conséquences du drame de Serajévo.	205
La politique allemande d'après le prince de Bülow.	211

Les toasts de Peterhof	229
Les aberrations austro-hongroises.	234
La mise en demeure autrichienne.	240
La crise européenne.	245
La rupture austro-serbe	251
La crise européenne.	257
Le plan austro-allemand.	263
La déclaration de guerre autrichienne . .	270
Le «coup» austro-allemand.	276
L'attaque brusquée diplomatique.	282
A la veille de la guerre.	289
La déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie	295
La ruée germanique et le devoir des nations	301
La guerre franco-allemande.	306
La guerre européenne	310
La ruée germanique. — Le rôle de l'Au- triche	314
La guerre austro-russe. — Les déclara- tions de M. Asquith.	319
La coalition contre les Barbares.	324
Salut à l'Alsace.	329

= LIBRAIRIE ARMAND COLIN =
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

BIBLIOTHÈQUE

DU MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

Les Fonctionnaires : leur action corporative, par **Georges-Cahen**, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« On sera séduit par l'exacte documentation de cet ouvrage, par sa belle ordonnance, sa parfaite clarté d'exposition, la rapidité, l'animation du récit. C'est un des livres les plus étudiés, les mieux faits, qui aient été écrits sur une grande question contemporaine. On devra y recourir pour connaître le passé et le présent du corporatisme des Fonctionnaires. » (*Revue Bleue.*)

Le Procès de la Démocratie, par **Georges Guy-Grand**.
Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Depuis quelques années, des attaques précises contre le régime démocratique se sont élevées de côtés très différents. M. Guy-Grand étudie ces diverses critiques. Parfaitement renseigné, il sait les exposer clairement et les distinguer entre elles. Quoi qu'on pense de ces graves questions, c'est un livre à lire et qui mérite d'être signalé pour le talent et le sérieux de la discussion. » (*Le Correspondant.*)

L'Orientation Religieuse de la France actuelle, par **Paul Sabatier**. Un volume in-18 (2^e édition), broché. 3 fr. 50

« M. Paul Sabatier suit dans l'évolution politique, intellectuelle, artistique, les efforts de l'esprit religieux et s'applique à nous faire pressentir ce qui peut résulter des multiples aspirations contemporaines vers une vie spirituelle complète et harmonieuse. » (*Revue de Paris.*)

« M. Paul Sabatier affirme qu'il y a une renaissance du sentiment mystique réunissant dans une sphère commune les plus hauts esprits... Le problème angoissant qui se pose à l'heure actuelle, est de savoir si la véritable foi religieuse, qui est amour, l'emportera sur la fausse foi qui est scolaistique et dialectique, et si la réconciliation pourra se faire entre le christianisme et la civilisation moderne. » (*Mercure de France.*)

La Question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle, par Gaston Richard, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

La pensée philosophique a-t-elle été étrangère à la transformation sociale de notre époque? Tel est le problème qu'étudie M. G. Richard. Il s'attache à prouver que seule la philosophie pouvait démontrer que la question sociale est, au fond, une question morale que l'on ne peut résoudre, ni même bien comprendre si l'on étudie le double problème du droit et du mal. A l'appui de sa thèse, l'auteur soumet à un nouvel examen critique plusieurs points d'histoire souvent controversés, concernant les rapports de filiation entre les écoles philosophiques et les écoles socialistes du xix^e siècle.

Conduit avec une méthode rigoureuse, constamment appuyé sur l'étude des sources, ce travail aboutit à des conclusions neuves et personnelles. Un Index bibliographique permet au lecteur de contrôler et d'étendre la solide documentation de l'ouvrage.

La Famille française et son évolution, par Louis Delzons. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Avec l'autorité du jurisconsulte et l'expérience du romancier, qui a mesuré à la fois la valeur et la portée des articles de nos Codes et observé leur influence et leurs effets sur le caractère de la société contemporaine, M. Louis Delzons étudie les tendances nouvelles de notre époque; où mène depuis un siècle, en France, l'évolution de la famille, si rapide et si complète en ces dernières années. »

(Revue des Deux Mondes.)

L'Évolution de la France Agricole, par Michel Augé-Laribé. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Cet ouvrage est l'exposé précis de la transformation industrielle de l'agriculture et aussi de la transformation morale du monde de la terre. Il y a là un très gros problème, dont bien peu de nos contemporains se doutent, et dont on voit vite les conséquences économiques, politiques et surtout sociales à la lumière des faits développés brillamment par Michel Augé-Laribé. »

(Le Parlement et l'Opinion.)

Les Transformations du Droit Civil, par Joseph Charmont, professeur à l'Université de Montpellier. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Écrit d'une manière très objective, ce bref, mais ingénieux ouvrage expose, avec une pénétrante sagacité, l'évolution du droit privé sur les trois points fondamentaux de la famille, de la propriété, de la responsabilité. Mais, avec une infinie discréption, M. Charmont laisse entrevoir ses vues plus qu'il ne les indique. L'évolution n'a-t-elle pas eu le plus souvent d'heureux résultats? Pourtant n'inspire-t-elle pas aussi des inquiétudes? Ne laisse-t-elle pas, parfois, des regrets? L'auteur, ici, discrètement s'efface; il n'a voulu que nous montrer des courants, des luttes d'idées. Il n'entend pas se mettre en scène, et l'on ne peut, à cet égard, qu'apprécier son tact. »

(Revue de Droit international privé.)

Les Transformations du Droit public, par **Léon Duguit**, professeur de droit à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« L'auteur montre la désagrégation de notre ancien système juridique et les conceptions nouvelles qui semblent présider à l'élaboration d'un nouveau système. L'influence des faits économiques est ici prépondérante; et c'est ainsi que dans l'idée qu'on tend à se faire de l'Etat, la notion de souveraineté ou de droit subjectif va s'effaçant devant la notion, plus réaliste, de service public. On retrouvera dans ce volume la netteté et la vigueur de pensée qui ont fait apprécier M. Duguit des juristes et des philosophes. »

(*Le Correspondant.*)

Paraitront successivement :

A travers la France, par ARDOUIN-DUMAZET. — **Le Mouvement syndical**, par FÉLICIEN CHALLAYE. — **L'Alsace-Lorraine**, par F. EGGARD. — **La Politique de l'Église catholique**, par MAURICE PERNOT. — **La Philosophie du Syndicalisme**, par EDOUARD BERTH. — **L'Organisation de l'Expérience sociale**, par CHARLES ROLLAND.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les Systèmes Socialistes et l'Évolution économique, par **Maurice Bourguin**, professeur d'Économie politique à la Faculté de droit de Paris. 4^e ÉDITION revue et corrigée, augmentée d'un index alphabétique des auteurs cités et des matières traitées. Un volume in-8° cavalier (23° × 16°), 560 pages, broché. . . . 10 fr.

*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques :
Prix Wolowski et Prix J.-B. Chevallier.*

« C'est là une œuvre forte et loyale qui vaut d'être méditée par les hommes de toutes les tendances et de tous les partis. La documentation en est sérieuse et sobre, les analyses pénétrantes et exactes. M. Bourguin combat les systèmes sans parti pris d'école et sans préjugé de classe. A la probité d'analyse et d'interprétation s'ajoute l'inspiration sociale et humaine la plus libre, la plus démocratique et la plus large. » (JEAN JAURES. — *L'Humanité*.)

« L'œuvre de M. Bourguin est le fruit d'un labeur considérable; le raisonnement pur y eut pour auxiliaire une méthode d'observation rigoureuse. Le lecteur, en même temps qu'il reconnaît l'analyste subtil et pénétrant, apprécie l'homme de cœur hanté par l'image obsédante de la misère. Il lui sait gré d'avoir écrit une œuvre d'une haute portée philosophique et scientifique tout à la fois. »

(*Revue d'Économie politique.*)

La Sociologie de Proudhon, par **C. Bouglé**, chargé d'un Cours à la Sorbonne. Un volume in-18, broché. . . . 3 fr. 50

« De Proudhon se réclament aujourd'hui les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, les réformistes radicaux socialistes, les anti-collectivistes. Pour les uns, c'est un anarchiste; pour les autres, un des maîtres de la contre-révolution. Qui croire? Où est l'unité de la pensée prudhonienne? M. Bouglé estime que c'est la sociologie de Proudhon qui fournit la clef de beaucoup de ses thèses, c'est-à-dire ce postulat que la société n'est pas la simple somme des unités qui la composent, que cette force collective est une réalité originale. La démonstration de M. Bouglé est judicieuse et brillante. »

(*Revue de Paris.*)

L'Individualisme économique et social : Ses Origines, son Evolution, ses Formes contemporaines, par **Albert Schatz**, professeur à la Faculté de droit de Lille. In-18, 600 pages, br. 5 fr.

« Ouvrage aussi remarquable par la concision élégante de la forme que par l'originalité de ses conclusions. L'ensemble en est constitué par l'exposé très clair et très complet des diverses théories individualistes, depuis Hobbes et Mandeville jusqu'à Nietzsche et Ibsen. Mais ce n'est pas seulement un exposé de doctrine, et ce livre n'intéresse pas que les économistes. Il constitue une œuvre de combat et, à ce titre, il s'adresse à tous les esprits indépendants, désireux de penser et d'agir par eux-mêmes, sans se laisser guider par leurs ambitions personnelles et les abus de toute coterie officielle. »

(*Le Monde Économique.*)

L'Élite dans la société moderne : Son rôle, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

L'ouvrage de Paul de Rousiers met en relief le rôle social de l'Elite par des faits précis empruntés à la France comme à l'étranger. Mais il ne se borne pas à l'examen des phénomènes purement économiques. Des besoins intellectuels et moraux réclament l'action d'une élite désintéressée, d'une *surélite*; là où elle fait défaut, l'intérêt général court risque d'être exploité dans des vues intéressées. Ainsi l'élite est indispensable à la vie sociale sous toutes les formes. La Société moderne doit pourvoir constamment elle-même au recrutement des diverses élites qu'elle requiert. Telle est la conclusion de ce travail documenté et consciencieux, où le souci de la vérité s'allie à l'élévation des idées.

Les Sociétés primitives de l'Afrique Équatoriale, par le D^r **A. Cureau**, gouverneur des Colonies. Un volume in-8^o écu, 432 pages, 9 figures, 18 *planches* et 1 carte *hors texte*, broché. 6 fr.

« Pour écrire une étude psychologique et sociologique du noir congolais, peu d'hommes étaient aussi qualifiés que le D^r Cureau. Il a passé plus de vingt ans dans l'Afrique centrale qu'il a parcourue d'un bout à l'autre; il parle plusieurs idiomes du pays; il s'est depuis longtemps intéressé, en esprit curieux et averti, aux coutumes, à la vie mentale, sentimentale et sociale des indigènes. De là vient la valeur toute particulière de son livre dans lequel il décrit le milieu, l'individu, la famille, le village et les organisations supérieures au village. L'ouvrage du D^r Cureau est singulièrement vivant, car il résume des expériences vécues. » (Revue du Mois.)

« Intéressante et utile contribution à l'étude des races primitives, conduite avec une méthode toute scientifique, d'ailleurs agréable à lire, où sont résumées de longues années d'observation. Ce travail offrira des documents précieux, tant aux coloniaux qu'aux sociologues, aux philosophes et aux historiens des religions. » (Le Correspondant.)

Essais politiques et sociaux, par **R. W. Emerson**. Traduction M. DUGARD. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Il y a là, pour beaucoup, une sorte de révélation, car Emerson, maître universellement célèbre de la vie intérieure, est moins connu comme génie positif. Il fut cependant pénétré au plus haut point du respect des réalités. Guerre, propriété, éducation, gouvernement, rôle de l'écrivain, lutte des partis et des classes, il n'est pas une question que son idéalisme pratique n'ait approfondie en ces pages souvent admirables. » (Le Figaro.)

L'Économie de l'Effort, par **Yves Guyot**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Ce livre n'est pas à proprement parler un traité d'économie politique, l'auteur dogmatise le moins possible; et à côté du précepte, il place toujours le fait qui l'éclaire et le justifie. Il ne définit pas seulement les trois entités maîtresses, la propriété, le capital et le travail; il en décrit les péripéties et les évolutions, multipliant les exemples pour les mieux faire comprendre... Livre intéressant où l'auteur a su condenser en 300 pages la substance de toute une bibliothèque d'économie politique. » *(Le Siècle.)*

La Synergie sociale, par **Henri Mazel**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

L'auteur étudie dans ce volume l'action civilisatrice des énergies morales librement mises en commun. Comme cette étude porte à la fois sur le passé, le présent et même sur l'avenir, le livre abonde en aperçus d'histoire générale, en appréciations sur l'état de choses contemporain, et aussi en prévisions des âmes futures d'après quelques grands penseurs d'aujourd'hui. *La Synergie sociale* se rattache ainsi au mouvement actuel qui détache la sociologie de la biologie pour la rapprocher de la psychologie; à ce titre la lecture en est indiquée à tous ceux qui veulent se tenir au courant des nouvelles idées en sciences sociales.

L'Église catholique : sa Constitution, son Administration, par **André Mater**, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Un volume in-18, 460 pages, broché. 5 fr.

« Les questions concernant la constitution et l'administration de l'Église catholique rentrent aujourd'hui dans les préoccupations de tous, et l'un des problèmes les plus graves qui s'imposent à l'attention publique, c'est la forme juridique et durable que doivent prendre les relations entre prêtres et laïques pour le maintien et l'entretien du culte. M. Mater, en un résumé clair et concis, nous donne tous les textes et « précédents » qui permettent de concilier les traditions et ordonnances de l'Église avec les besoins et les nécessités de la société présente. » *(Revue de Paris.)*

QUESTIONS POLITIQUES

L'Appropriation du Sol : Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée, par **Paul Lacombe**. Un volume in-8° écu, VIII-412 pages, broché. 5 fr.

« L'ouvrage porte en sous-titre : *Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée*. Dans le grand débat qui partage historiens et sociologues, l'auteur se range donc du côté des sociologues; mais l'originalité et l'intérêt de son livre consistent en ce qu'il a rapproché l'ethnographie de l'histoire, les enquêtes des voyageurs sur les sociétés primitives des recherches historiques sur l'origine de nos institutions, et qu'il a tenté de nous montrer comment a dû se constituer, au cours des siècles, la propriété privée. Cet essai de synthèse est suggestif et séduisant. » *(Revue de Paris.)*

Nos Libertés politiques : Origines, Évolution, État actuel,
par **Maurice Caudel**, professeur à l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18, 462 pages, broché. 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Sans révérence exagérée pour les formules consacrées, M. Caudel va au fond des choses et son livre est une très sincère et perspicace philosophie de l'histoire et de la politique depuis plus d'un siècle. Même ceux qui risque d'irriter sa méthode ou qui seront surpris de ses conclusions trouveront le plus grand profit à suivre attentivement ses considérations. Elles sont établies sur une connaissance profonde des faits et sur une sincérité de raisonnement auxquelles il est difficile de ne pas rendre justice. Le sujet est traité avec une liberté de jugement et une acuité d'esprit qui réservent au lecteur de rares jouissances. »

(Le Correspondant.)

Traditionalisme et Démocratie, par **D. Parodi**. Un vol. in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est un livre de grande valeur et solidement pensé que cette étude d'un intérêt tout actuel. Tous ceux qui s'appliquent aux questions sociales du temps présent trouveront plaisir non moins que profit à le lire. Par l'analyse des doctrines ou opinions de MM. Brunetière, P. Bourget, M. Barrès, comme par l'étude des notions d'égalité, de liberté, de démocratie, M. Parodi a très bien su opposer les deux tendances pragmatiste et rationaliste de notre temps. »

(La Revue de Paris.)

Syndicats et Services publics, par **Maxime Leroy**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« On lira avec beaucoup d'intérêt et de profit cet ouvrage qui traite sérieusement une question sérieuse. Il y a là un ensemble de faits, de phénomènes sociaux contre ou pour lesquels les beaux discours ne feront rien; ce qui importe, c'est de les connaître, de les préciser et d'en comprendre la portée; c'est à quoi M. Maxime Leroy a remarquablement réussi en étudiant « ces mouvements confus et diffus, qui pressent, menacent et débordent même les antiques notions du droit public auxquelles, depuis Rome, l'humanité attache tous ses sentiments d'ordre et de liberté. »

(Le Figaro.)

Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République, par **André Siegfried**. Un volume in-8° raisin, avec 102 cartes et croquis dans le texte et une carte hors texte, broché 12 fr.

L'étude de nos scrutins législatifs révèle l'existence de frontières électorales et de régions politiques. Si l'on veut connaître l'esprit et l'orientation de l'opinion politique française, il est nécessaire de l'analyser dans sa répartition territoriale.

Soumettre à cette classification géographique la France politique contemporaine, apprécier, à l'épreuve de leur continuité, la réalité des opinions et des tendances, sonder leur nature en voyant comme elles « réagissent » sous l'action des événements, déterminer ainsi, en dressant la topographie des partis, les liens intimes qui les attachent au sol ou à certains sols, deviner par là les tempéraments politiques divers des races et des classes, tel a été le but de M. A. Siegfried en ce qui concerne nos provinces de l'Ouest. L'œuvre qu'il a entreprise est une œuvre de psychologie politique et de géographie humaine.

Problèmes politiques du Temps présent, par **Émile Faguet**, de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Sur notre régime parlementaire. — Armée et Démocratie. — Le socialisme dans la Révolution française. — La Liberté de l'Enseignement. — Les Eglises et l'État.

« M. Émile Faguet apporte en ce volume cette même intelligence subtile et ce même esprit de sincérité qu'il déploie en sa critique des hommes et des œuvres. Sans vouloir donner de conseils, il s'attache du moins à nous expliquer son avis sur toutes les grandes questions qui ont occupé et divisé les esprits jusqu'à la fin du xix^e siècle. On trouve partout, en ces études, des idées précises et fortes qui s'imposent à la réflexion. »

(*Revue de Paris.*)

Questions politiques, par **Émile Faguet**, de l'Académie française. Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

La France en 1789. — Décentralisateurs et Fédéralistes. — Le socialisme en 1899. — Que sera le XX^e siècle?

« Ces études sont toutes abondantes, réfléchies et documentées : l'auteur, tout en accordant la plus grande place au *socialisme*, a su y faire entrer toutes les questions intéressantes et trouver prétexte à nous donner de tous les problèmes sa solution personnelle. Le volume se termine par un long et curieux chapitre : « Que sera le xx^e siècle ? » M. Faguet apporte en cette vaste méditation toute l'autorité de son expérience et toute sa logique à la fois subtile et précise. »

(*Revue de Paris.*)

Études politiques, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Deux essais sur la *Souveraineté du peuple*, sur la *Déclaration des droits de l'homme* et *M. Jellinek*, deux notices sur *A. Bardoux* et *Albert Sorel*, telle est la matière de ce livre posthume. Comme dans les précédents ouvrages d'Emile Boutmy, on admirera, dans ces analyses d'esprits et d'idées, une grande finesse de psychologie et, dans le style, une forme subtile et nuancée. »

(*Revue de Paris.*)

« Ceux qui aborderont ce livre y trouveront cette finesse de l'observation, cette clarté, cette force de pensée qui marquent les ouvrages de M. Boutmy ; ils y prendront une utile leçon de discussion courtoise et d'impartialité sereine. »

(*Revue Suisse.*)

Études de Droit constitutionnel (*France — Angleterre — États-Unis*), par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 (6^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Ce volume renferme trois importantes études qui se font valoir et se complètent mutuellement. Dans la première, l'auteur nous expose un tableau critique et une classification aussi complète que possible des sources de la constitution anglaise. Le second « essai » ouvre une suite d'échappées et, pour ainsi dire, de vues latérales sur la constitution des Etats-Unis. Enfin la troisième étude forme en quelque mesure la conclusion des deux précédentes. L'auteur se propose de faire ressortir par une comparaison plus serrée et plus suivie avec la France, les différences non seulement de forme et de structure, mais d'essence et de genre qui existent entre la constitution anglaise, la constitution des États-Unis et la nôtre.

Bulletin du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (ancien *Bulletin de l'Office du Travail*), paraissant le 20 de chaque mois.

ABONNEMENT ANNUEL (de janvier).

France et Colonies.	2 fr. 50	Union postale	3 fr. 50
Le numéro.		20 cent.	

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page I).	
Syndicats et Services publics, par MAXIME LEROY.	3 fr. 50

QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT. Collection de brochures in-16. Chaque brochure.	1 fr.
--	-------

Littérature et Conférences populaires, par *Paul Crouzet*.
 Le Rôle social des Universités, par *Max Leclerc*.
 Le Baccalauréat de l'Enseignement secondaire (Projets de réforme), par *E. Boutmy*.
 De l'Éducation moderne des Jeunes Filles, par *M. Dugard*.
 L'Ame française et les Universités nouvelles, selon l'esprit de la Révolution, par *J. Izoulet*.
 L'État et l'Église, par *Charles Benoist*.
 Ce qu'on va chercher à Rome, par *léon Ollé-Laprune*.
 La Doctrine politique de la Démocratie, par *Henry Michel*.
 M. Brunetière et l'individualisme (A propos de l'article « Après le procès »), par *A. Darlu*.
 La Lutte contre le Socialisme révolutionnaire, par *Georges Picot*, de l'Institut.
 Autour de la Conférence interparlementaire, par *Gaston Moch*.
 Le Parti modéré; ce qu'il est, ce qu'il devrait être, par *Paul Laffitte*.
 L'Impôt démocratique sur le Revenu, par *Kergall*.
 Les Grèves et la Conciliation, par *Arthur Fontaine*.
 La Morale de la Concurrence, par *Yves Guyot*.
 Le Féminisme aux États-Unis, en France, dans la Grande-Bretagne, en Suède et en Russie, par *Kaethe Schirmacher*.
 L'Émigration des Femmes aux Colonies, par *J. Chailley-Bert*.
 Le Problème de la dépopulation, par le *D^r J. Bertillon*.
 Les Pays de France. Projet de fédéralisme administratif, par *P. Foncin*.
 La Politique coloniale de la France (L'Age de l'Agriculture), par *J. Chailley-Bert*.
 Le Gouvernement de l'Algérie, par *Jules Ferry*.
 Lettres d'un Économiste classique à un Agriculteur souffrant, par *Ernest Brelay*.
 Une voix d'Alsace, par *Ignotissimus*.

ÉTUDES ET ENQUÊTES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FRANCE

Le Président de la République : son rôle, ses droits, ses devoirs, par **Henry Leyret**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Dans cet ouvrage, M. Leyret discute avec une indépendante clairvoyance le rôle, les droits, les devoirs du président. Il conclut fort judicieusement de ses sages et impartiales observations que le président de la République n'est point aussi irresponsable qu'on le dit et qu'on le croit, et il souhaite un président qui, ayant la crainte de se « conduire en parasite ou en paralytique » use de ses droits, et se « conduise en chef d'Etat ». Cette étude est écrite d'un style alerte et brillant et conduite avec une attrayante méthode. »

(*Le Temps.*)

Les Grands Ports de France : Leur rôle économique, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. » (*Revue Bleue.*)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro.*)

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger : *Trusts — Cartells — Comptoirs — Ententes internationales*, par **Paul de Rousiers**. (NOUVELLE ÉDITION, refondue, mise à jour et considérablement augmentée.) Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succincte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » (*Revue de Paris.*)

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** [*Bibliothèque du Musée social*]. (3^e ÉDITION augmentée d'une préface, exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908.) Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. »

(HENRI MAZEL. — *Mercure de France.*)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail,
par **Leon de Seilhac**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrière depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » (Revue de Synthèse historique.)

Les Congrès ouvriers en France (1876-1897), par
Leon de Seilhac [Bibliothèque du Musée social]. Un volume
in-8° écu, broché 4 fr.

« Cet ouvrage est bien le mémento le plus substantiel et le plus commode qu'on puisse consulter sur l'histoire du socialisme en France. C'est avec raison que l'auteur a préféré laisser la parole aux rédacteurs officiels des congrès, au lieu d'en écrire, comme cela lui eût été facile, doctoralement l'histoire. Son livre forme ainsi le résumé des « protocoles » de ces congrès, et c'est ce qui lui donne son intérêt documentaire. » (Le Temps.)

Les Traités ouvriers. Accords internationaux de Prévoyance et de Travail (Textes officiels, commentaire et historique), par
Albert Métin, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Ce livre, parfaitement documenté, nous donne les textes officiels des divers accords internationaux concernant les lois protectrices du travail. L'auteur y a joint un commentaire historique, des tableaux et statistiques, des notes comparatives, — bref, tout un répertoire clair et bien ordonné qui fait de cet ouvrage un guide et un instrument indispensable à tous ceux que les questions ouvrières préoccupent aujourd'hui. » (La Revue.)

Les Sociétés coopératives de consommation, par
Charles Gide, professeur d'Economie sociale à la Faculté de droit de Paris. (DEUXIÈME ÉDITION refondue et augmentée.) Un volume in-18, 306 pages, broché 3 fr. 50

La rédaction première de cet ouvrage, réduite au moindre nombre de pages, constituait un petit manuel destiné aux membres des sociétés coopératives et à leurs administrateurs. Cette Deuxième Edition refondue et augmentée contient plus du double des matières de la précédente. Elle ne s'adresse plus seulement aux seuls coopérateurs ; elle s'adresse aussi aux personnes étrangères à la pratique de la coopération qui désirent cependant être renseignées sur l'importance et sur l'évolution du mouvement coopératif.

La Femme dans l'Industrie, par **R. Gonnard**, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émoue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » (Revue Économique.)

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert**,
membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. . 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. » (Le Temps.)

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. In-18, broché 1 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux**, ancien député.
Un volume in-18, broché. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Bien que M. Charles-Roux s'en-défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » (Le Siècle.)

Marine française et Marines étrangères, par **Léonce Abeille**, capitaine de frégate, sous-directeur de l'École supérieure de Marine. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. » (Le Polybiblion.)

A consulter :

La Famille française et son évolution, par **LOUIS DELZONS**. 3 fr. 50

L'Orientation religieuse de la France actuelle, par **PAUL SABATIER**. (voir page I).

L'Évolution de la France agricole, par **MICHEL AUGÉ-LARIBÉ** (v. p. II).

Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République, par **ANDRÉ SIEGFRIED** (voir page VI).

Questions politiques, par **ÉMILE FAGUET** (voir page VII).

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par **D. ZOLLA**. 3 fr. 50

La Propriété rurale en France, par **FLOUR DE SAINT-GENIS**. . 6 fr.

Les Régimes douaniers, par **B. NOGARO** et **M. MOYE**. 3 fr. 50

Questions du Temps présent. Collection de broch. in-16 (voir p. VIII).

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord, par **V. PIQUET**. In-8 écu. X-538 pages, 4 cartes hors texte, broché. 6 fr.

L'Afrique du Nord, par **HENRI LORIN**. In-18, broché. 3 fr.

Les Musulmans français du Nord de l'Afrique, par **ISMAËL HAMET**. 3 fr. 50

L'Indochine française, par **H. RUSSIER** et **H. BRENIER**. In-18, br. . 4 fr.

ALLEMAGNE**Les Universités allemandes au XX^e siècle**, par le Dr **René Cruchet**

professeur agrégé à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. 4 fr.

Le Dr René Cruchet a visité les vingt Universités que compte aujourd'hui l'Allemagne. Il s'est efforcé, en replaçant chaque centre universitaire dans son cadre, parmi ses idées, ses usages et ses traditions, d'en montrer les particularités originales. Chacune de ces Universités lui est apparue comme un tout autonome, ayant ses souvenirs glorieux, ses représentants caractéristiques et ses tendances propres. Ecrit dans une langue agréable, égayé d'anecdotes et de fines descriptions, agrémenté de piquantes interviews d'Universitaires allemands réputés, ce livre est à consulter partout ceux qui s'intéressent aux Universités en général, et plus spécialement, à l'avenir de nos Universités françaises.

L'Impérialisme allemand, par **Maurice Lair**. Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, *Prix Marcelin-Guérin.*

« L'intérêt de ce livre n'échappera à personne. C'est un très sérieux document sur le développement politique et économique d'un des plus grands Etats d'aujourd'hui. M. Lair y fait, pour l'Allemagne, ce que M. Victor Bérard a fait pour l'Angleterre dans son ouvrage *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Les deux volumes se complètent et s'éclairent mutuellement et seront inséparables l'un de l'autre sur la table de l'homme politique comme sur celle de l'homme d'étude. » (Annales des Sciences politiques.)

Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne, par **A. Souchon**, professeur à la Faculté de droit de Paris. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Ce qu'étaient et ce que sont les cartells en Allemagne, voilà ce que nous apprend M. Souchon. Ecrit dans un style très clair, accompagné de nombreux appendices donnant la traduction des divers traités du Komhaus, des traités des cartells de l'alcool, du sucre, etc., son livre sera lu en France avec autant d'intérêt que de profit, car il vient à son heure. »

(H. HITIER. — *Journal d'Agriculture.*)

L'Expansion allemande hors d'Europe (États-Unis, Brésil, Chantoung, Afrique du Sud), par **E. Tonnelat**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est le tableau des ambitions, des méthodes, des déceptions de la *Welt-politik* impériale, dans ses tentatives d'expansion chez les Blancs, les Jaunes, les Noirs. Et c'est une psychologie précise et curieuse de l'Allemand qui, un peu honteux de sa langue à l'étranger, disposé à adopter pour patrie la terre où il peut vivre en paix, oublier assez vite de son pays d'origine, finit par se fondre dans les autres peuples. » (Revue de Paris.)

« Ce livre est un de ceux qu'il faut lire avec attention, parce qu'il comporte en même temps un enseignement et une critique, tous deux également profitables à l'avenir économique de notre pays. » (Gil Blas.)

La France et Guillaume II, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18 (2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

« Il n'y a pas de sujet qu'il faille toucher d'une main plus délicate. A cette heure, il était utile qu'un historien donnât, en des pages claires et précises, une idée des relations existant entre la France et l'Empereur allemand. Mais, pour traiter ces questions, il fallait une plume alerte, un esprit renseigné et clairvoyant, un tact spécial à discerner dans la masse des documents apportés par une actualité en fièvre d'information, ceux dont il convient de faire état. M. Bérard s'est acquitté de sa tâche avec bonheur. Il parle le langage de la raison sans se défendre d'une franchise audacieuse, lorsqu'il sent que cette franchise sert la cause de la vérité. » (Le Figaro.)

A consulter :

L'Émigration européenne au XIX^e siècle (Allemagne, etc.), par R. GONNARD. In-18, broché. 3 fr. 50

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. 3 fr. 50

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (Trusts, Cartells, Comptoirs), par PAUL DE ROUSIERS (v. p. IX).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page X).

Marine française et Marines étrangères (Allemagne, etc.), par le C^{te} L. ABEILLE (voir page XI).

La Question polonaise, par R. DMOWSKI. In-18, br. 4 fr.

ANGLETERRE ET EMPIRE BRITANNIQUE

La Formation sociale de l'Anglais moderne, par **Paul Descamps**. Préface de PAUL DE ROUSIERS. Un vol. in-18, br. 4 fr.

Comment l'Anglais acquiert-il les caractères sociaux qui lui sont propres? Pour répondre à cette question, M. P. Descamps étudie l'influence du métier, de la vie familiale et de l'éducation sur la formation de l'individu, puis l'ouvrier à l'atelier et dans son home, l'éducation dans les écoles, la hiérarchie des classes et le rôle social des individus. Cet ouvrage, fruit d'enquêtes personnelles et d'une observation réfléchie, véritable mine de renseignements sur l'organisation sociale de l'Angleterre contemporaine apporte une précieuse contribution à l'étude des questions d'éducation et à la science sociale.

Londres et les Ouvriers de Londres, par **D. Pasquet**, docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. Un volume in-8^o raisin, avec une planche hors texte, 23 cartes et graphiques dans le texte, broché. 12 fr.

L'auteur de cet ouvrage a voulu présenter dans un tableau d'ensemble les caractères généraux de la vie ouvrière à Londres, et montrer comment les conditions géographiques, historiques et économiques concourent à rendre particulièrement misérable la situation d'une grande partie du monde ouvrier, et particulièrement difficile les entreprises d'amélioration sociale ou morale.

C'est la première fois que l'on essaie d'étudier ainsi un problème complexe et vivant de phénomènes sociaux et de montrer comment ils réagissent les uns sur les autres. Aussi cet ouvrage, d'une documentation minutieuse, doit-il être lu par tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales.

Essai sur les Origines de la Chambre des Communes,

par **D. Pasquet**. Un vol. in-8° raisin, broché 5 fr.

D'après l'opinion généralement admise, la Chambre des Communes serait sortie d'un mouvement révolutionnaire dans lequel noblesse et bourgeoisie se seraient unies, au cours du xixe siècle, pour limiter le pouvoir du roi. L'auteur de cet ouvrage prouve, par des textes empruntés aux documents officiels, que la convocation des députés des comtés ou des villes, dont la réunion forma au xive siècle la Chambre des Communes, est avant tout l'œuvre des rois eux-mêmes, d'Edouard Ier principalement.

La Crise Anglaise : Scènes électorales. La Réforme constitutionnelle. Le Problème financier. La terre. Libre échange et réforme douanière, par **Philippe Millet**. Un volume in-18, br. 3 fr. 50

« Ce livre n'a rien d'académique : l'auteur décrit ce qu'il a vu et aussi ce qu'il a vérifié et appris dans les documents après qu'une conversation l'a mis sur la piste d'un problème. C'est la déposition d'un témoin impartial que sa connaissance de la langue et des mœurs anglaises et son goût de l'observation directe ont préparé à bien voir et à bien entendre. » (Revue de Paris.)

Le Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18 (6^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

Comment se sont formés les éléments essentiels qui constituent l'Angleterre politique moderne, voilà le problème dont M. Emile Boutmy va chercher la solution dans l'étude approfondie de son histoire. Nous suivons l'auteur, avec le plus grand intérêt, à travers les époques parfois si troublées des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles jusqu'à cette Angleterre contemporaine que l'évolution démocratique de nos jours semble en voie de transformer.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple Anglais au XIX^e siècle, par **Émile Boutmy**. Un vol. in-18 (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Cet ouvrage est une œuvre des plus importantes, des plus riches en observations profondes, fines et instructives... M. Boutmy a une connaissance approfondie de l'histoire et de la littérature anglaise. Il voit les choses en plein relief et en mouvement. Sa pensée et son style en font le tour et savent en saisir et en rendre tous les aspects. » (G. MONOD. — Revue Historique.)

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par **Paul de Rousiers**, avec la collaboration de MM. de CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM (Bibliothèque du Musée social). Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

« La pensée maîtresse exprimée par M. de Rousiers dans ce volume est que les Trade-Unions sont le résultat des conditions du travail salarié au xix^e siècle. Le « phénomène social des syndicats d'ouvriers est la manifestation d'une force existante ; la science sociale a pour objet d'étudier cette force », c'est ce qu'a fait l'auteur avec une méthode solide, non seulement pour l'observation des détails, mais pour l'étude des rapports entre les faits sociaux. Cet ouvrage est l'un des meilleurs fruits scientifiques produits par le Musée social. »

(CH. SEIGNOBOS. — Revue critique.)

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ EN ANGLETERRE

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

★ L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre, par **Max Leclerc**, avec un Avant-propos par E. BOUTMY, de l'Institut. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Comment se forment en Angleterre les classes qui constituent l'élite politique, intellectuelle, industrielle, commerciale de la nation, et qui ont fait la grandeur prodigieuse et presque indéfinie de ce petit pays ? M. Max Leclerc a cherché ce que font la famille, l'Etat, l'Ecole pour les former. Le résultat de cette enquête, poursuivie avec une patience et une sagacité rares, est bien fait pour troubler les idées de la pédagogie continentale. »

(*Revue de Paris.*)

★★ Les Professions et la Société en Angleterre, par **Max Leclerc**. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Ce livre de M. Max Leclerc est une remarquable contribution à cette science nouvelle que les Allemands appellent la psychologie des peuples. Je crois qu'en France on n'a jamais rien écrit de plus pénétrant ni de plus réfléchi sur les mœurs et le caractère des Anglais. On sent que cet ouvrage est sorti d'une longue enquête, conduite avec beaucoup d'intelligence et aussi avec beaucoup d'enthousiasme. »

(*Journal des Débats.*)

L'Angleterre et l'Impérialisme, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18, une carte en couleur hors texte (5^e ÉDITION), br. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Thérouanne.

« Ce livre magistral contient une série d'études faites de données précises, de chiffres exacts, nourries d'une abondance de renseignements neufs, et pourtant vivantes, séduisantes. Il n'est pas de tableau où ressorte avec plus de relief la crise dramatique du commerce et de l'industrie britanniques, et la croissance prodigieuse de l'Allemagne économique. »

(*La Revue de Paris.*)

« M. Victor Bérard a une vue singulièrement nette et précise, vivante et réaliste des hommes et des choses. Selon le procédé de Taine, qu'il rappelle à certains égards, M. Bérard accumule les détails concrets, choisis non pas au hasard, mais en vue d'étayer sa démonstration et de préparer sa synthèse. Ces qualités étaient déjà visibles dans les précédents ouvrages de M. Bérard. Elles s'affirment avec plus d'éclat encore dans ce nouveau volume. »

(*Questions diplomatiques et coloniales.*)

Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes (*Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud*), par **Pierre Leroy-Beaulieu**. (NOUVELLE ÉDITION [3^e] ENTIÈREMENT REFONDUE.) In-18, br. 4 fr. Couronné par l'Acad. française et par l'Acad. des Sciences morales et polit.

« M. Leroy-Beaulieu nous donne, dans cet ouvrage d'un intérêt et d'une valeur incontestables, des observations toutes personnelles, originales, vivantes et pittoresques à la fois, faites sur les hommes et les choses et recueillies sur les lieux mêmes durant un long séjour aux Etats-Unis, dans les colonies d'Australie et la Nouvelle-Zélande. De l'exemple de ces pays jeunes et hardis, des grandes choses qui se sont accomplies dans les nouvelles sociétés anglo-saxonnes, il a fort bien montré que la vieille Europe peut retirer les plus utiles renseignements tant au point de vue politique qu'économique. »

(*Revue des Deux Mondes.*)

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par **Eugène Aubin**.
Un vol. in-18 (4^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Furtado.

« M. E. Aubin a longtemps vécu au Caire : il a été témoin des événements qu'il nous raconte. Comme d'autre part il est allé aux Indes, il a pu aussi se rendre compte de l'organisation indienne et il nous en explique le mécanisme avec une clarté parfaite... C'est toute une analyse de la politique anglaise coloniale que le lecteur trouvera dans ce volume : souhaitons qu'il soit beaucoup lu en France et beaucoup médité. »

(La Revue de Paris.)

A consulter :

Questions extérieures, par V. BÉRARD. In-18, broché . . . 3 fr. 50
L'Émigration européenne au XIX^e siècle, par R. GONNARD. 3 fr. 50
Études de Droit constitutionnel (France, Angleterre, États-Unis),
par EMILE BOUTMY (voir page VII).
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. . . 3 fr. 50
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page X).
Marine française et Marines étrangères, par LÉONCE ABEILLE (v. p. XI).
La Rivalité anglo-russe au XIX^e siècle, en Asie, par le D^r ROUIRE.
In-18, 1 carte hors texte, broché 3 fr. 50
Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD. In-18, broché. 4 fr.
L'Inde britannique, par JOSEPH CHAILLEY. In-18, broché. . 10 fr.
L'Inde d'aujourd'hui, Étude sociale, par ALBERT MÉTIN. . . 3 fr. 50
Le Canada, Les deux Races, par A. SIEGFRIED. In-18, broché. 4 fr.
La Colombie britannique, par ALBERT MÉTIN. In-8°, broché. 12 fr.
La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par A. SIEGFRIED. . . 4 fr.
L'Évolution sociale en Australasie, par L. VIGOUROUX. . . . 4 fr.

AUTRICHE-HONGRIE

La Hongrie au XX^e siècle : Étude économique et sociale, par
René Gonnard, professeur d'Economie politique à l'Université
de Lyon. Un volume in-18, broché 4 fr.

« Voici un livre qui pourrait être fastidieux et que son auteur a su rendre intéressant, plus que cela : captivant, parce que, dès qu'on s'occupe de politique générale, on se rend compte que les amitiés ou les haines de peuple à peuple sont basées moins sur les tempéraments et la race que sur les nécessités économiques. L'ouvrage de M. Gonnard, écrit de première main, sur place et d'après des documents incontestables, est de ceux qui rendent service non seulement au lecteur, mais au pays. »

(Le Correspondant.)

« C'est là le livre le plus documenté qu'on puisse recommander au lecteur français désireux de se renseigner sur la Hongrie. »

(EMM. DE MARTONNE. — Annales de Géographie.)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. . . 3 fr. 50
La Question polonaise, par R. DMOWSKI. In-18, broché. . . 4 fr.

CENTRALĂ UNIVERSITARĂ